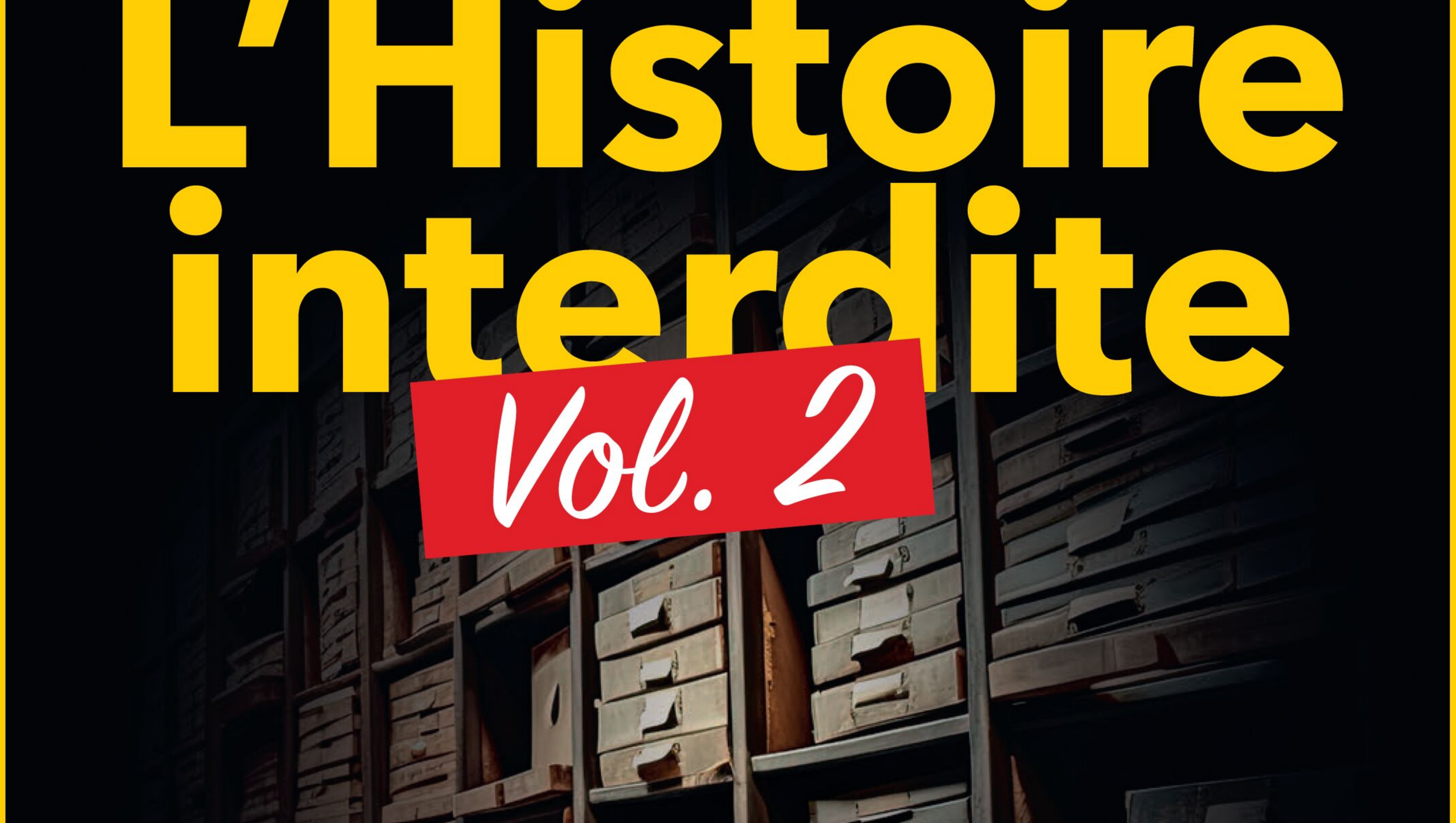
VALEURS ACTUELLES – HORS-SÉRIE Nº 38

VALEURSACTUELLES.COM
11,90 €

# VALEURS ACTUELLES HORS-SÉRIE

# L'Histoire interdite

## Vol. 2



**Le tabou de la gauche pro-pédophiles**

**La guerre Giscard-Chirac ● Les listes noires du PC**

**Le "Who's Who" des pétainistes**

**Louis XVI réhabilité ● L'épopée des croisades**

**Le faux attentat de Mitterrand**

**Jules Ferry colonialiste ● Darlan, l'assassinat mystère**

**Les secrets de la brigade mondaine**

**Jaurès antisémite ● Les barbouzes en Algérie…**

D : 11,30 € – BEL / LUX : 11,30 € – ESP/ITAL/PORT CONT : 10,70 €
GR : 12,50 € – CAN : 13,99 $CAN – DOM : 10,70 € – TOM : 1700 XPF – CH : 17,80 FS – MAR : 100 MAD – TUN : 12.00 DT

L 16553 - 38 H - F: 11,90 € - RD

# VOYAGE ÉVÉNEMENT

VALEURS ACTUELLES

# QUEL AVENIR POUR L'ARMÉNIE ?

Éric Revel, Docteur d'État en finance internationale, éditorialiste à *Valeurs actuelles* et ancien directeur général de LCI

Patrick IAFRATE



Mériadec Raffray, journaliste, écrivain et rédacteur en chef du service international de *Valeurs actuelles*

Romain ROUGER

Airpano/AMAZING AERIAL/SIPA

## LES POINTS FORTS DU VOYAGE

- Une terre d'histoire et de spiritualité au cœur des enjeux géopolitiques majeurs
- La visite de sites inoubliables comme les monastères de Tatev, Noravank et Haghpat
- Des rencontres privées de haut niveau
- Des découvertes enrichissantes comme le caravansérail de Selim, le cimetière de Noradouz

## VOYAGE EN ARMÉNIE

AVEC ÉRIC REVEL
ET MÉRIADEC RAFFRAY

**DU 10 AU 18 JUIN 2024**

**SÉJOUR DE 9 JOURS / 8 NUITS**

**2 651€ /PERS.**

Voyage opéré par Ictus Voyages
( immatriculation n°092.100.065 )

Cher lecteur, chère lectrice,

Nous vous invitons à ce voyage exceptionnel en Arménie, terre d'histoire et de chrétienté, à la découverte d'une grande civilisation. Nous serons au cœur de l'actualité et tenterons de comprendre les enjeux géopolitiques. Quel avenir pour l'Arménie et son peuple, coincés entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Iran ? Pour y répondre, nous rencontrerons des personnalités arméniennes de premier plan qui nous apporteront leurs analyses et éclairages. Notre voyage sera également un témoignage de soutien à un peuple inquiet de son avenir.

Nous comptons sur votre présence.

**Éric Revel et Mériadec Raffray**

ictus VOYAGES

# SOMMAIRE


**À rebours de l'histoire officielle**
*par Arnaud Folch* 4

## FACES CACHÉES ET ZONES D'OMBRE

**Quand les "intellectuels" de gauche défendaient la pédophilie**
*par Olivier Annichini* 8
**"Pour la révision du code pénal"**
*par Olivier Annichini* 13
**Mitterrand, faux attentat et vrais mensonges**
*par Olivier Annichini* 16
**Poujade, conseiller secret de Mitterrand**
*par Arnaud Folch* 20
**Grossouvre, le vrai faux "suicidé" de l'Élysée**
*par Jérôme Besnard et Arnaud Folch* 22
**Gracchus Babeuf, le "partageux" inventeur du communisme**
*par Arnaud Folch* 26
**L'amazone rouge**
*par Arnaud Folch* 29
**Clemenceau, côté obscur...**
*par Philippe Delorme* 30
**Giscard, les secrets d'une chute**
*par Arnaud Folch* 34

## SCANDALES ET AFFAIRES SENSIBLES

**Opération B... comme barbouzes**
*par Arnaud Folch* 40
**Brigade mondaine, la police du stupre et du soufre**
*par Arnaud Folch* 46
**Darlan, l'assassinat mystère**
*par Géraldine Godot* 50
**PCF, le temps des "listes noires"**
*par François Cote* 54
**De Gaulle et le comte de Paris, entretiens secrets**
*par Arnaud Folch* 58
**La folle cavale du cercueil de Pétain**
*par Yves Kerhuon* 60
**Pierre Goldman, le braqueur héraut de la gauche**
*par Arnaud Folch* 64

**Affaire Markovic : sexe, manips et politique**
*par Arnaud Folch* 70

## DE L'AUTRE CÔTÉ DU MIROIR

**La gloire des croisades**
*par Éric Letty* 76
**De Nicée à la mort de Saint Louis, huit croisades en 175 ans**
*par Éric Letty* 79
**Louis XVI, le roi réhabilité**
*par Éric Letty* 82
**Jean-Pierre Péroncel-Hugoz : "Lyautey, ce grand pacificateur"**
*Propos recueillis par Sabine Dusch* 86
**Quand les Jaunes défiaient la CGT**
*par Arnaud Folch* 90
**Mermoz, le Croix-de-Feu**
*par Arnaud Folch* 92
**SAS en Algérie, l'armée au secours des populations**
*par Arnaud Folch* 96
**FN, les ex-résistants de Le Pen**
*par Nicolas Gauthier* 100
**Médaillés de la Résistance, de la France libre, compagnons de la Libération...**
*par Nicolas Gauthier* 103

## CONTRE-ENQUÊTES ET COULISSES

**Gauche antisémite, un tabou français**
*par Jérôme Besnard* 106
**Quand le PC chassait les immigrés au bulldozer**
*par Yves Kerhuon* 112
**L'alcool, carburant des sans-culottes**
*par Sabine Dusch* 116
**Le supplice de la princesse de Lamballe**
*par Sabine Dusch* 120
**Jules Ferry, le colonialiste**
*par Étienne Lombard* 122
**Louise Michel, la fausse icône rouge**
*par Sabine Dusch* 126
**Le "Who's Who" des décorés de la Francisque**
*par Nicolas Gauthier* 128

**Bibliographie** 130


CE NUMÉRO COMPORTE UN ENCART BROCHÉ ENTRE LES PAGES 66 ET 67 : ABONNEMENT OFFRES HORS-SÉRIES DE VALEURS ACTUELLES.

# À rebours de l'histoire officielle

par Arnaud Folch

***Il y a deux histoires*, écrivait Balzac: *l'histoire officielle, menteuse, puis l'histoire secrète,*** *où sont les véritables causes des événements*. Cette histoire secrète, interdite, occultée par les livres d'histoire, nous y avions déjà consacré un hors-série, il y a un an (mars 2023): *« Pétain, mentor de De Gaulle »*; *« Algérie: les guillotinés de Mitterrand »*; *« Danton le corrompu »*; *« Les crimes de la Commune »*, *« La face cachée des* "Pères de l'Europe" »…

**L'exceptionnel succès rencontré par ce premier *opus*** (toujours disponible sur *boutique.valeursactuelles.com*), ajouté au très nombreux courrier reçu, nous engageant à publier une suite, nous amène aujourd'hui à vous proposer cette *Histoire interdite*, seconde partie. Mais deux autres raisons de fond expliquent ce choix.

**D'abord notre rôle, et même notre devoir, de réinformation, solide, sourcée et argumentée,** à l'heure où, de l'Éducation nationale (ou prétendue telle) à la plupart des grands médias et de notre classe politique, la "pensée unique", son idéologie, ses omissions et ses simplifications continuent de faire des ravages: comment comprendre le présent, et appréhender l'avenir, sans connaître la réalité, forcément plus complexe, de notre passé?

**Seconde raison: c'est notre histoire de France (presque) tout entière qui mériterait d'être réécrite.** Les sujets, donc, ne manquent pas. Comme l'expliquait Jean Sévillia, l'auteur d'*Historiquement correct* (Fayard, 2001, plus de 100 000 exemplaires vendus), dans le premier volet de notre *Histoire interdite*, *« l'historiquement correct est constitué de plusieurs couches de sédimentation idéologique »*, touchant toutes les époques: *« polémistes protestants combattant l'Église catholique »*, son apport, et donc une part de notre identité, aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles; philosophes des Lumières guerroyant contre l'influence de cette même religion sur notre société et *« instrumentalisant l'histoire »*, au XVIII^e^ siècle; diktats, à partir du XIX^e^, d'une *« histoire républicaine en noir et blanc qui fait de 1789 la date pivot de l'histoire de France »*; marxisme tout-puissant au XX^e^ siècle, de l'entre-deux-guerres à la chute du communisme, imposant *« une lecture de l'histoire selon les canons du matérialisme dialectique »*; enfin, depuis la fin des années 1980, érection du « "droit-de-l'hommisme" *comme nouvelle idéologie dominante »*, ayant elle-même enfanté nos actuels *« wokisme et contre-culture* […] *où l'*"homme blanc" *– et, à travers lui, la civilisation occidentale – est mis sur la sellette. »*

*« L'historiquement correct correspond à l'addition de ces couches idéologiques superposées*, poursuivait Jean Sévillia. *Il plaque sur le passé l'idéologie du moment, ou un morceau d'idéologie provenant de ces différentes couches sédimentées, certains thèmes véhiculant des préjugés anciens, tandis que d'autres apparaissent et s'y ajoutent. »*

**Pas d'introduction, cette fois, donc, à notre hors-série, l'auteur d'*Historiquement correct*** ayant déjà tout dit de son objectif dans notre premier volet. D'où plus de place accordée à d'autres vérités occultées, d'autres zones d'ombre et pans de parcours "oubliés": trente sujets en tout, jamais traités, ou presque: les intellectuels de gauche pro-pédophiles des années 1970, le "Who's Who" des décorés de la Francisque, les "listes noires" du PCF, les barbouzes en Algérie, les faces cachées de Jules Ferry et Clemenceau… L'occasion, aussi, de découvrir la vérité sur les croisades ou le vrai bilan de Louis XVI. Tout un symbole: tandis que celui-ci, condamné par l'Histoire, émancipait les juifs, Voltaire, le "héros" des Lumières, les vouait aux gémonies, comme le feront, après lui, nombre d'autres icônes de la gauche: Proudhon, Blanqui, mais aussi Jaurès ou Zola, objets, précisément, de l'un de nos articles *(pages 106 à 111)*.

**Trente sujets, donc. Trente enquêtes devrions-nous dire,** tant il a fallu pendant un an, pour les mener à bien, contourner l'histoire officielle pour aller quérir, et vous offrir, cette *« histoire secrète où sont les véritables causes des événements »* dont parlait Balzac. Bonne lecture à tous! ●

> "L'historiquement correct plaque sur le passé l'idéologie et les préjugés du moment."
> *Jean Sévillia*

Photo de couverture : Stavros/stock.adobe.com

NOTRE SÉLECTION VALEURS ACTUELLES

# LE TÉMOIGNAGE DE L'OTAGE SAUVÉE PAR ARNAUD BELTRAME

Julie Grand avait décidé de garder le silence et ne s'était encore jamais exprimée sur ce qu'elle a vécu le 23 mars 2018 lorsque le colonel de gendarmerie Arnaud Beltrame a pris sa place en tant qu'otage. Aujourd'hui, elle brise le mutisme, révélant les séquelles psychologiques et les défis post-attentat. Des rencontres récentes ont ravivé sa force, amorçant une nouvelle vie. Son témoignage brut et émouvant dévoile sans crainte ses combats, avec Arnaud Beltrame en fil rouge. Ingénieure, mariée, mère, elle travaillait au Super U de Trèbes quand le terrorisme islamiste a frappé.

Éditions Artège
13,5 x 21,5 cm, 180 pages.

16€90 : FRAIS DE PORT INCLUS

## COMMANDEZ SUR **BOUTIQUE.VALEURSACTUELLES.COM**

Dans la limite des stocks disponibles - Visuel non contractuel

# Faces cachées et zones d'ombre

Grossouvre, le "vrai faux" suicidé de l'Élysée ;
quand la gauche défendait la pédophilie ;
Mitterrand-Poujade, relations secrètes ; Clemenceau,
cet inconnu ; Giscard, les secrets d'une chute...

François de Grossouvre derrière François Mitterrand
durant la campagne présidentielle de 1981.

PHOTO DIEGO GOLDBERG/COLLECTION PARTICULIÈRE

Daniel Cohn-Bendit lors de l'émission "Apostrophes" de 1982. À droite, de haut en bas, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, Louis Aragon, Patrice Chéreau. Page de droite, Philippe Sollers.

PHOTOS : YOUTUBE/INA ; AIMÉ DARTUS/INA VIA AFP ; AFP ; ERIC CATARINA/GAMMA

# Quand les "intellect
# défendaient la pédo

**Aragon, Sartre, Matzneff, Dolto, Cohn-Bendit, Glucksmann, Sollers, Lang, Kouchner... Des années 1970 au milieu des années 1980, ils ont été des dizaines à militer (et parfois plus...) pour la pédophilie au nom de "l'évolution de la société" et de la "reconnaissance de la sexualité des enfants". Enquête sur un tabou français.**

Par Olivier Annichini

ULF ANDERSEN/AURIMAGES VIA AFP

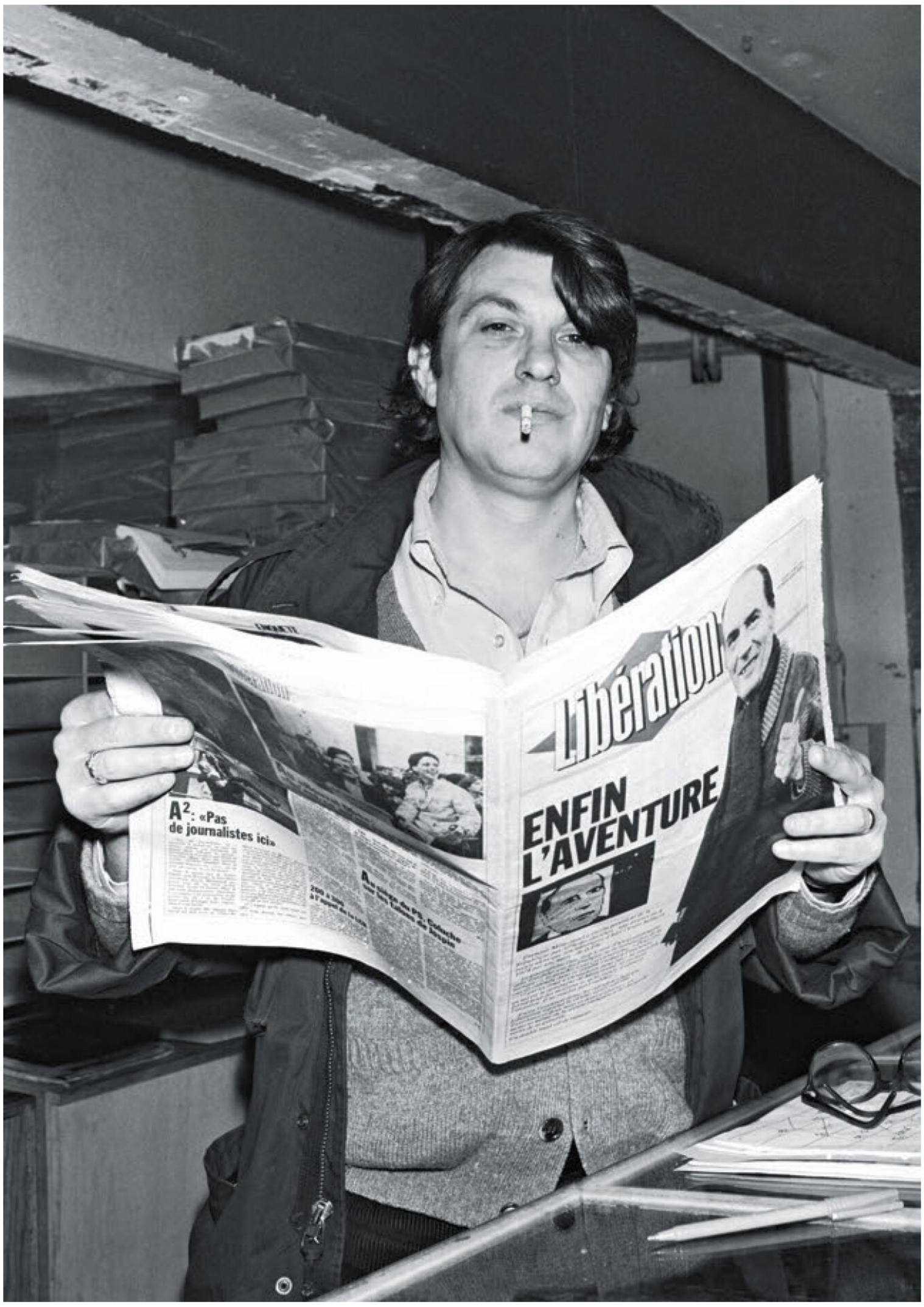
**“La sexualité d’un gosse, c’est absolument fantastique, faut être honnête !”**

*Daniel Cohn-Bendit, à l’émission* Apostrophe *(1982)*

# uels” de gauche philie

En 1975 paraît *Le Grand Bazar* (Belfond), un livre où Daniel Cohn-Bendit raconte son métier d’éducateur dans un jardin d’enfants “alternatif” à Francfort, au milieu des années 1970. Extrait : *« Il m’était arrivé plusieurs fois que certains gosses ouvrent ma braguette et commencent à me chatouiller. Je réagissais de manière différente selon les circonstances, mais leur désir me posait un problème. Je leur demandais : “Pourquoi ne jouez-vous pas ensemble, pourquoi m’avez-vous choisi, moi, et pas d’autres gosses ?” Mais s’ils insistaient, je les caressais quand même. »*

Invité sur le plateau de l’émission de Bernard Pivot *Apostrophes* en avril 1982, où il confessera être sous l’effet de la drogue, le futur leader écologiste n’hésitera pas à récidiver : *« La sexualité d’un gosse, c’est absolument fantastique, faut être honnête,* expliquera-t-il, hilare. *Quand une petite fille de 5 ans commence à vous déshabiller, c’est fantastique, c’est*




PHOTOS : PIERRE GUILLAUD/AFP ; MICHELINE PELLETIER/GAMMA-RAPHO ; DR

**Serge July, à la tête de "Libération", a mené une longue bataille en faveur de la légalisation de la pédophilie. Page de droite : Guy Hocquenghem, l'un des meneurs de cette campagne pro-pédophile, et la plaque hommage qu'avait fait apposer Anne Hidalgo à Paris. Avant de la faire retirer…**

*érotico-maniaque*. » Aujourd'hui que la pédophilie est enfin reconnue comme le plus abject des crimes, Cohn-Bendit reconnaît des propos *« insoutenables et intolérables »* justifiés en partie par sa volonté, à l'époque, de *« choquer le bourgeois »*. La vérité est tout autre : au prétexte qu'il serait interdit d'interdire, une génération de pervers soixante-huitards, dont lui-même, n'a cessé, durant plus d'une décennie, d'œuvrer à la dépénalisation de l'interdit suprême : l'abus des enfants.

Parmi les principaux maîtres d'œuvre de cette offensive figure l'ex-professeur de philosophie René Schérer (1922-2023), qui, à l'instar de la quasi-totalité des personnes que nous citerons dans cette enquête, a soutenu les événements de Mai 68 et appellera à voter pour Mitterrand en 1974 et 1981. Alors âgé de 52 ans, il est l'invité le 13 mai 1974 de l'émission télévisée *Ouvrez les guillemets* afin de présenter son dernier livre, *Émile perverti* (Robert Laffont). Son propos : dénoncer *« la famille et la morale »* censées interdire aux enfants toute sexualité. Dans son ouvrage, Schérer déplore notamment, en termes aussi crus qu'abjects — nos lecteurs nous en excuseront — la non-reconnaissance du *« potentiel érotique »* des enfants. *« Anus interdit !* s'offusque-t-il. *Même si l'enfant sait fort bien le temps qu'il passe aux cabinets, cet éminent lieu érotique et culturel, même s'il*

**"On était très nombreux à l'époque à signer ça… C'était l'après-68…"**

*Bernard Kouchner,*
Le Point *(2021)*

*enfonce en cachette maints objets divers ravis à l'attention de la famille… »*

Le 12 septembre 1975, Pivot reçoit cette fois sur son plateau l'écrivain et pédophile militant Gabriel Matzneff. Celui-ci vient présenter son dernier livre, *Les Moins de seize ans* (Julliard), où il développe son idée fixe: *« Ce qui me captive*, se vante-t-il, *c'est moins un sexe déterminé que l'extrême jeunesse, celle qui s'étend de la 10e année à la 16e année et qui me semble être* […] *le véritable troisième sexe. »* Aujourd'hui retiré de la vente, ce livre deviendra, à l'époque, le manifeste de la pédophilie.

## "Une sorte de vision libertaire fautive"

Dans *Le Monde* du 8 novembre 1976, Matzneff, encore lui, publie un texte intitulé *« L'amour est-il un crime? »*, où il prend la défense de trois hommes incarcérés pour avoir fait d'un camping naturiste leur terrain de chasse aux enfants, âgés de 12 à 13 ans. La veille du procès, ayant lieu à Versailles, où les trois accusés — qui seront condamnés — doivent comparaître à partir du 27 janvier 1977, *Le Monde*, puis *Libération* le lendemain, montent au créneau pour les défendre, par le biais d'une pétition titrée *À propos d'un procès*. Déplorant que les trois pédocriminels risquent *« d'être condamnés à une grave peine de réclusion criminelle, soit pour avoir eu des relations sexuelles avec ces mineurs, garçons et filles, soit pour avoir favorisé et photographié leurs jeux sexuels »*, la pétition dénonce *« une disproportion manifeste, d'une part, entre la qualification de "crime" qui justifie une telle sévérité, et la nature des faits reprochés; d'autre part, entre le caractère désuet de la loi et la réalité quotidienne d'une société qui tend à reconnaître chez les enfants et les adolescents l'existence d'une vie sexuelle »*.

69 personnalités signeront cette pétition. Outre Schérer et Matzneff, déjà cités, y figurent la plupart des têtes d'affiche de l'*intelligentsia* de gauche de l'époque: Sartre, Simone de Beauvoir, Aragon (alors "poète officiel" du PCF), le cinéaste Patrice Chéreau, les philosophes Roland Barthes, François Châtelet, Gilles Deleuze, André Glucksmann et Philippe Sollers, mais aussi le fondateur du Front homosexuel d'action révolutionnaire (Fhar) Guy Hocquenghem, sur lequel nous reviendrons. Sans oublier deux futurs ministres de Mitterrand (et de Nicolas Sarkozy pour le premier): Bernard Kouchner et Jack Lang — lequel vient d'être reconduit, à 84 ans, à la tête de l'Institut du monde arabe.

Sombre ironie de l'histoire, bien des années plus tard : en 2021, dans son livre intitulé *La Familia grande* (Le Seuil), Camille Kouchner, la fille de Bernard, révélera que son frère jumeau (rebaptisé Victor) a été lui-même victime, à 14 ans, d'actes pédophiles de la part de leur beau-père, le politologue (et ex-député européen PS) Olivier Duhamel… Interrogés à cette occasion sur cette pétition, Kouchner et Lang tenteront de se dédouaner. Le premier expliquera au *Point* l'avoir signée sans l'avoir lue et *« parce que Jack Lang nous l'avait demandé »*. Avant d'ajouter: *« C'était il y a quarante ans… »* Quant au second, il se justifiera ainsi le 18 janvier 2021 sur Europe1: *« On était très nombreux à l'époque à signer ça… C'était une série d'intellectuels… C'était l'après-68… Nous étions portés par une sorte de vision libertaire fautive, et c'était une connerie inacceptable. »* Bref, c'est la faute de l'époque!

Sauf que le climat ultra-permissif de cette époque était précisément la résultante de leurs engagements, et de celui de la quasi-totalité de leurs amis intellectuels de gauche… L'offensive de ces derniers, relayée par la pédopsychiatre star Françoise Dolto (1908-1988), ne se limitant du reste pas au niveau politique;

**"Les enfants aiment ça. Leur corps leur appartient. Ça ne leur fait aucun mal."**

*Tribune du pédo-criminel Jacques Dugué dans* Libération *(1979).*

PHOTOS : YOUTUBE/INA ; GARCIA/GAMMA-RAPHO ; DR

**Gabriel Matzneff, en 1975, lors de l'émission "Apostrophes", sur France 2, dont il sera l'invité à plusieurs reprises. Page de droite, extrait de la "lettre ouverte" envoyée à la justice par 73 "intellectuels", dont la célèbre pédopsychiatre Françoise Dolto (en bas).**

elle sera aussi juridique, avec l'objectif de *« réviser certains textes régissant les rapports entre adultes et mineurs » (lire page de droite).*

L'un des signataires et initiateur, déjà cité, de la pétition du *Monde* et de *Libération*, le fondateur du Front homosexuel d'action révolutionnaire Guy Hocquenghem (1946-1988), jouera un rôle central dans cette offensive pro-pédophile des années 1970. Cet ex-communiste, puis maoïste et journaliste vedette à *Libération* (1975-1982), a été formé, dans tous les sens du terme, à "bonne école" : celle du philosophe, lui aussi déjà cité, René Schérer, qui fut son professeur de philosophie et *« premier amant »*, de vingt-quatre ans plus âgé que lui, au prestigieux lycée Henri IV : *« J'avais 15 ans,* racontera-t-il dans *Le Nouvel Observateur* (aujourd'hui *L'Obs*) du 10 janvier 1972 [...]. *Lorsqu'il m'avait initié, j'avais éprouvé du plaisir. Je me sentais très fier. »*

*« Je connais des enfants qui adorent les vieillards, y compris sexuellement »*, persistera-t-il sur France Culture en 1978. Devenu adulte, Hocquenghem sera de tous les combats pour la dépénalisation de la pédophilie, jusqu'à soutenir la création dans *Libération*, en mai 1977, d'un *« Front de libération des pédophiles »* (*sic*) et d'y offrir dans son édition du 21 janvier 1979 une tribune à un certain Jacques Dugué, venant d'être reconnu coupable du viol de... 17 petites victimes, dont un garçonnet de 3 ans et une fillette de 7 : *« Pourquoi toujours considérer les enfants comme des demi-hommes dépendants et irresponsables?* écrit Duguet. *Ils aiment ça, ils font comme tout le monde. Leur corps leur appartient. Ça ne leur fait aucun mal. Ça ne porte préjudice à personne. On peut faire l'hypocrite, mais on ne changera pas la nature humaine. Pourquoi n'auraient-ils pas droit aux plaisirs sexuels, puisque la nature leur en a donné la possibilité? »*

Sous l'égide d'Hocquenghem, *Libération*, alors dirigé par l'ex-activiste d'extrême gauche Serge July, devient le principal porte-voix de cette mouvance. Quand le photographe pédophile Gérard Roussel est renvoyé devant un tribunal, le journal publie le 23 mars 1979 une pétition, une de plus, pour le soutenir : *« L'amour des enfants est aussi l'amour de leur corps,* ose *Libération. Le désir et les jeux sexuels librement consentis ont leur place dans les rapports entre enfants et adultes. Voilà ce que pensait et vivait Gérard R. avec des fillettes de 6 à 12 ans dont l'épanouissement attestait aux yeux de tous, y compris de leurs parents, le bonheur qu'elles trouvaient avec lui... »*

Rebelote le 20 juin 1981 avec cette fois la publication, sous le titre *Câlins enfantins*, du témoignage d'un certain Benoît ainsi ➤

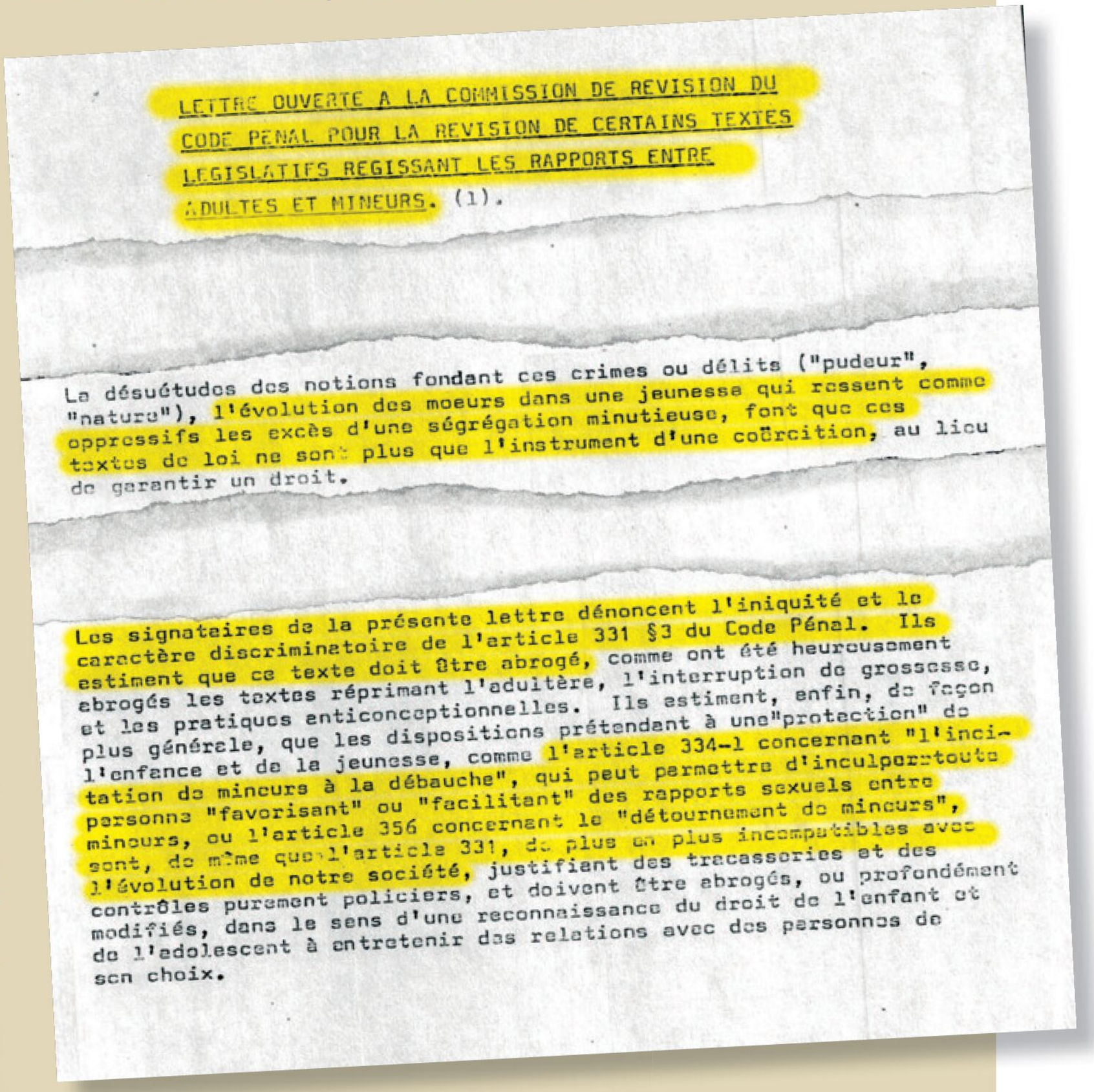
**69**

**C'est le nombre de signataires de la pétition parue dans "Le Monde" et "Libération" en 1976 prenant la défense de trois pédophiles jugés à Versailles, et réclamant que soit "reconnu chez les enfants et les adolescents l'existence d'une vie sexuelle". Parmi eux Aragon, Sartre, Beauvoir, Glucksmann, Sollers, Lang et Kouchner.**

# "Pour la révision du code pénal"

**En 1977, 73 personnalités de gauche réclamaient à la justice "la reconnaissance du droit de l'enfant *[...]* à entretenir des relations avec les personnes de son choix".**

**L'offensive des intellectuels de gauche pro-pédophiles ne sera pas que politique, elle sera aussi juridique. En janvier 1977, alors qu'est lancée dans *Le Monde* et *Libération* la "pétition des 69" en faveur des trois pédocriminels jugés à Versailles *(lire article principal)*, ce sont cette fois 73 édiles de la bien-pensance qui adresseront une *« Lettre ouverte à la Commission de révision du code pénal pour la révision de certains textes régissant les rapports entre adultes et mineurs »*. Réclamant, au nom de *« l'évolution de la société »*, *« la reconnaissance du droit de l'enfant et de l'adolescent à entretenir des relations avec des personnes de son choix »*...**



LETTRE OUVERTE A LA COMMISSION DE REVISION DU CODE PENAL POUR LA REVISION DE CERTAINS TEXTES LEGISLATIFS REGISSANT LES RAPPORTS ENTRE ADULTES ET MINEURS. (1).

La désuétudes des notions fondant ces crimes ou délits ("pudeur", "nature"), l'évolution des moeurs dans une jeunesse qui ressent comme oppressifs les excès d'une ségrégation minutieuse, font que ces textes de loi ne sont plus que l'instrument d'une coërcition, au lieu de garantir un droit.

Les signataires de la présente lettre dénoncent l'iniquité et le caractère discriminatoire de l'article 331 §3 du Code Pénal. Ils estiment que ce texte doit être abrogé, comme ont été heureusement abrogés les textes réprimant l'adultère, l'interruption de grossesse, et les pratiques enticonceptionnelles. Ils estiment, enfin, de façon plus générale, que les dispositions prétendant à une"protection" de l'enfance et de la jeunesse, comme l'article 334-1 concernant "l'incitation de mineurs à la débauche", qui peut permettre d'inculpertoute personne "favorisant" ou "facilitant" des rapports sexuels entre mineurs, ou l'article 356 concernant le "détournement de mineurs", sont, de même que l'article 331, de plus en plus incompatibles avec l'évolution de notre société, justifiant des tracasseries et des contrôles purement policiers, et doivent être abrogés, ou profondément modifiés, dans le sens d'une reconnaissance du droit de l'enfant et de l'adolescent à entretenir des relations avec des personnes de son choix.

**Parmi les signataires, nombre de personnalités communes avec la précédente pétition — Sartre, Beauvoir, Chéreau, Matzneff, Sollers, Glucksmann, etc. —, mais aussi de nouveaux noms: le metteur en scène Alain Robbe-Grillet, l'acteur Alain Cuny, les professeurs et philosophes Louis Althusser, Jean-Paul Aron, Jacques Dérida et Michel Foucault, ou encore les psychanalystes Roland Jaccard et Françoise Dolto. Cette dernière, alors toute-puissante "papesse" de la pédopsychiatrie, n'ayant cessé de défendre, sa vie durant, comme dans son livre *L'enfant, le juge et la psychanalyse* (Gallimard, 1999), le fait que *« les enfants ont des désirs pour les adultes* (et qu')*ils piègent les adultes à cause de cela »*...**

**Des années plus tard, sa fille Catherine Dolto, elle-même médecin, regrettera dans *Le Monde* au sujet de sa mère, disparue en 1988, qu'*« une praticienne de son expérience n'ait pas pris garde à l'ambiguïté éventuelle de certaines des phrases »*. Ambiguïté... Tout en dénonçant *« une chasse aux sorcières inconsidérée, au lieu de réfléchir à l'évolution des mœurs dans notre société et à leur manière de penser leur pathologie »*...**

**O. A.**

PHOTOS : PIERRE VERDY ; AGIP / BRIDGEMAN IMAGES

## L'AMI MITTERRAND

**Dans *Les Chocolats du commissaire*, une chronique publiée dans *Le Monde* du 27 janvier 1979, Gabriel Matzneff explique que pour tenir la police en respect il a un truc: *« Aujourd'hui, je ne sors jamais sans avoir sur moi, dans ma poche gauche, une lettre amicale de François Mitterrand, et dans ma poche droite une lettre élogieuse d'Alain Peyrefitte* [alors ministre de la Justice du président Giscard d'Estaing] ».**
**Mitterrand-Matzneff, une vieille complicité.**
**Le 26 août 1965, le journal *Combat* publie une chronique sur l'élection présidentielle à venir, où Matzneff, ne faisant déjà pas mystère de sa pédophilie, fait l'éloge du candidat socialiste. Celui-ci, séduit, l'invite à déjeuner le 9 octobre suivant. *« Mitterrand est avec moi d'une courtoisie et d'une gentillesse extrêmes »*, relate l'écrivain. Lui-même tombant sous son charme et lui apportant désormais son inconditionnel soutien. *« Je suis envahi par une bouffée sincère de joie*, se réjouit-il ainsi au lendemain de son élection, le 10 mai 1981. *Notre rêve de 1965 prend chair, et en outre le déplaisant Giscard est renvoyé dans ses foyers! »* Cinq ans plus tard, en juillet 1986, lorsque le magazine littéraire *Matulu* publiera un numéro spécial, *Gabriel Matzneff, un art de vivre*, Mitterrand acceptera d'y signer un court éloge, saluant le militant pédophile comme *« un séducteur impénitent »* l'ayant *« toujours étonné par son goût extrême de la rigueur et par la densité de sa réflexion* [...] *qui le mène souvent hors des limites considérées comme ordinaires »*. O. A.**

présenté par le journal: *« Quand Benoît parle des enfants, ses yeux sombres de pâtre grec s'embrasent de tendresse. »* Mais en fait de "tendresse", c'est une litanie d'horreurs que détaille Benoît: *« Je faisais un cunnilingus à une amie*, raconte-t-il. *Sa fille, âgée de cinq ans, paraissait dormir dans son petit lit mitoyen. Quand j'ai eu fini, la petite s'est placée sur le dos en écartant les cuisses et, très sérieusement, me dit: "à mon tour maintenant". Elle était adorable. Nos rapports se sont poursuivis pendant trois ans. »*

### "Le bonheur que nous donnent vos livres..."

Comptant parmi les plus proches amis d'Hocquenghem, Matzneff a bénéficié, comme lui, des réseaux de la mouvance mitterrandienne, qu'il côtoie depuis 1965 *(lire encadré ci-contre)*. Le 2 avril 1987, sortant de quinze jours à l'hôpital, l'écrivain pédophile, plutôt que de regagner l'appartement dont il est propriétaire rue des Ursulines (Paris V^e^), choisit de s'installer à l'hôtel Taranne, contigu de sa "cantine" de la brasserie Lipp, boulevard Saint-Germain. Problème: l'hôtel est cher. Trop. Il le fait savoir. Se présente alors à lui Christophe Girard, le plus proche collaborateur du couturier Yves Saint-Laurent et de son compagnon, le milliardaire Pierre Berger, pilier et financier de la Mitterrandie...

La suite, c'est Matzneff lui-même qui la raconte dans son journal intime, en date du 27 avril suivant: *« Le collaborateur d'Yves Saint-Laurent, ce charmant Christophe Girard que j'ai vu l'autre jour, m'a appelé ce matin pour m'annoncer que leur Fondation (cela mérite une majuscule!) allait désormais*

Christophe Girard, ancien adjoint à la Culture de la mairie de Paris. Page de gauche Pierre Bergé et Yves Saint-Laurent, en 1967.

*prendre en charge ma note d'hôtel.* » Girard lui explique que ce geste est tout naturel : « *Ainsi,* lui dit-il, *vous ne serez pas obligé de regagner votre grenier inconfortable. Restez au Taranne aussi longtemps que vous voudrez, poursuivez votre convalescence paisiblement, ne vous faites aucun souci.* » Matzneff se confond en remerciements. Girard lui assure qu'il n'y a pas de quoi : « *Ne nous remerciez pas,* lui répond-il. *C'est peu de chose en comparaison du bonheur que nous donnent vos livres.* » Entièrement financée par la Fondation (officiellement dévolue à l'art) du couple Saint-Laurent-Bergé, la convalescence au très chic hôtel Taranne de l'auteur des *Moins de seize ans* va durer quatre ans…

Élu membre du Conseil de Paris en 2001 sur les listes socialistes de Bertrand Delanoë, dont il deviendra l'adjoint à la culture avant de devenir celui d'Anne Hidalgo, Girard va rester en contact permanent avec Matzneff. C'est lui aussi qui lui présente le premier maire PS de la capitale, lequel deviendra son « *ami* ».

Toujours dans son journal intime, celui-ci ne fait pas mystère de l'admiration qu'il porte à Delanoë. Voici, ainsi, ce qu'il écrit au sujet de l'une de ses réunions électorales, le 19 février 2008, rue Vieille-du-Temple (Paris IVe), où il a été invité par Girard : « *J'avais déjà rencontré Bertrand Delanoë, mais c'était la première fois que je l'entendais prononcer un long discours politique, et j'ai été frappé par son aisance, son brio, ses qualités d'orateur.* »

**Quand l'adjoint PS à la culture de Delanoë et Hidalgo est contraint de démissionner…**

C'est le même Girard qui présentera Matzneff à Anne Hidalgo, successeur de Delanoë à la tête de la mairie de Paris et future candidate PS à la présidentielle de 2022. Là encore, coup de foudre : « *Anne Hidalgo, que je voyais pour la première fois, m'a fait une bonne impression, ce qui m'a surpris parce que tout le monde dit qu'elle est idiote* », raconte-t-il encore dans son Journal, au lendemain de leur rencontre.

Puis éclate, en janvier 2020, le scandale de trop pour l'écrivain pédophile, avec la parution du livre témoignage de Vanessa Springora, *Le Consentement* (Grasset, adapté au cinéma en 2023), où celle-ci révèle les abus sexuels dont elle a été l'objet de sa part lorsqu'elle était enfant. Onde de choc de cette parution : Girard sera contraint de démissionner de son poste d'adjoint au maire de Paris le 23 juillet 2020.

## Matzneff rattrapé par le scandale

Mais l'histoire ne s'arrête pas là, car Anne Hidalgo, entretemps, va subir elle-même le contrecoup de ses sulfureuses relations. En janvier 2020, au moment même où parait le livre *Le Consentement*, la maire de Paris, tout à sa promotion des "minorités", fait en effet apposer une plaque commémorative, 45 rue Plaisance (Paris XIVe), rendant hommage au décidément incontournable Hocquenghem, l'homme des pétitions et de l'activisme pédophile de *Libération* : « *Guy Hocquenghem (1946-1988), écrivain, figure des mouvements de libération homosexuelle des années 1970, vécut dans cette maison de 1973 à 1977.* » Le 30 août 2020, des militantes féministes du collectif "les Grenades" souillent la plaque de peinture rouge sang et affichent leur indignation sur une banderole : « *Ici est honoré un fervent apologiste de la pédocriminalité.* » Trois jours plus tard, des employés municipaux dévissent la plaque… Mais combien demeurent, aujourd'hui encore, de cette génération d'intellectuels de gauche apôtres assumés, des années durant, du "droit des enfants" à assouvir les vices d'adultes dévoyés ? Et combien de ces enfants portent aujourd'hui encore dans leur chair les plaies de leurs abjectes forfaitures ? Celle d'une époque, certes. Mais qu'ils ont construite. ●

EXCLUSIF

LES AVEUX DU
l'homme q
sur Mitterrand nous fa
complet de l'« attenta

# Mitterrand, faux attentat et vrais mensonges

**Aujourd'hui oublié, le faux attentat de l'Observatoire fomenté par Mitterrand en 1959 a failli lui coûter sa carrière politique. Retour, nouveaux documents à l'appui, sur une affaire aussi pitoyable que rocambolesque.**

Par Olivier Annichini

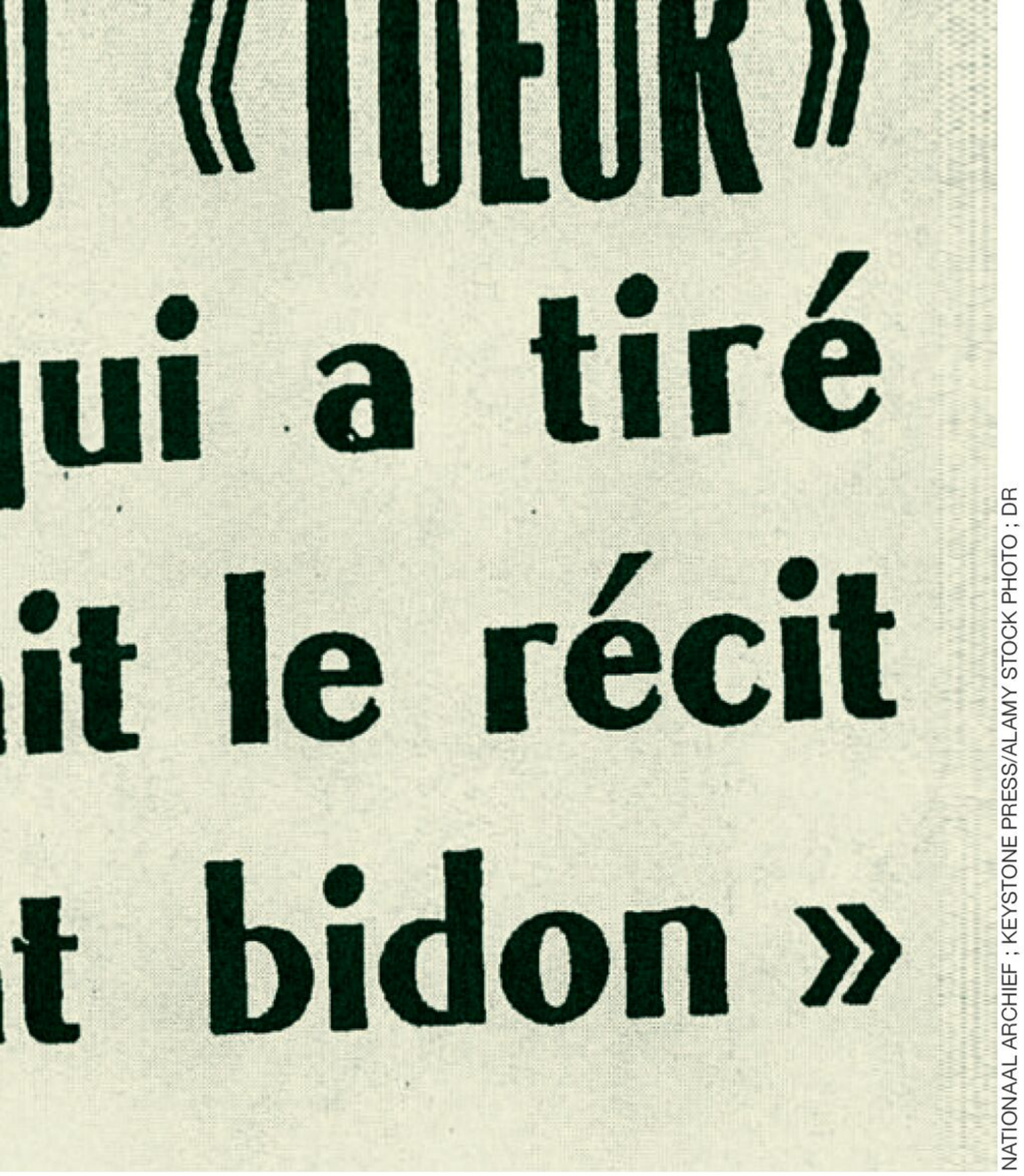
Paris, nuit du 15 au 16 octobre 1959, 0h35. Engagée rue Auguste-Comte, une Peugeot 403 bleue immatriculée 4039 HF 75 vient se garer contre le trottoir longeant le square de l'Observatoire (VIe arrondissement). Le conducteur en descend, saute la haie de troènes qui borde les jardins et se cache dans un bosquet. Vingt secondes plus tard, une Renault Dauphine de couleur claire ralentit à hauteur de la Peugeot, mais en voyant sous un réverbère deux amoureux qui s'embrassent, le chauffeur accélère.

Deux minutes plus tard, après avoir fait le tour du square, la Dauphine revient, mais à cause d'un taxi qui dépose un client, elle repart pour un tour. Deux minutes de plus. La Dauphine réapparaît. Cette fois, aucun témoin gênant.

Elle peut freiner. Du bosquet où il est caché l'homme s'impatiente: *« Mais qu'est-ce que vous foutez! »* Comme réponse, une rafale de mitraillette vient arroser le flanc droit de la Peugeot inoccupée. La Dauphine démarre sur les chapeaux de roues. Il est 0h45. L'homme caché derrière un bosquet se relève. Il s'agit de François Mitterrand.

Tel est l'incroyable scénario révélé six jours plus tard, le 22 octobre, par l'hebdomadaire *Rivarol*, titrant en "une": *« Exclusif: les aveux du "tireur". L'homme qui a tiré sur Mitterrand nous fait le récit complet de l'"attentat bidon" . »* Loin, très loin, de la "version officielle" de la prétendue victime, qui assure avoir échappé par miracle aux balles d'un mystérieux agresseur...

Alors âgé de 43 ans, celui qui n'est




NATIONAAL ARCHIEF ; KEYSTONE PRESS/ALAMY STOCK PHOTO ; DR

plus que sénateur de la Nièvre, après avoir été ministre de l'Intérieur puis de la Justice sous la IVe République, est au creux de la vague, en cette Ve République naissante. Avoir échappé à un *« attentat »*, comme il le raconte aussitôt, lui offre un retour au premier plan. La presse en fait ses gros titres. Les micros se tendent à nouveau. L'opinion salue le courage et le sang-froid de Mitterrand.

Mieux: interrogé à la télévision le soir même de l'attentat bidon, celui-ci se pose en martyr politique: *« Il est logique de penser que le climat de passion politique créé par des groupuscules extrémistes explique cette affaire »*, affirme-t-il. Durant six jours, il le répète sur tous les tons: cette *« tentative d'assassinat »* ne peut qu'avoir été manigancée par ceux qu'on appelle alors les "ultras" de l'Algérie française. Et puis, le 22 octobre, paraît le fameux numéro de *Rivarol*…

L'homme qui témoigne dans le journal s'appelle Robert Pesquet, un ex-député (1956-1958), d'abord gaulliste, puis poujadiste. Le 7 octobre, affirme-t-il, il a rencontré Mitterrand une première fois au Palais de justice. Après avoir pris un verre, les deux hommes ont partagé un bout de chemin, au cours duquel le sénateur lui a fait cette étrange proposition: *« Si je vous chargeais d'une mission dangereuse, seriez-vous à même de l'accepter? »* Pesquet se montre intéressé. Mais aucun détail, encore, sur cette mystérieuse "mission"…

Les deux hommes se retrouvent une semaine plus tard au *Marignan*, une brasserie des Champs-Élysées. Où Mitterrand, cette fois, lui dévoile son projet de faux attentat. Pesquet s'étonne: pourquoi lui confier à lui, ex-député de droite, l'exécution de ce plan? Réponse du futur chef de l'État: *« C'est fort simple. Il faut penser à tout. L'exécutant, comme vous dites, peut, même si nous combinons tout au mieux, être pris en train de tirer sur moi. Je tiens donc à ce que le rôle soit tenu par un ennemi politique comme vous. »* Mais en cas de réussite, convaincu que ce faux attentat lui permettra de rebondir politiquement, Mitterrand s'y engage: *« Je vous sortirai de la médiocrité. »* Rendez-vous est pris pour le lendemain 15 octobre au Sénat, en fin d'après-midi, afin de finaliser le scénario qui va être réalisé la nuit même…

## La pièce à conviction qui accuse

Démasqué par son acolyte, Mitterrand ne se démonte pas. Devant le juge d'instruction, il confirme les rendez-vous avec Pesquet, mais en renversant les rôles: selon lui, c'est ce dernier, membre d'une organisation terroriste chargé d'exécuter un contrat sur sa personne, qui aurait préféré l'avertir afin que l'attentat soit bidonné et qu'il en réchappe, Pesquet ne souhaitant pas avoir sa mort sur la conscience!

Une histoire à dormir debout. Pourquoi Mitterrand, ainsi averti du danger, aurait-il accepté de jouer la farce imaginée par Pesquet? Pourquoi n'a-t-il pas alerté la police? Sa réponse, consignée sur procès-verbal, laisse pantois: *« Pourquoi n'ai-je pas prévenu la police? Sans doute aurais-je mieux fait, mais je rappelle que d'une part M. Pesquet réclamait de moi, par loyauté ou par souci de sa sécurité personnelle, la discrétion et que, d'autre part, M. Pesquet exerçait d'une façon certaine, par le moyen de son organisation, une menace pour mes propres enfants. »* Mais afin de prouver sa bonne foi, Pesquet va abattre un atout ➤

**"J'accuse: Tixier-Vignancour, Dides, Biaggi, Arrighi et Le Pen ont sorti les poignards de la guerre civile !"**

*François Mitterrand après l'attentat*

**Une du 22 octobre 1959, révélant le montage du faux attentat. À gauche, Roger Pesquet, le vrai faux tireur. Ci-contre : Mitterrand en 1959.**

maître. Le 15 octobre, après avoir réglé au Sénat avec Mitterrand les derniers détails du faux attentat, il a pris soin de s'adresser à lui-même, en poste restante, un courrier où il donne le scénario de la nuit à venir : après minuit, Mitterrand quittera la brasserie *Lipp*, boulevard Saint-Germain, au volant de sa 403, mais alors que d'habitude il emprunte sur sa droite la rue Vaugirard pour regagner son domicile 4, rue Guynemer, il contournera cette fois par la gauche le jardin du Luxembourg pour prendre le boulevard Saint-Michel puis gagner la rue Auguste-Comte, et le square de l'Observatoire, théâtre de la supercherie *(voir plan ci-contre)*. Et c'est effectivement cet itinéraire inédit et illogique que va suivre Mitterrand. Authentifié par un huissier, ce courrier prémonitoire de Pesquet est la principale pièce à conviction du dossier, attestant de la préméditation.

## Levée de son immunité parlementaire

Ridiculisé par ces révélations, Mitterrand de héros devient paria. La presse le moque. *« Mitterrand, l'ancien garde des Sceaux (de haie) »*, ironise *L'Aurore*. Il devient la risée du Tout-Paris. Seul *L'Express* de ses amis Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud le soutient encore. Le 29 octobre, Mitterrand y assure avoir été piégé par les hommes forts de la droite dure : *« Moi aussi j'accuse et je les nomme : Tixier-Vignancour, Dides, Biaggi, Arrighi, Le Pen ont sorti les poignards de la guerre civile.* [...] *Oui, j'ai été leur dupe. Voilà cinq ans que j'avançais entre les pièges et les traquenards. Et le jeudi soir 15 octobre, je suis tombé dans le guet-apens. »* Encore plus ridicule : c'est parce qu'il a été *« ému et bouleversé »* par Pesquet qu'il serait tombé dans le piège : *« Parce qu'un homme vient à moi, me prend à témoin de son hésitation à tuer, me demande de l'aider à se sauver lui-même, cinq ans de prudence, d'analyse, de patience, cèdent soudain et me laissent devant la solitude et l'angoisse »*, affirme-t-il.

**Mitterrand avait tout prémédité, excepté les aveux du tireur. Il sera sauvé par un non-lieu.**

Dans son livre *Croquis de mémoire* (La Table ronde, 1985), Jean Cau, journaliste à *L'Express* en 1959, se souvient qu'avant même le faux attentat son journal avait déjà apporté son concours à Mitterrand, en publiant des "papiers" prophétisant un climat inquiétant : *« Dans les jours qui avaient précédé l'affaire*, témoigne-t-il, *j'avais déjà écrit un article où, téléguidé par Mitterrand, j'annonçais quelles calamités allaient s'abattre sur la France : les paras qui tomberaient du ciel, des nervis qui, déjà, rôdaient dans l'ombre, prêts à occire la République, des complots partout ourdis… »* Mitterrand avait donc tout prémédité, sauf la volte-face de Pesquet.

En dissimulant les liens qu'il avait noués avec le tireur, Mitterrand a aussi bafoué les autorités. Le 28 octobre, le ministre de la Justice, Edmond Michelet, demandera donc au Sénat la levée de son immunité parlementaire afin qu'il soit poursuivi

pour *« outrage à magistrat »*. Moins d'un mois plus tard, le 18 novembre, au palais du Luxembourg, c'est Mitterrand lui-même qui assurera sa défense. Dans sa plaidoirie en forme de contre-attaque, il évoquera un épisode (soit-disant) survenu lorsqu'il était garde des Sceaux : après l'attentat de janvier 1957 à Alger contre le général Salan (qui fit un mort, le commandant Rodier), il avait, dit-il, reçu un député de droite impliqué dans cette affaire et venu lui demander de protéger son immunité : *« Cet homme, cet opposant politique qui venait demander les moyens de se défendre et à qui le pouvoir les accordait alors, c'est le Premier ministre d'aujourd'hui, M. Michel Debré! »*, accuse-t-il.

Debré démentira l'histoire. En visant ainsi le Premier ministre en exercice, Mitterrand a-t-il voulu faire pression sur le gouvernement gaulliste? Pour les sénateurs, en tout cas, le verdict est clair : c'est Mitterrand qui ment. D'où la levée de son immunité, votée à une écrasante majorité : 175 voix pour, 27 contre. Mitterrand sera donc poursuivi pour outrage à magistrat. Avant d'être sauvé par un non-lieu et une providentielle loi d'amnistie…

Quant à Pesquet, sa version des faits sera validée par la Justice. Le 28 novembre 1966, la chambre d'accusation de Paris rend en effet définitif le non-lieu qui le stipule : *« En l'état de l'information, la preuve n'est pas rapportée que Pesquet, quel qu'obscur et suspect ait été le mobile de son action, ait eu l'intention de donner la mort à Mitterrand; qu'il est établi qu'il a fait mitrailler la voiture de celui-ci alors qu'il la savait vide et qu'il a délibérément participé à un attentat simulé. »* On n'entendra plus guère parler de Pesquet (disparu en 2010). Quinze ans après ce non-lieu, sa fausse victime, elle, sera élue président de la République. ●

# Poujade, conseiller secret de Mitterrand

**Catalogué à l'extrême droite, l'ancien leader des petits commerçants, mort en 2003, a vécu "quatorze ans de loyale collaboration" avec Mitterrand lorsque celui-ci était à l'Élysée. Révélations.**

Par Arnaud Folch

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA RAPHO

Entre 1981 et 1995, Pierre Poujade fut un visiteur régulier de Mitterrand à l'Élysée. Au point, révèlera-t-il dans ses Mémoires *L'Histoire sans masque* (Elytis Éditions, 2003), passés totalement inaperçus, que *« la garde finit par me laisser passer comme un habitué de la maison »*. Cette *« relation hors du commun »*, *dixit* Poujade, entre le président socialiste et l'un des hommes les plus diabolisés de son temps — "poujadiste" étant considéré, notamment à gauche, comme un quasi-synonyme de "fasciste" — lève le voile, un de plus, sur un domaine encore inexploré du pouvoir mitterrandien.

Disparu en 2003 à 82 ans, Poujade, l'homme qui, à la tête de l'UDCA (Union de défense des commerçants et artisans), fit trembler la République dans les années 1950, était surnommé "Poujadolf" par le PCF, lança Jean-Marie Le Pen (qui fut l'un de ses 52 députés en 1956) et défendit l'Algérie française, comptait donc lui aussi parmi les sulfureux conseillers de l'ombre de Mitterrand — lequel le traitait pourtant d'*« agitateur fasciste »* en 1955…

À l'instar de ses liens avec l'ex-collaborateur René Bousquet, cette relation n'était connue que par une poignée de ses proches, dont certains devaient se pincer le nez pour la tolérer. *« Quand Mitterrand réunit à Versailles les plus grands de ce monde,* racontera ainsi Poujade, *je fus invité avec mon épouse et nous avions Pierre Bérégovoy* (qu'il tutoyait, NDLR) *comme chaperon. Si j'ai pu être heureux des réactions de sympathie d'Édith Cresson, je n'oublierai jamais la tête que fit Robert Badinter lorsqu'il me vit arriver et saluer de nombreuses personnalités étrangères auxquelles Bérégovoy me présentait… »*

**0**

**C'est, à rebours des idées reçues, le nombre de fois (jamais, donc) où Poujade appellera à voter pour Jean-Marie Le Pen, lors de ses 5 candidatures à la présidentielle. En 2002, après avoir soutenu Chevènement au premier tour, il apportera son soutien à Chirac, face à Le Pen, au second tour.**

Témoignage, parmi d'autres, des liens étroits unissant les deux hommes : après avoir appelé à voter pour Mitterrand en 1981 (appel qu'il rééditera en 1988), Poujade sera reçu pour la première fois en tête à tête à l'Élysée dès le 10 juin 1981 — soit un mois seulement après son élection ! Sa mission : user de son influence auprès des commerçants, traditionnellement de droite, pour les faire basculer à gauche. Dès lors, confessera-t-il, *« je recherchais toutes les occasions pour ratta-*

*cher la droite modérée à la majorité présidentielle »*. Au point de s'estimer parfois… sous-utilisé par le PS (dont Lionel Jospin était alors le premier secrétaire), comme lors de cette cantonale partielle en Ardèche: *« Assuré de pouvoir déplacer plusieurs dizaines de suffrages* […], *je demandai au responsable des élections, Rue de Solferino* (siège du PS, NDLR), *s'il voulait que j'aille y faire un tour* […]. *Et bien, à ma grande surprise* […], *je reçus une demande expresse de ne rien faire! »* Furieux, il écrira à Jospin, *« avec un double à l'Élysée »*, pour le traiter de *« fossoyeur de la majorité présidentielle »*!

## Objectif de l'Élysée : faire basculer les commerçants à gauche

Ce qui a poussé Poujade dans les bras de Mitterrand? Sa détestation de Giscard — qu'il surnomme *« Fiscard »* —, mais surtout, révèle-t-il, le souhait du chef d'État socialiste de *« rechercher une ouverture à droite »* pour le PS en lieu et place de son alliance traditionnelle avec les communistes.

Mitterrand, de son côté, raconte-t-il encore, admirait ses talents oratoires: *« Vous êtes le plus grand tribun de notre génération »*, lui confia-t-il. *« Ignoré par une droite frileuse »*, Poujade, quant à lui, savourait tout particulièrement les prévenances mitterrandiennes. Telle sa nomination, aujourd'hui oubliée, au Conseil économique et social (1984-1999), *« plus un siège de membre de section »*. Mais aussi la *« belle vie »*, comme il le dévoilera encore, des lointaines *« missions secrètes »* dont il fut chargé par l'Élysée: territoires d'outre-mer, Mexique et surtout Roumanie, où Poujade possédait des relations. Là-bas, *« par-dessus la tête de l'ambassadeur »*, celui-ci devint en effet, au nom de Mitterrand, l'interlocuteur privilégié du président Ion Iliescu pendant cinq ans (1990-1995). Un dossier suivi notamment en liaison avec… Élisabeth Guigou, ministre déléguée aux Affaires européennes de 1990 à 1993.

En 1994, révélera *La Dépêche du Midi*, Mitterrand, malade et au crépuscule de son second mandat, n'oubliera pas son vieux complice: *« Alors qu'il fête ses noces d'or en compagnie de sa femme, Yvette* […], *il reçoit une lettre de félicitations signée par François Mitterrand. »* ●

# Grossouvre, le vrai faux “suicidé” de l’Élysée

**Retrouvé mort d’une balle dans la tête dans son bureau du palais présidentiel en 1994, l’ex-conseiller de Mitterrand s’est-il vraiment suicidé ? Trente ans après, de nombreux doutes subsistent. Et pas des moindres…**

Par Jérôme Besnard et Arnaud Folch

7 avril 1994, 19h30, palais de l’Élysée. Un coup de feu retentit dans le bureau du conseiller de Mitterrand, François de Grossouvre. Entendant la déflagration, Daniel Cerdan, son garde du corps, venu le chercher, entre précipitamment dans la pièce et découvre son corps prostré dans un fauteuil. Grossouvre tient toujours dans sa main droite un revolver .357 Magnum. Le haut du crâne est emporté. Autour de lui, *« du sang partout »* ainsi que *« des éclats de cerveau sur le bureau, sur les murs et jusqu’au plafond »*. Peu après 23 heures, un communiqué de la présidence annoncera sa mort. Puis l’enquête judiciaire conclura au suicide: Grossouvre, dépressif, s’est tiré une balle dans la tête, après avoir placé le canon sous son menton. Voilà pour la version officielle.

Très rapidement, pourtant, apparaissent de multiples interrogations. Celles-ci tiennent d’abord à la personnalité du “suicidé”. Inconnu du grand public, François Durand de Grossouvre, 76 ans au moment de sa mort, fut en effet longtemps l’homme des basses œuvres et des réseaux africains de Mitterrand, que cet ancien pétainiste puis résistant, ayant fait fortune dans l’industrie, a accompagné et financé dans l’ombre, depuis leur première rencontre en 1961, jusqu’à son accession à l’Élysée, treize ans plus tôt.

N’occupant plus officiellement, depuis 1985, que les fonctions de président du Comité des chasses présidentielles — d’où la *« dépression »* évoquée par les tenants du suicide —, il n’en conservait pas moins son bureau de l’Élysée, une secrétaire, un chauffeur et un

PHOTO DIEGO GOLDBERG/COLLECTION PARTICULIÈRE

**François de Grossouvre, en avion, derrière François Mitterrand, en 1981.**

garde du corps, ainsi que son appartement de fonction du 11, quai Branly, juste au-dessus de celui de la "deuxième famille", cachée, du chef de l'État, dont il était l'un des (très) rares à connaître l'existence: la maîtresse du président, Anne Pingeot, et sa fille Mazarine (dont l'existence ne sera dévoilée que plus tard). Même Gilles Ménage, longtemps tout-puissant directeur de cabinet de Mitterrand (1988-1992), le reconnaîtra après sa mort: *« Je n'ai jamais su quelles étaient les fonctions réelles de Grossouvre. »*

Le déroulé des mois ayant précédé la macabre découverte, puis des quelques heures l'ayant suivi, ainsi que la conduite de l'enquête elle-même, vont encore ajouter au mystère. Selon la version officielle, Grossouvre souffrait d'avoir été "lâché" par Mitterrand, or la veille, aux environs de 19h30, il avait eu un tête-à-tête de vingt minutes avec ce dernier, comme cela était encore le cas quatre fois par semaine. Que se sont dit les deux hommes? Nul ne le sait. Mais Grossouvre, depuis plusieurs années, le répétait en privé à ses (nombreux) "visiteurs du soir": la Mitterrandie, alertait-il, est *« gangrenée par l'affairisme »*, contre lequel il n'aurait cessé de mettre en garde le chef de l'État, jusqu'à ce qu'il acquière la conviction que Mitterrand lui-même en était le protecteur, voire le complice.

## Coffre-fort, notes et archives volatilisés

Deux ans plus tôt, racontait-il, le chef de l'État lui avait ordonné de remettre à son fidèle Michel Charasse l'intégralité de ses notes, prémices à un livre sur lequel il travaillait. Mais Grossouvre, selon ses dires, avait refusé. Or aucune de ces notes ne sera retrouvée après sa mort. Ni à son domicile parisien, où de mystérieux "envoyés" de l'Élysée se sont rendus juste après le drame. Ni dans son coffre-fort de l'Élysée (1,50mètre de haut!), lequel s'est carrément… volatilisé la nuit de sa mort. Ni, enfin, dans sa maison de Lusigny (Allier). *« Je l'ai vu remplir de nombreuses feuilles de papier à la main, à l'encre bleue, sur la terrasse,* témoignera en 2010 son fils Patrick dans *Le Figaro Magazine. Or dans le peu de documents que nous avons retrouvé, il ne reste qu'un manuscrit tapé à la machine qui s'arrête à la guerre. Tout le reste a disparu! »*

Ces archives comprenaient aussi, selon Grossouvre, les *« preuves »* de l'implication de la France dans le massacre des Tutsis au Rwanda (1994). Entre autres. La détention de ces secrets inavouables peut-elle avoir été à l'origine de son assassinat? Lui se disait convaincu d'être un homme en sursis. Son fils Patrick se souvient ainsi de ce 9 juin 1993, un an avant sa mort, où il se trouvait avec son père en gare de Moulins (Allier). Apercevant la "une" des journaux annonçant l'assassinat de l'ex-collabo et ami de Mitterrand René Bousquet, Grossouvre se tourna vers lui: *« Le prochain c'est sûrement moi… »*

Cette thèse de l'assassinat sera défendue, notamment, par le célèbre journaliste d'investigation Jean Montaldo, mais surtout par l'ex-capitaine du GIGN, affecté à la protection de Mitterrand, Paul Barril. *« On l'a aidé à appuyer sur la détente »*, accuse celui-ci dans son livre *Guerre secrète à l'Élysée* (Albin Michel, 1996).

> **"On l'a aidé à appuyer sur la détente."**
>
> *Paul Barril,*
> Guerre secrète à l'Élysée.

Les multiples contradictions dans les témoignages, comme les circonstances du drame, plaident aussi, pour beaucoup, en faveur de cette piste évacuée par l'enquête. L'après-midi même du drame, à l'Élysée, son ami le Dr Jean Soubielle l'avait trouvé ➤

Mitterrand aux obsèques de Grossouvre, auxquelles il n'était pas convié par les enfants, le 11 avril 1994.

GÉRARD CERLES/AFP

*« dans un état épouvantable »*, l'interrogeant même: *« Si on veut se suicider, comment s'y prendre ? »* Grossouvre, de même, avait bel et bien rapporté son arme de chez lui. Deux éléments de poids plaidant en faveur du suicide, certes. Mais en omettant un autre: Grossouvre, le soir même, devait dîner chez l'ancien ministre gabonais Georges Rawiri, auquel il avait confirmé sa venue *après* avoir reçu Soubielle, faisant même livrer à 18 heures un bouquet de fleurs à la maîtresse de maison, accompagné de ce mot: *« Chers amis, je me réjouis d'être avec vous ce soir. »*

## Une mystérieuse blessure à l'épaule gauche

Troublante, aussi, est la volte-face du garde du corps de Grossouvre. Ainsi que nous l'avons vu dans l'exposé de la "thèse officielle", celui-ci affirme être entré dans le bureau de son patron après avoir entendu un coup de feu, or il s'agit d'une seconde version. Dans son premier témoignage, celui-ci, à l'instar de tous les autres occupants de l'étage, expliquait n'avoir *« rien entendu »*. Ce qui est impossible: *« Il n'y avait aucune protection phonique hormis la double porte,* témoigne ainsi son fils Patrick, *et j'ai constaté par moi-même qu'on pouvait facilement entendre ce qui se disait dans son bureau. »* Comment, dès lors, ne pas entendre la détonation d'un .357 Magnum *« normalement audible jusqu'à plusieurs centaines de mètres »*, comme l'écrit Éric Raynaud dans son livre *Suicide d'État à l'Élysée* (Alphée - Jean-Paul Bertrand, 2009) ?

Autre étrangeté: faute d'analyse balistique (!), ni même toxicologique (alors que Grossouvre aurait pu être drogué), l'enquête se contente de juger qu'il y a *« compatibilité »* entre les éléments constatés et le suicide. Jugeant, notamment, que la luxation avant de l'épaule gauche découverte au cours de l'autopsie pouvait avoir été provoquée par le recul de l'arme. Mais celle-ci peut tout autant se justifier par une torsion arrière du bras effectuée par un agresseur — plaçant ensuite l'arme dans la main de la victime avant de tirer. Et puis, surtout, comment expliquer, s'interroge son fils Patrick, *« que le recul d'une arme tenue dans la main droite puisse provoquer une luxation de l'épaule gauche »*, mais aussi que l'arme ait pu être retrouvée dans sa main *« si le recul était aussi terrible que ça »* ?

À toutes ces questions, comme à la mystérieuse disparition de ses archives, déjà évoquée, aucune réponse n'est donnée par l'enquête. *« Mais une seule chose, dans cette ténébreuse affaire, est certaine,* affirmait Nathalie, sa fille, dans *Le Figaro Magazine* : *la raison essentielle de la mort de notre père réside dans ses désaccords avec Mitterrand. »* Une responsabilité au moins morale, donc. Une de plus. ●

**"La raison essentielle de la mort de notre père réside dans ses désaccords avec Mitterrand."**

*Nathalie de Grossouvre*

TVL

# TVL.FR

# L'INFORMATION SANS ŒILLÈRES

## TOUS LES JOURS : UN JT ET DES ÉMISSIONS

# Gracchus Babeuf, le "partageux" inventeur du communisme

**Prônant l'"égalité réelle", ce conspirateur ultra sous la Révolution a inspiré Marx et fut longtemps enseigné dans les écoles des cadres du PC. Portrait.**

Par Arnaud Folch

*Peuple de France! Pendant quinze siècles tu as vécu esclave et par conséquent malheureux. Depuis six années tu respires à peine, dans l'attente de l'indépendance, du bonheur et de l'égalité…* Ainsi débute en 1796 le *Manifeste des égaux* appelant en protestation à la victoire des "modérés" de Thermidor, à *« l'égalité réelle ou la mort »*. Égalité réelle, égalité partout. *« Nous la voulons au milieu de nous, sous le toit de nos maisons,* poursuit le *Manifeste. Nous consentons à tout pour elle, à faire table rase pour nous en tenir à elle seule. Périssent, s'il le faut, tous les arts pourvu qu'il nous reste l'égalité réelle! »*

S'il a été rédigé par l'auteur du premier calendrier révolutionnaire, Sylvain Maréchal, cet appel porte avant tout la marque de son initiateur, et chef de la "conspiration des Égaux", Gracchus Babeuf. Ignoré de la postérité, excepté pour son curieux patronyme d'emprunt — hommage aux Gracques, réformateurs de la Rome antique —, c'est sous le nom de François-Noël Babeuf que naît en 1760 à Saint-Quentin (Aisne) celui qui sera l'un des "modèles" de Karl Marx, Auguste Blanqui, Staline ou Rosa Luxemburg. Le premier à prôner la *« dépropriatisation »* — mot de son invention. *« Plus de propriété individuelle des terres,* affirme-t-il, *la terre n'est à personne! Nous réclamons, nous voulons la jouissance communale des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde. »*

En rupture totale avec la société d'Ancien Régime, mais aussi avec la Révolution, dont il hait la tiédeur, Babeuf n'en est pas moins issu d'une famille et d'un milieu tout ce qu'il y a de plus "classique". Son père, Claude, est employé des fermes royales ; sa mère Marie-Catherine, née Ancherel, est aussi discrète que pieuse. Les deux le feront baptiser à la paroisse Saint-Nicaise de Saint-Quentin. Avant de rompre avec la religion en 1793 — *« Le christianisme et la liberté sont incompatibles »*, déclare-t-il alors —, Babeuf lui-même se mariera à l'église, où il fera baptiser quatre de ses cinq enfants. Seul le dernier, Caïus Gracchus, né après son ralliement à l'athéisme, sera privé de sacrements. Le précédent, quant à lui, avait été baptisé sous le nom de Jean-Baptiste, en hommage à l'évangélisateur du Christ. Extrêmement perturbé, Caïus finira par se suicider en sautant du quatrième étage de son immeuble.

**"Périssent, s'il le faut, tous les arts, pourvu qu'il nous reste l'égalité réelle!"**

*"Manifeste des égaux", 1796.*

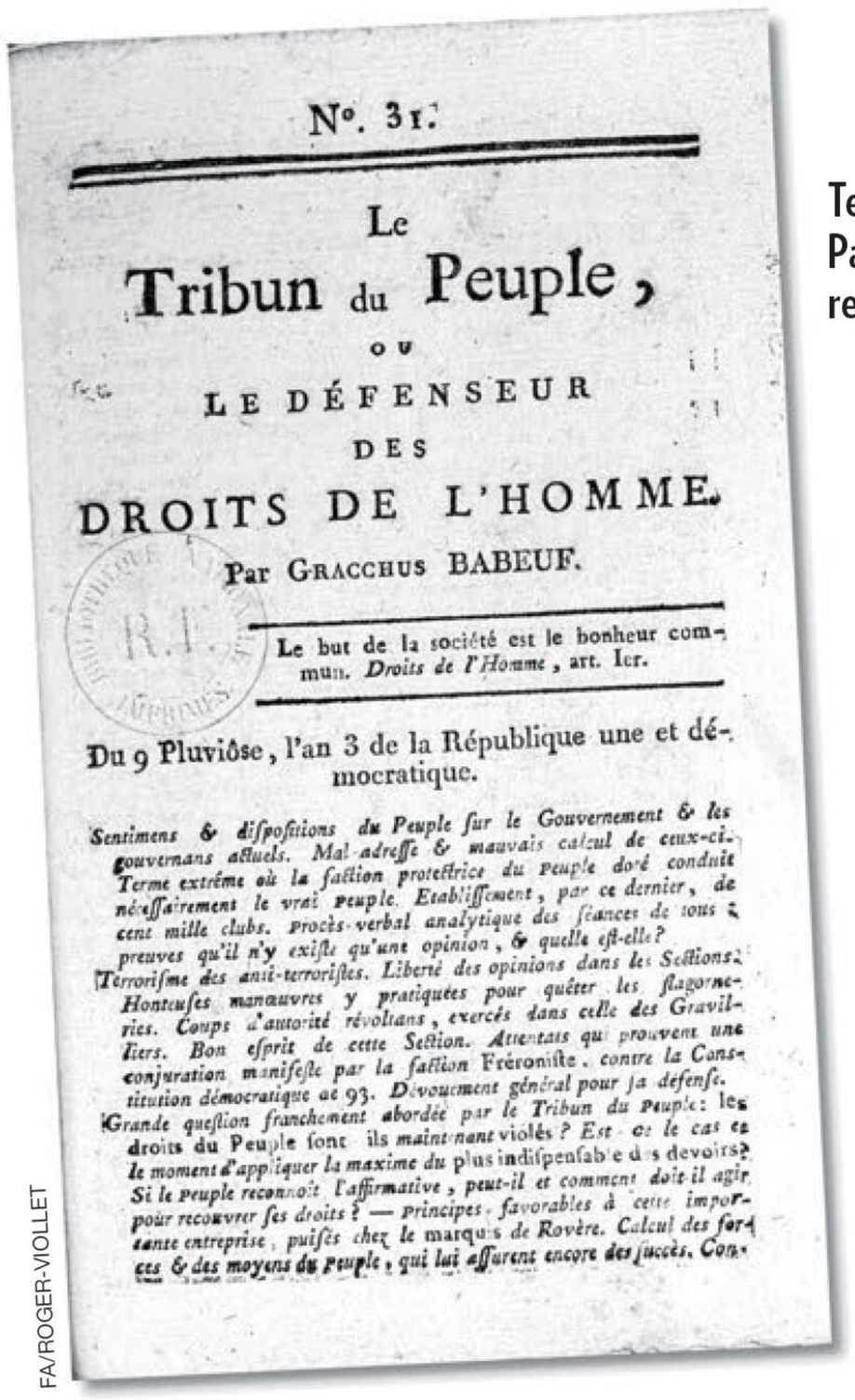
Le futur "ultra" a 29 ans lorsque la Révolution éclate. Après avoir travaillé dans un cabinet de

WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

notaire spécialiste du droit… féodal, il est alors un prospère “commissaire à terrier” (le cadastre seigneurial de l’époque) établi à son compte. Mais ce lecteur assidu de Rousseau se montre aussi très tôt sensible aux conditions de vie des plus démunis. C’est de cette injustice sociale, comme on dirait aujourd’hui, que naîtra son engagement d’abolitionniste de la propriété privée. Un combat qu’il mènera — son ancienne profession ayant été supprimée par la Révolution — à la tête de différents journaux, dont *Le Tribun du peuple*, où il appellera sans relâche au renversement d’un système (on ne dit pas encore “capitaliste”) *« à l’aide duquel on parvient à faire remuer une multitude de bras sans que ceux qui les remuent en retirent le fruit »*.

Il n’y a pas que sur son programme de collectivisation (*« mise en commun des biens et des travaux »*, *« fermes collectives »*…) que Babeuf et son mouvement vont devenir *« la première mani-*

Légende



N°. 31.

Le
Tribun du Peuple,
ou
LE DÉFENSEUR
DES
DROITS DE L'HOMME.

Par GRACCHUS BABEUF.

Le but de la société est le bonheur commun. *Droits de l'Homme*, art. Ier.

Du 9 Pluviôse, l'an 3 de la République une et démocratique.

*Sentimens & dispositions du Peuple sur le Gouvernement & les gouvernans actuels. Mal-adresse & mauvais calcul de ceux-ci. Terme extrême où la faction protectrice du peuple doré conduit nécessairement le vrai peuple. Etablissement, par ce dernier, de cent mille clubs. Procès-verbal analytique des séances de tous ces clubs. Preuves qu'il n'y existe qu'une opinion, & quelle est-elle? Terrorisme des anti-terroristes. Liberté des opinions dans les Sections. Honteuses manœuvres y pratiquées pour quêter les flagorneries. Coups d'autorité révoltans, exercés dans celle des Gravilliers. Bon esprit de cette Section. Attentats qui prouvent une conjuration manifeste par la faction Fréronite, contre la Constitution démocratique de 93. Dévouement général pour la défense. Grande question franchement abordée par le Tribun du peuple: les droits du Peuple sont-ils maintenant violés? Est-ce le cas ou le moment d'appliquer la maxime du plus indispensable des devoirs? Si le peuple reconnoit l'affirmative, peut-il et comment doit-il agir pour recouvrer ses droits? — principes favorables à cette importante entreprise, puisés chez le marquis de Rovère. Calcul des forces & des moyens du peuple, qui lui assurent encore des succès. Con-*

FA/ROGER-VIOLLET

**Texte de Gracchus Babeuf. Page de droite, gouache de Lesueur représentant Théroigne de Méricourt.**

*festation d'un parti communiste réellement agissant »*, comme le louera Karl Marx dans ses *Écrits militaires* (1847). Bien qu'élu en 1792 au conseil général de la Somme, Babeuf, hostile à tout compromis avec *« la fourbe bourgeoisie »*, prône aussi une *« dictature révolutionnaire »*, ancêtre de la *« dictature du prolétariat »*. De même, n'envisage-t-il la prise du pouvoir que par l'*« insurrection »*. Pas par les urnes. Comme le distingue la communiste allemande Rosa Luxemburg (1871-1919), Babeuf est bien *« le premier précurseur des soulèvements révolutionnaires du prolétariat »*. Il n'est pas, enfin, jusqu'au mot "communisme" que Babeuf n'ait lancé. C'est en effet en se plongeant dans ses écrits que Marx, en 1840, découvrira le terme voisin de *« communautisme »*, finalement délaissé par le révolutionnaire au profit d'*« égaux »* — destiné à souligner sa différence avec Robespierre, favorable à une simple limitation du droit de propriété, alors que lui défend son abolition. Totale.

Plusieurs fois emprisonné ou contraint à l'exil pour ses écrits (mais aussi pour une sombre histoire de faux en écriture), c'est début 1796 que Babeuf entre dans la clandestinité pour constituer l'équivalent de ce qui sera plus tard la première cellule dirigeante du parti bolchevik à l'assaut du régime tsariste: un *« directoire secret de salut public »*. Objectif: la prise du pouvoir. Soutenu par une poignée d'irréductibles, que l'on surnommera aussi les "partageux", il multiplie tracts et affiches, s'appuyant, pour les écouler, sur un "réseau des Égaux" particulièrement implanté à Paris et dans la plupart des grandes villes de province.

## "Dictature révolutionnaire"

Dans la perspective du "grand soir", un projet de décret instituant une *« République égalitaire »* est rédigé: *« La communauté nationale assure à chacun de ses membres un logement décent, l'habillement, une nourriture suffisante et les secours dans l'art de guérir... »* La monnaie et les successions sont supprimées. Autres promesses: une *« administration collective de subsistance »*, des *« magasins communs »* et une *« armée populaire »*. Comme l'écrit l'historienne spécialiste des mouvements sociaux Danielle Tartakowsky, *« la conspiration des Égaux* [...] *tend au renversement du régime et à l'instauration d'une dictature révolutionnaire chargée d'assurer la refonte de la société et la mise en place d'institutions nouvelles après la prise du pouvoir »*. Une description qui correspond, au mot près, à celle que l'on pourrait faire du PC au moment de sa création...

Lénine et ses successeurs ne s'y sont du reste pas trompés: deuxième révolutionnaire le plus célèbre après Robespierre au temps de l'URSS, Babeuf sera enseigné dans les écoles soviétiques, mais aussi plus tard, en France, dans celles du PCF. Sa fin tragique ajoutant, sans doute, à la "légende rouge" du personnage...

Le chef des "Égaux" est en effet arrêté avec 62 de ses complices le 10 mai 1796. Deux complots pour le faire évader échouent. Il est condamné à mort, en compagnie d'un autre conjuré (56 seront acquittés et 7 déportés), par la Haute Cour de Vendôme (Loir-et-Cher), le 26 mai 1797. Son corps est ensuite enterré nuitamment dans la fosse commune de la ville. C'est son ami Turreau, l'un des bourreaux de la Vendée, qui adoptera ses enfants. ●

**1796**

**C'est l'année de la publication, sous l'égide de Gracchus Babeuf, du "Manifeste des égaux" appelant à "l'égalité réelle ou la mort".**

# L'amazone rouge

**Pionnière du féminisme sous la Révolution, Théroigne de Méricourt (1762-1817) a participé à de nombreux massacres. Avant de sombrer dans la folie.**

Impossible de la rater. Au moins autant que ses harangues enflammées, c'est son costume d'amazone, parfois surmonté d'un gigantesque feutre à panache, qui, sous la Révolution, l'a rendue célèbre: longue jupe de couleur vive à taille serrée et corsage étroit. Avec, fichés dans la ceinture, deux pistolets et un couteau!

Loin, très loin, de ses exaltations futures, c'est dans une paisible famille de paysans aisés de Marcourt (Ardenne belge) que naît en 1762, sous le nom d'Anne-Josèphe Terwagne, celle qui sera surnommée "l'Amazone rouge". Passé à la postérité, son sobriquet de Théroigne de Méricourt a été inventé par les feuilles royalistes. Par bravade, elle finira par l'adopter.

Avant cela, et son arrivée à Paris en 1789, c'est à une vie de courtisane qu'elle semblait se destiner. On la verra notamment, voyageant dans toute l'Europe, au bras d'un vieux marquis, d'un ténor et même d'un célèbre… castrat. Disposant d'une certaine fortune lorsqu'éclate la Révolution, elle se transforme aussitôt en *passionaria*, assistant sans cesse aux débats de la Convention et tenant salon chez elle, où se pressent nombre de Jacobins: Desmoulins, Brissot, Pétion…

## Internée jusqu'à sa mort en hôpital psychiatrique

Outre sa participation à plusieurs massacres collectifs, dont celui des Tuileries et du journaliste contre-révolutionnaire François Suleau (tous deux en 1792), cette féministe avant l'heure réclame le port d'armes et surtout *« l'égalité civique »* pour le beau sexe. Au sein du nouveau pouvoir, refusant d'accorder le droit de vote aux femmes, l'agitatrice agace. *« Les hommes aiment mieux, en rentrant de leur travail, trouver leur ménage en ordre que voir revenir leur femme d'une assemblée »*, commente le général révolutionnaire Santerre.

Mais nombre de femmes n'apprécient pas non plus son style et ses provocations. En mai 1793, un groupe de "tricoteuses", soutiens de Robespierre, s'empare de Théroigne de Méricourt devant la Convention. La dénude. Puis la fesse en public. Elle ne se remettra pas de cette humiliation — symbole, par ailleurs, de son incapacité à convaincre les femmes elles-mêmes. Sa santé mentale, déjà lourdement altérée en raison du traitement au mercure d'une vieille maladie vénérienne, ne va alors cesser de décliner. Au point, un an plus tard, que son frère se décide à la faire interner. Devenue l'objet d'études psychiatriques, elle restera enfermée jusqu'à sa mort en 1817.

**A. F.**

WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

# Clemenceau, côté obscur...

**Si la postérité a justement glorifié l'éditeur du "J'accuse" de Zola et le "Père la Victoire" de la Grande Guerre, d'autres aspects de son parcours sont en revanche largement oubliés : anticléricalisme ultra, accusations de corruption dans le scandale du Panama, "briseur de grève" faisant tirer sur les ouvriers. Entre autres...**

Par Philippe Delorme

Clemenceau au Congrès de Versailles, en 1919. Sa "ligne dure" contre l'Allemagne vaincue sèmera les ferments du nazisme.

*Chrétienté barbare*, *« tyrannie d'église »*, *« tyrannie séculaire »*, *« religion de haine »*, *« monstrueux édifice de la domination romaine »*, *« l'Église c'est la guerre »*, *« Rome ou la France, il faut choisir! »* Impossible ici, faute de place, de citer toutes les saillies anticléricales écrites ou prononcées, de la fin du XIX[e] au début du XX[e] siècle, par l'"icône" Georges Clemenceau (1841-1929), dont les débuts en politique s'inscrivent tout entiers dans la lignée des idées de son père, médecin athée d'origine protestante, grand admirateur de Saint-Just et de Robespierre dont les portraits ornaient la demeure familiale de Vendée.

Longtemps, en effet, le futur *« Père la Victoire »*, que ce soit comme journaliste ou comme député radical, fut d'abord un anticlérical viscéral, soutenant la politique violemment antireligieuse d'Émile Combes, inspirateur de la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905 et des exactions qui s'ensuivirent.

Au moins Clemenceau était-il en cohérence entre ses positions publiques et sa vie privée. Séducteur impénitent, ne croyant guère aux engagements du mariage, celui-ci, marié à une Américaine, Mary Plumer, qui lui donnera trois enfants, multipliera en effet ouvertement les conquêtes: actrices, danseuses, demi-mondaines... Non sans afficher un "machisme" à faire frémir les féministes d'hier et d'aujourd'hui: lorsque sa femme, furieuse d'être ainsi trompée, osera se rebeller, Clemenceau, pour s'en débarrasser, la fera condamner à... quinze jours de prison pour adultère, avant de divorcer et d'obtenir son expulsion de France!

C'est son train de vie dispendieux, au bras de ses innombrables maîtresses, qui explique en partie les accusations de corruption, oubliées elles aussi, auxquelles le futur Tigre devra faire face. Lourdement endetté, et ne parvenant pas non plus à financer son journal *La Justice*, Clemenceau sera ainsi accusé d'avoir bénéficié d'importants

**15**

**C'est le nombre (minimum) de manifestants ouvriers et paysans tués par l'armée lors des manifestations de 1906-1908, réprimées par Clemenceau, alors ministre de l'Intérieur. S'y s'ajoutent près d'un demi-millier de blessés.**

AKG-IMAGES / TT NEWS AGENCY / SVT

"emprunts" (plusieurs centaines de milliers de francs) de la part de l'homme d'affaires Cornelius Herz, le corrupteur en chef du scandale de Panama (1892-1893).

Selon *la Nouvelle Revue d'histoire* (n° 81, décembre 2015), Clemenceau aurait même proposé de mettre son journal au service des corrupteurs (souhaitant dissimuler le gouffre financier du creusement du canal de Panama, engagé en 1879, afin d'éviter l'effondrement de leurs actions) en échange d'une somme de 10 millions de francs. S'il échappera finalement à la justice, les accusations dont il fit l'objet, ajoutées à celles d'avoir perçu d'autres pots-de-vin en provenance d'Angleterre, lui valurent de perdre son siège de député en 1893. C'est à cette occasion que Clemenceau prononcera sa célèbre formule: *« Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose… »*

Sa défense de Dreyfus, et la publication dans son nouveau journal, *L'Aurore*, du célèbre *« J'accuse »* d'Émile Zola (13 janvier 1898), vont cependant lui permettre de rebondir. Là encore, ses adversaires ne manqueront pas de pointer son "double langage": trois mois plus tard, et toujours sous sa direction, *L'Aurore* publiera en effet un recueil de nouvelles intitulé *Au pied du Sinaï* colportant les clichés les plus éculés sur *« le Juif crasseux, inquiet et doux, empressé à toutes les besognes d'industrie et de négoce »*.

## "Des femmes et des enfants lâchement frappés"

Il faudra attendre mars 1906 pour voir Clemenceau obtenir enfin un portefeuille ministériel, celui de l'Intérieur. Où l'homme va mettre en œuvre des méthodes qui le feront qualifier par ses adversaires de gauche de *« plus brutal ennemi de la classe ouvrière »*…

À la suite de la catastrophe des charbonnages de Courrières (1100 victimes, le 10 mars 1906), le nou- ➤

**Une de "La Croix illustrée" du 20 mai 1906, soutenant la répression contre les mineurs en grève.**

veau "premier flic de France" mobilise 30 000 soldats pour mater la colère des mineurs. *« Nous ne sommes pas du même côté de la barricade! »*, lance-t-il aux socialistes.

## Bombardement de Casablanca : plus de 1 500 morts

Celui qui incarne désormais l'ordre républicain accède fin 1906 au poste de président du Conseil, tout en conservant celui de l'Intérieur. La répression se poursuit de plus belle. Les 19 et 20 juin 1907, il ordonne de mater la révolte des vignerons du Midi. Le quotidien *Le Républicain* décrit ainsi des troupes amassées à Narbonne et tirant sur la foule : *« Les pelotons de cuirassiers ont fait patrouille sur les boulevards en tirant à droite et à gauche des coups de revolver, pour rien, comme s'ils étaient à la chasse. Seulement c'étaient des hommes, des femmes, des enfants qui ont été lâchement frappés. »*

*Idem* le 28 juillet suivant, où l'armée tire sur les ouvriers d'une fabrique de chaussons à Raon-l'Étape, en Lorraine. Puis en 1908, où la troupe fait feu sur des grévistes désarmés, à Draveil et à Villeneuve-Saint-Georges, en région parisienne. *« Un massacre prémédité; la boucherie de Villeneuve-Saint-Georges »*, titre *La Voix du peuple*. Le 2 juin, à Vigneux, les gendarmes tirent dans une salle remplie d'ouvriers.

**"Clemenceau nous avait promis une république fraternelle. Il traque les syndicats, poursuit les journaux…"**
*Les Hommes du jour* (1909).

Au total, les fusillades ordonnées par Clemenceau feront une quinzaine de morts, et près d'un demi-millier de blessés!

Après quoi, le même fera placer sous les verrous l'ensemble du bureau confédéral de la CGT — 31 personnes au total, dont le secrétaire général! —, accusés d'être les *« responsables moraux »* de ces violences. Et lorsque, en mars 1909, des fonctionnaires revendiqueront le droit de grève, des dizaines de postiers et d'instituteurs sont révoqués. Enfin, Clemenceau, qui avait jadis bataillé contre la politique coloniale de Jules Ferry *(lire page 122)*, ordonnera l'occupation d'Oudjda au Maroc, mais aussi le bombardement naval de Casablanca, en août 1907, qui fera entre 1500 et 7000 victimes…

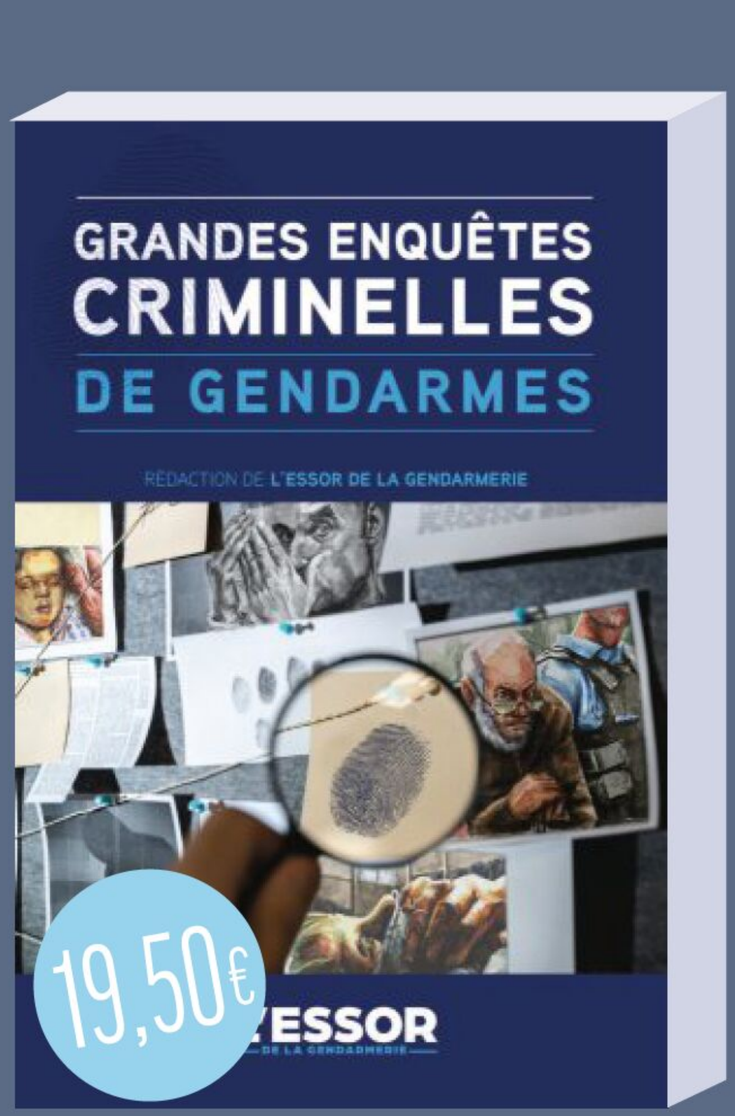
À la chute de son gouvernement, le 20 juillet 1909, la revue libertaire *Les Hommes du jour* fera ce commentaire : *« Clemenceau nous avait promis une république idéale et fraternelle* […]. *Maintenant il traque les syndicats, il poursuit les journaux, il jette les militants dans les prisons républicaines. » « La fin d'une dictature »*, ira jusqu'à titrer *L'Humanité* du lendemain…

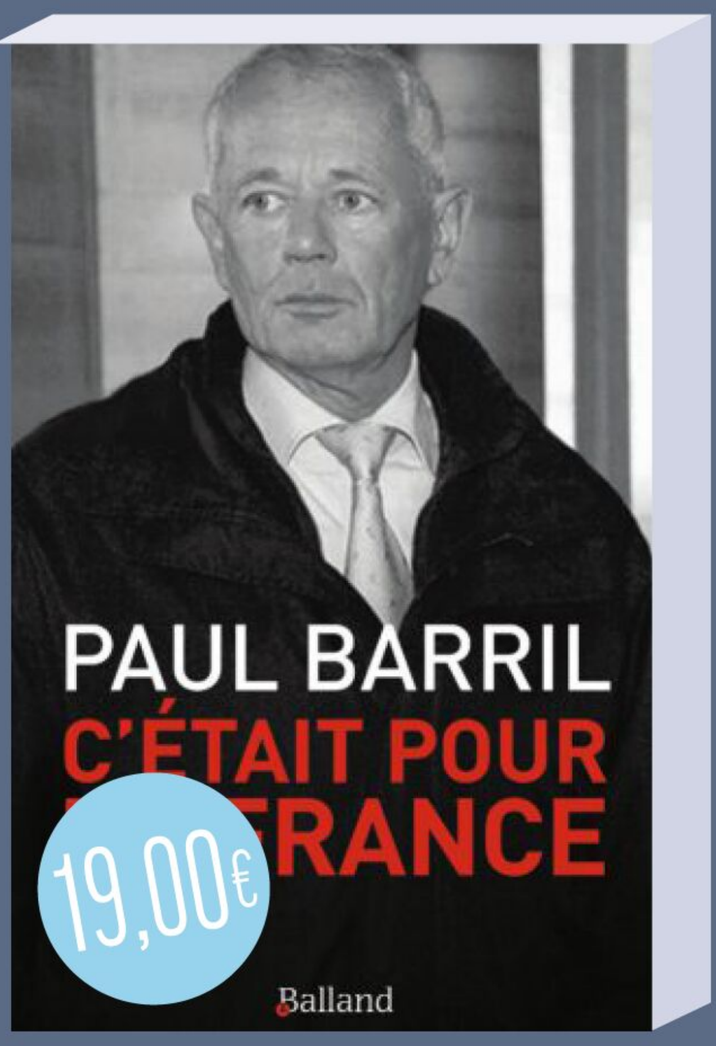
C'est à l'occasion de son retour au pouvoir, le 16 novembre 1917, en pleine Première Guerre mondiale, que Clemenceau gagnera ses galons, mérités, de grand homme d'État et de grand Français. Mais là encore, on l'a oublié, au prix de sérieuses entorses à la sacro-sainte démocratie. C'est ainsi que le futur *« Père la Victoire »*, converti à la guerre à outrance après avoir autrefois plaidé qu'*« un arrangement médiocre, ou une paix boiteuse, vaut mieux que la guerre »*, n'hésitera pas à faire juger l'ancien ministre de l'Intérieur Louis Malvy pour *« forfaiture »*, ou à incarcérer le radical Joseph Caillaux, partisan d'une *« paix blanche »*.

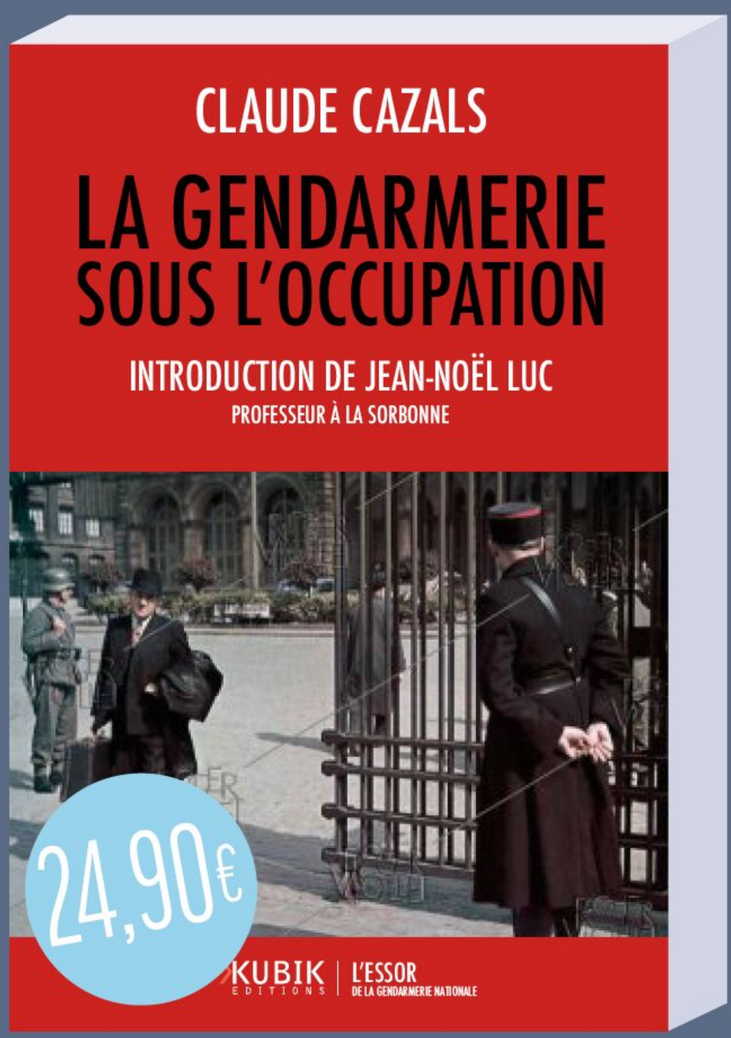
Vainqueur, Clemenceau imposera ensuite sa ligne dure, ruinant et humiliant l'Allemagne, lors du Congrès de Versailles (28 juin 1919). Une position certes compréhensible au sortir de cette boucherie, mais qui, selon la plupart des historiens, n'en sèmera pas moins les ferments du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale. ●

STEFANO BIANCHETTI / BRIDGEMAN IMAGES

# DES GENDARMES PRENNENT LA PAROLE




## L'ESSOR DE LA GENDARMERIE, LE JOURNAL DES GENDARMES
DEPUIS 1936,

## ÉDITE AUSSI DES LIVRES

Une sélection d'ouvrages
sur sa boutique en ligne

**https://bit.ly/EditionEssor**

L'Essor de la Gendarmerie - 27, rue Bleue - 75009 Paris - 01 40 36 44 64 www.lessor.org - johann.raclot@lessor.org

Valéry Giscard d'Estaing quittant la table à l'issue de son allocution de fin de mandat, le 19 mai 1981.

YOUTUBE

# Giscard, les secrets d'une chute

**Si sa défaite face à Mitterrand en 1981 s'explique en partie par son bilan et sa piètre campagne, Giscard en restera toujours convaincu : c'est à la "trahison" de Chirac qu'il doit son échec. Retour, côté coulisses, sur un affrontement fratricide.**

Par Arnaud Folch

1er mai 1981, entre-deux-tours de l'élection présidentielle, palais de l'Élysée. Il est 17 heures. Installé à son bureau, Valéry Giscard d'Estaing commence à rédiger une lettre pour Jacques Chirac, son ancien Premier ministre démissionnaire (1974-1976), candidat contre lui au premier tour. Quatre jours plus tôt, le 27 avril, lendemain de celui-ci, Chirac s'est en effet contenté d'annoncer à ses 18 % d'électeurs qu'il voterait *« à titre personnel »* pour le président

sortant. Or Giscard (27,8 %) a absolument besoin d'un très bon report des voix chiraquiennes pour s'imposer le 10 mai suivant face à François Mitterrand (26,1 %), désormais candidat unique d'une gauche qui, tous candidats confondus, obtient presque la majorité.

Furieux contre les propos de Chirac, Giscard avait déjà tenté, dès le lendemain, d'infléchir sa position, en appelant au téléphone celui qui était alors maire de Paris et président du RPR (Rassemblement pour la République, l'ancêtre de l'actuel LR):

— C'est bien, votre déclaration d'hier, lui dit-il, faussement suave, mais ce n'est pas suffisant…

— Rassurez-vous, lui répond Chirac sur le même ton. Je compte lancer un appel.

— Bien, mais il faut que vous veniez au meeting que je vais organiser à Pantin. C'est très important pour moi.

**Quand, à l'Élysée, le président contrefait sa voix pour appeler une permanence chiraquienne…**

# 550 000

**C'est le nombre d'électeurs de Chirac du premier tour ayant voté Mitterrand au second (sans compter les abstentions). Giscard et le candidat PS ne comptant, ce soir-là, qu'un peu plus de un million de voix d'écart, le premier aurait donc pu être réélu en cas de parfait report des voix chiraquiennes (550 000 de moins pour Mitterrand ; 550 000 de plus pour Giscard).**

Alors Chirac, énigmatique:

— Laissez-moi faire…

Puis les jours ont passé et, en ce 1er mai, toujours rien: ni *« appel »* de Chirac, ni même confirmation de sa venue au meeting… N'y tenant plus, Giscard prend donc sa plume, lui rappelant *« l'importance »* de son invitation. Cette missive sera remise en main propre à Chirac par le secrétaire général de l'Élysée, Jacques Wahl.

Mais deux jours passent encore, et toujours rien… Le 3 mai, n'y tenant plus, Giscard demande alors à son fidèle Jean-Pierre Lecat, porte-parole de l'Élysée, d'appeler sans se présenter une permanence RPR afin de "prendre le pouls" des chiraquiens.

— Allô, je suis un militant, j'ai voté pour Chirac au premier tour. Qu'est-ce que je fais pour le second?

— Le 10 mai? Mais enfin, c'est Mitterrand!

Aussitôt prévenu, et aussi incroyable que cela puisse paraître, Giscard lui-même, contrefaisant sa voix, décroche son téléphone. Et, à la même question, obtient la même réponse…

Le chef de l'État se voit ensuite remettre *via* les Renseignements généraux (RG) un nouvel élément à charge: le courrier violemment anti-Giscard qui vient d'être envoyé, *« à titre personnel »*, à la quasi-totalité du fichier du RPR par le secrétaire général adjoint du parti Philippe Dechartre — lequel appelle ouvertement à voter Mitterrand. *« Le bilan du giscardisme tient en trois mots,* commence-t-il: *chômage record, inflation galopante, France affaiblie dans le monde. »*

Puis d'ajouter afin de rassurer l'électorat de droite: *« Le danger communiste est pour longtemps écarté. L'élection de François Mitterrand ne représente donc pas le risque d'un changement de société ou d'une menace pour nos libertés. »* Prin- ➤

Chirac et Giscard, le jour la démission du premier, le 21 août 1976.

AFP

cipale conseillère de Chirac, Marie-France Garaud ne cesse, de même, de le répéter à ses amis: *« Giscard réélu, ce sera la finlandisation de la France. »*

Résultat: sur les 5 millions d'électeurs chiraquiens du premier tour, 550 000 voteront Mitterrand, qui sera élu. Si ceux-ci s'étaient reportés sur Giscard, il aurait été réélu…

## "Giscard, candidat du Kremlin"

Craignant un tel scénario, Giscard avait pourtant tenté d'enterrer la hache de guerre avec Chirac avant même que celui-ci ne se déclare candidat. Les deux hommes s'étaient ainsi discrètement rencontrés, à l'initiative du chef de l'État, en janvier 1981. Si discrètement que même Charles Pasqua, l'homme des coups tordus, n'était pas au courant. Objectif de Giscard, convaincre Chirac d'un "deal": pas de propos intempestifs entre les deux avant le premier tour, et un franc soutien au candidat qualifié pour le second. Mais le dialogue avait vite tourné court:

**Chirac: "Je suis sûr que vous serez battu."**
**Giscard: "Oui, si vous vous présentez."**

— Je suis sûr que vous serez battu, lui dit Chirac.

— Si vous vous présentez, je le serai certainement…

— Cela ne changera rien, Monsieur le Président.

— Si. Vous serez obligé de dire que j'ai été un mauvais président. C'est le jeu. Mais vous aurez laissé du venin. Il me sera difficile, ensuite, de rassembler pour le second tour…

— Il y a un fort courant en France pour que ce pays soit gouverné à gauche. Je suis le bouchon. S'il saute, la vague déferlera…

Giscard, dès ce moment, en a confirmation: Mitterrand et Chirac ont des intérêts communs. Le premier, pour accéder à l'Élysée, aura besoin d'une partie des voix du second au premier tour. Et le second est convaincu que, Mitterrand élu, le "peuple de droite" se réveillera aux législatives de juin 1981, lui offrant un raz-de-marée qui poussera Mitterrand à démissionner; d'où un nouveau scrutin, où, cette fois, Chirac sera le seul candidat de son camp…

Le 22 novembre 1979, en marge du congrès des maires de France à l'hôtel de ville de Paris, Mitterrand s'est isolé une

demi-heure avec Chirac. Que se sont dit les deux hommes ? Mystère. Mais bientôt les RG avisent Giscard que Pierre Bérégovoy a aussi rencontré discrètement, à plusieurs reprises, le secrétaire général du RPR, Bernard Pons. À la demande de l'Élysée, *Le Figaro* fait fuiter l'information. Pons dément, mais confirme les *« très nombreuses convergences »* entre les gaullistes et *« un certain nombre d'électeurs du parti socialiste »*. Et Chirac d'enfoncer le clou sur Europe1 : *« Si d'aventure les socialistes tiraient la conclusion du comportement des communistes et disaient clairement qu'entre eux c'est terminé, il est certain qu'il faudrait, d'une façon ou d'une autre, discuter avec eux et les associer à l'effort national de redressement… »*

Dès lors, et jusqu'au scrutin de 1981, les attaques de Mitterrand et Chirac vont converger. Aujourd'hui oubliés, les propos anti-Giscard tenus par ce dernier sont saisissants : *« avachissement »*, *« affaiblissement général »*, *« situation d'anesthésie » (lire encadré ci-contre).*

## Les dernières confidences de Giscard

Même travail de sape en coulisses. Début 1980, Chirac et Mitterrand dînent secrètement ensemble, à Paris, à l'initiative du second, sous l'égide d'Édith Cresson. Le 16 mars 1981, après que Mitterrand, à la télévision, ait reproché à Giscard d'être le *« petit télégraphiste »* de l'URSS (qui a envahi l'Afghanistan), les officines gaullistes se mettent en branle : 50 000 brochures anonymes imprimées en Belgique et intitulées *Giscard, le candidat du Kremlin* seront envoyées par la poste à autant de "prescripteurs d'opinion" : médecins, notaires, chefs d'entreprise, et même prêtres et rabbins. Sur la couverture rouge, un photomontage représentant Giscard assistant à un défilé militaire soviétique sur la place Rouge !

Certes le chef de l'État par sa politique de *« décrispation »* tendant la main au centre gauche (dont le droit de vote à 18 ans, contre 21 auparavant), son bilan, marqué par une forte progression du chômage (de 400 000 à 1,6 million), et sa piètre campagne, lancée de plus trop tardivement, n'a cessé de se tirer des balles dans le pied. Certes, encore, Mitterrand, sept ans après son échec de 1974, a-t-il, quant à lui, su rassurer une partie des Français (*« La Force tranquille »*) et a-t-il remporté, cette fois, le débat d'entre-deux-tours. Il n'empêche : sans l'hostilité de Chirac, les dés, en sera-t-il toujours convaincu, auraient pu rouler différemment.

Sa rancœur contre Chirac sera telle qu'au lendemain de sa défaite, le 11 mai 1981, Giscard décide d'envoyer à l'AFP un communiqué au vitriol contre son ancien Premier ministre. Celui-ci, qui passera totalement inaperçu au milieu du hourvari provoqué par la victoire de la gauche, choquera même sa garde rapprochée. Rédigé sous le feu de la colère la veille au soir, il dénonce rien de moins que la *« trahison »* de Chirac. Son conseiller politique Jean Sérisé le met en garde :

— Vous tenez vraiment au mot *« trahison »* ? lui demande-t-il

— Absolument.

Le lendemain, au moment de l'envoyer, le même Sérisé se rend compte que le texte a été remanié. Pour le durcir encore, Giscard y a rajouté un mot à la main, juste après *« trahison »* : *« préméditée »*. Une fois encore, il l'interroge :

— Vous confirmez le terme *« préméditée »* ?

— Je confirme.

Des années plus tard, l'ex-président affirmera, au sujet de Chirac, avoir *« jeté la rancune à la rivière »*. Tout faux. Après avoir apporté son soutien à Édouard Balladur, contre Chirac, en 1995, Giscard ne cessera, les années suivantes, de revenir auprès du dernier carré de ses fidèles sur cette *« trahison »* jamais digérée. Ainsi de cette confidence à l'un de ses anciens ministres, cinq ans avant sa mort (2020) : *« Chirac porte une double responsabilité devant l'histoire*, lui dit-il : *avoir fait élire Mitterrand, mais, pire encore, avoir été lui-même président. »* ●

## CHIRAC, À BOULETS ROUGES CONTRE GISCARD

■ **17 décembre 1979** ***« La croissance douce*** **[prônée par VGE]** ***n'est douce que pour les nantis. »***

■ **24 février 1980** ***« En France, il y a une espèce d'avachissement, d'affaiblissement général de notre économie. »***

■ **17 mars 1980** ***« Je dirais que ce ne sera pas l'une des époques*** **[le septennat de Giscard]** ***qui marquera notre histoire par une situation brillante pour notre pays. »***

■ **14 mai 1980** ***« La quête obstinée du juste milieu*** **[aboutit à]** ***démobiliser la conscience nationale, énerver l'esprit public et affaiblir la volonté du peuple. »***

■ **11 septembre 1980** ***« Où en sommes-nous aujourd'hui ? Dans une situation d'anesthésie.*** **[…]** ***On continue de ronronner tranquillement. Que faire pour y remédier ? N'importe quoi sauf ce que l'on fait. »***

# Scandales et affaires sensibles

Les “listes noires” du PCF ; Darlan, l’assassinat mystère ; les barbouzes en Algérie ; Goldman, le braqueur icône de la gauche ; l’affaire Markovic...

Manifestation du PCF à Paris durant l'entre-deux-guerres

WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

# Opération B… comme barbouzes

**Officiellement, ils n'ont jamais existé. Cette "police parallèle" anti-OAS mise en place et financée par le pouvoir est pourtant à l'origine de centaines de meurtres et d'exactions. Enquête.**

Par Arnaud Folch

À gauche, avec une cigarette, Lucien Bitterlin, le chef des barbouzes.

DR

**“Des demi-solde du gaullisme laissant dans leur sillage rixes, coups et blessures.”**

*Aveux du commissaire Hacq, chef des services spéciaux à Matignon*

7 novembre 1961. Discrètement débarqués d’Alger par avion quelques heures plus tôt, deux hommes s’engouffrent dans un très chic immeuble de la rue François-Miron, dans le quartier du Marais, à Paris. Il s’agit de Lucien Bitterlin et d’André Goulay, fondateurs en Algérie du MPC, le Mouvement pour la communauté, futur Mouvement pour la coopération, le “faux nez” de ce qu’on surnommera bientôt les barbouzes. Au quatrième étage, où ils se rendent, se trouve le cabinet de l’avocat Pierre Lemarchand, homme clé des réseaux gaullistes — si proche du pouvoir que c’est ici, sous son aile, que Charles de Gaulle, le petit-fils du Général, a effectué son premier stage. Lemarchand n’est pas seul à les attendre. Arrivés peu avant, sont présents deux autres hommes, et non des moindres: Roger Frey, le tout-puissant ministre de l’Intérieur, et l’un de ses chargés de mission, Alexandre Sanguinetti, futur patron du parti gaulliste.

## “Décapiter l’OAS par tous les moyens”

C’est ce jour-là, autour d’une bouteille de whisky, qu’est mis au point entre ces cinq personnages le “plan” du gouvernement destiné à combattre l’OAS (Organisation armée secrète, défendant l’Algérie française). Partie officielle de ce “plan”: l’arrivée en Algérie de 200 policiers supplémentaires, auxquels sont promis primes et promotions. Volet secret: la formation rapide et l’envoi de “policiers parallèles”, pilotés depuis Paris par Lemarchand et sur place par Bitterlin, lui-même secondé par Dominique Ponchardier, dit “La Ponche”, ainsi décrit par son chef: *« Massif, les épaules larges, un visage dur, volontaire, des yeux sombres et perçants. »* Cet ancien chef de réseau dans la Résistance s’est depuis reconverti dans l’écriture de “Série noire” — l’un de ses héros, le Gorille, sera incarné au cinéma par Lino Ventura puis Roger Hanin. C’est à lui, dans l’un de ses romans, que l’on doit l’invention du terme “barbouze”, faisant allusion à la fausse barbe dont sont censés s’affubler les agents secrets.

De retour à Alger le 26 novembre (après deux autres voyages), Bitterlin et Goulay sont accompagnés par le commissaire Michel Hacq — nom de code “Professeur Hermelin” —, directeur de la PJ, qui va chapeauter de Paris la “mission C”, coordonnant les ➤

PHOTOS : DR - COLLECTION PRIVÉE

activités anti-OAS officielles et officieuses. Informé par une "fuite" de la création de cette "mission", un rédacteur en chef de *France-Soir* prévient le futur écrivain Lucien Bodard, alors reporter au quotidien: *« Tu pars pour Alger! »*, lui enjoint-il. Coïncidence: celui-ci prendra le même avion que les trois hommes, où il est installé une rangée devant. Parvenant à saisir des bribes de conversation, Bodard note tout, et d'abord leur principal objectif: *« décapiter l'OAS »* en recueillant *« par tous les moyens »* des informations permettant l'arrestation de Salan, Degueldre, Susini, ainsi que des colonels Gardes et Godard.

Une fois dans sa chambre de l'hôtel Aletti, à Alger, Bodard tape son "papier" où il dévoile (en partie) les secrets de l'opération: *« La force de choc sera indépendante,* écrit-il*; les nouvelles formations anti-OAS ne feront partie d'aucune hiérarchie classique. Ce sont des organismes autonomes, sans sujétion à l'égard des autorités normales, agissant par leurs propres moyens* [...] *en dehors de l'armée et de la police... »* Apparaît aussi dans cet article le terme "barbouzes", emprunté aux polars de Ponchardier et utilisé pour la première fois au sujet de la nébuleuse anti-OAS. Le mot fera florès, au point de désigner depuis tout espion ou agent des services secrets.

## Caisse noire et fonds secrets

Mais sous cette appellation certes péjorative mais devenue bon enfant — on pense au film *Les Barbouzes*, de Georges Lautner (1964) — se cache alors ce qui sera l'organisation para-officielle la plus sanglante de toute l'histoire de la République: plusieurs centaines de morts et de torturés couverts par le pouvoir au nom de la lutte contre l'OAS. Dans son livre *Un silence d'État, les disparus civils européens de la guerre d'Algérie* (Soteca-Belin, 2011), l'historien Jean-Jacques Jordi, qui a eu accès à des milliers d'archives classifiées sur cette période, révèle ainsi le témoignage classé *« secret »* d'un médecin chef de l'hôpital Mustapha d'Alger rendant compte des terribles exactions subies à l'occasion d'*« interrogatoires »* par les barbouzes, par quatre de ses patients, transformés, écrit-il, en *« loques humaines » (lire encadré ci-dessous).*

Plusieurs dizaines d'autres rapports et documents classés *« confidentiel »* évoquent des exactions similaires de la part des barbouzes, dont l'une des

## "UNE LOQUE HUMAINE AU CORPS COUVERT D'ECCHYMOSES"

**Témoignage classé *« secret »* d'un médecin chef de l'hôpital Mustapha d'Alger sur quatre de ses patients, "interrogés" par les barbouzes: *« M. Ziano, hospitalisé à la sortie de son séjour aux Tagarins* (surnom du QG de la "Mission C", NDLR)*, est une vraie loque humaine, le corps couvert d'ecchymoses avec, aux poignets et aux chevilles, les traces profondes qui l'attachent à son lit,* relate-t-il. *Il a été interrogé tous les soirs du 2 au 28 octobre. Je n'ai pas relevé de fractures chez lui, mais l'examen rectoscopique a révélé des lésions importantes de l'anus et du rectum (l'examen a été effectué par le Pr Claude) par corps étrangers plus ou moins électrifiés introduits par sadisme. J'ai eu à radiographier aussi: Falcone – fracture du crâne plus lésions rectales; Sintès – fracture de la première vertèbre lombaire* [...]*; Tur – fracture des trois vertèbres DXII* [...] *. Ces fractures du rachis s'expliquent par les coups donnés dans la position dite de l'estrapade* (supplice consistant à pousser brusquement une personne dans le vide sans qu'elle touche le sol, les mains liées derrière le dos avec une corde soutenant tout le poids du corps, NDLR). *Dans le service du Dr Dulac, sur 30 OAS hospitalisés, 15 ont été torturés et en présentent les traces. »* A. F.**

Document du haut commandement dénonçant la collusion entre barbouzes et FLN, les premiers allant jusqu'à fournir des listes d'"Européens à enlever"... Page de gauche, Dominique Ponchardier, barbouze et inventeur du terme.

SP 89.385, le 29 MAI 1962

COMMANDEMENT SUPERIEUR des FORCES en ALGERIE

S.O.D.E.R.

VU
Le Chef d'Etat-Major

N° 1049 /265/I26/S

Clt. 5232 - D.P. 200
D.P. 3525
D.P. POL

VU S/CHEF E.M.

Ex. 1/7

( ENSEIGNEMENT

OBJET - Services renseignements travaillant au profit d' AZZEDINE.

Source : Agent.
Valeur : C.3
Date : 28.5.1962

SECRET

Il existe à l' Ecole de police d'HUSSEIN DEY une mission de métropolitains dite "Mission "C" et connue sous cette appellation par certains musulmans. Cette mission est en relation avec les services de renseignement d' AZZEDINE, Commandant la zone autonome ALGER-SAHEL. Un des Agents deliaison est le nommé : BOUHRAOUA - el- HADJ, employé à la SNCF et demeurant 14 rue Babazoun. Cet Agent fréquente les cafés de la Place du Gouvernement où se rencontrent de nombreux agents de renseignement d'AZZEDINE.

La mission "C" fournit aux services d' AZZDINE des listes d' Européens à enlever, et des listes de voitures suspectes appartenant à des gens à enlever.

C'est la mission "C" qui a fait enlever M. MOUROT du Monoprix de BELCOURT et son Adjoint par le F.L.N.

Quand les musulmans des commandos AZZEDDINE ne peuvent pas agir, notamment dans des quartiers européens, ce sont des membres de la mission "C" qui agissent, sous un déguisement quelconque. C'est ainsi que KHELIFA KHELIFA, leader du F.A.A.D., dont l'adresse avait été donnée par le Commissaire VERGNES , (ref. n° 760-265 du S.O.D.E.R. en date du 20.5.1962), a été emmené à HYDRA par des membres européens de la mission "C" et remis au F.L.N. pour être exécuté.

DESTINATAIRE :

-M.Le Chef du 2ème Bureau EMI (2 ex.)

- Archives..... (5 ex.)

../...

*« branches »*, souligne l'un d'eux, est constituée d'*« une équipe de choc chargée des interrogatoires en utilisant tous les moyens, y compris la torture »*.

*« La mission qu'effectuent, de novembre à décembre 1961, les membres de la Croix-Rouge* (CICR, NDLR) *porte aussi sur des sévices infligés aux Européens (suspectés d'appartenir à l'OAS) par les éléments de la Mission C et par ceux qu'on a appelés les barbouzes,* témoigne une autre note. *Ainsi, le CICR entre en possession d'un rapport* (qui) *fait état de "fractures de la boîte crânienne, de lésions ano-rectales consécutives à un empalement, de fractures de la colonne vertébrale, d'hématuries, de contusions multiples" et autres sévices graves que les médecins de l'hôpital observent parfois avec un retard de 15 à 24 jours. »* Mais le personnel soignant a beau alerter les autorités, rien n'y fait. Tout au contraire. Le pouvoir, complice, exige en effet... l'interdiction des visites du CICR *« dans les camps où les Européens sont arrêtés pour activités subversives »*. Dans un télégramme classé *« très secret »* en date du 2 avril 1962, Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes du général de Gaulle, écrit: *« Je serais, pour ma part, hostile à une intervention quelconque de la Croix-Rouge internationale dans tout ce qui concerne les arrestations et détentions d'Européens. »*

**300**

**C'est, au total, le nombre de barbouzes, aux ordres de Lucien Bitterlin, qui agiront en Algérie pour "éradiquer" l'OAS.**

Protégés et financés sur place par le délégué général du gouvernement en Algérie, Jean Morin, les barbouzes vont pouvoir agir en toute impunité, dissimulant, au moins au début, leurs véritables activités sous le couvert d'opérations de propagande, telles ces 9000 affiches imprimées en métropole et placardées à Alger fin 1961 appelant à soutenir la politique gaullienne: *« Paix en Algé-*

Affiches anti-OAS éditées par le Groupe d'action et de résistance, l'un des "faux nez" des barbouzes.

DR (3)

*rie par l'autodétermination »*, *« Ni la valise ni le cercueil, la coopération »*. L'argent coule à flots. Bitterlin lui-même le reconnaîtra dans son livre *Histoire des barbouzes* (Éditions du Palais-Royal, 1972): *« Les membres du MPC étaient payés secrètement sur les fonds de la délégation générale du gouvernement en Algérie par l'intermédiaire d'une société commerciale fictive. »* C'est ainsi que seront financés l'armement, les véhicules et les différents QG barbouzards, dont le PC surprotégé d'El-Biar, la "villa Andréa", un bâtiment d'un étage au style mauresque, devenu siège officiel du MPC.

Ces mêmes fonds secrets financeront les 300 membres, à son zénith, de "l'association", dont 50 permanents: comptables, chauffeurs, secrétaires, agents de sécurité, femmes de ménage… mais aussi et surtout hommes de main et exécuteurs des basses œuvres. Parmi eux, d'anciens membres du service d'ordre du parti gaulliste, recrutés par Ponchardier, ou encore le judoka Jim Alcheik, patron d'une salle d'entraînement du quartier de la République à Paris, descendu à Alger contre une forte somme avec ses huit meilleurs élèves, dont quatre Vietnamiens, qui gagneront rapidement une réputation d'extrême férocité. D'autres encore, plusieurs dizaines, seront spécialement libérés par l'administration pénitentiaire pour venir grossir les rangs. Ainsi notamment, de Jean Augé, dit "P'tit Jeannot", un caïd du milieu lyonnais, ou de Raymond Meunier, alias "Raymond la Science", condamné pour vol à main armée — *« le summum de la belle brute; un colosse adipeux, difforme et flasque »*, comme le décrira, après l'avoir rencontré, Le Roy-

**Plusieurs dizaines de truands et caïds libérés de prison pour rejoindre l'équipe de choc.**

Finville, l'un des chefs de service du Sdece (aujourd'hui DGSE)…

Alors chargé de la coordination des services spéciaux à Matignon, même Constantin Melnik, assurant la transmission des ordres et des comptes rendus entre le Premier ministre Michel Debré et le commissaire Hacq, chef de la "mission C", feindra par la suite, pour se dédouaner, de le découvrir, dénonçant ces *« demi-solde du gaullisme […] laissant dans leur sillage tout ce que j'apprenais sur leurs éventuelles condamnations pour rixes, coups et blessures, voire proxénétisme »*.

Face à eux, les commandos Delta de l'OAS se montreront tout aussi implacables, multipliant les opérations de représailles. Bitterlin, chanceux, échappera à plusieurs d'entre elles par miracle, notamment le 6 décembre 1961, lorsque sa Mercedes parvient à s'extraire d'un guet-apens au sortir d'une maison où il habitait secrètement sous le nom de "Dulac": au lieu d'exploser, une grenade défensive MK-II rebondit sur la carrosserie de sa voiture! Le 31 décembre de la même année, des tirs de roquettes de l'OAS sur la "villa B", autre QG barbouzard, feront en revanche quatre morts. En ripostant, les hommes de Lemarchand et Bitterlin tuent par mégarde un brigadier de police venu à leur secours… Même bilan, quelque temps plus tard, dans la cour de l'hôpital Maillot, où tomberont sous les balles de l'OAS quatre barbouzes venus récupérer l'un des leurs. Bombes, balles…: au total, près d'une centaine de ces derniers, dont plusieurs des judokas parisiens, seront victimes de ces affrontements…

**L'un des chefs des barbouzes plus tard nommé par Mitterrand à l'Institut du monde arabe.**

L'OAS est d'autant moins encline à la mesure que l'armée barbouze, rapidement en infériorité, va pactiser avec le FLN (Front de libération nationale, pro-indépendance). Exhumé par Jean-Jacques Jordi, un document confidentiel du commandement des forces armées en Algérie daté du 20 mai 1962 témoigne que l'organisation mise en œuvre depuis Paris par le ministre Frey *« effectue* (ses) *actions en collaboration étroite avec des responsables FLN »*. Quatre mois plus tôt, en janvier, un autre rapport se montrait encore plus précis: le commissaire Hacq, chef de la "mission C", *« remet notamment à Bitterlin la liste des membres de l'OAS (noms et pseudonymes, âges et adresses) afin que ce dernier la transmette au FLN »*. Une collaboration qui ne va cesser de s'amplifier.

## Attentat mystère

Après les accords d'Évian (18 mars 1962), confirme une troisième note militaire, *« un rapprochement s'opère entre la Mission C et le FLN, prioritairement sur Alger et Oran. Hacq et Lacoste entrent en étroite relation avec Si Azzedine, chef de la zone autonome d'Alger* (qui) *reçoit plusieurs listes de membres de l'OAS. Le marché est clair: les commandos d'Azzedine peuvent se servir de cette liste pour leurs actions contre l'OAS et ils peuvent "bénéficier" d'une certaine impunité d'autant que les buts du FLN et de la Mission C se rejoignent »*.

Le 29 janvier 1962, deux caisses de matériel d'impression sont livrées au QG barbouzard d'El-Biar. Elles contiennent en réalité 90 kilos d'explosifs. Dix-neuf barbouzes périssent dans l'explosion. Parmi les rares survivants: trois prisonniers, dont deux membres de l'OAS qui avaient été torturés. Aujourd'hui encore, le mystère demeure sur les commanditaires de l'attentat, où certains voient la main du Sdece, de plus en plus ulcéré par les pratiques et les bavures des barbouzes, ne faisant, comme le regrette en privé Debré à l'époque, qu'*« exciter les Européens »*. Clap de fin. Le 7 mars, Bitterlin et ses hommes sont rapatriés à Paris sur ordre de Frey. Lequel, un mois plus tôt, le 7 février 1962, avait osé déclarer à l'Assemblée: *« Il n'existe aucun personnel chargé de la lutte anti-OAS en dehors des cadres normaux des forces de maintien de l'ordre. »* Des propos confirmés, sous serment, par Michel Debré lors du procès du général Salan…

Six ans plus tard, en 1968, lorsque des fouilles seront organisées à El-Biar par le gouvernement algérien, une douzaine de nouveaux cadavres d'Européens suppliciés y seront déterrés… Entre-temps, Ponchardier a été nommé ambassadeur en Bolivie. Bitterlin rejoignant, en 1984, le conseil d'administration de l'Institut du monde arabe. ●

# Brigade mondaine, la police du stupre et du soufre…

**Créée en 1901 et dissoute en 1975, c'est la plus sulfureuse section de l'histoire de la police française. Lupanars, secrets d'alcôve… : retour sur l'histoire méconnue de la brigade du vice et de la débauche.**

Par Arnaud Folch



Une rafle de prostituées, en 1946, à Paris, après la fermeture des maisons closes.

**“Un ex-président du Conseil retrouvé nu, à quatre pattes, promené en laisse.”**

*Note de la brigade mondaine*

*L’une de nos plus disgracieuses vedettes cinématographiques pour ne pas dire la plus désavantagée physiquement est sans contredit Michel Simon…* Ainsi débute la note de la brigade mondaine consacrée, le 18 septembre 1943, au célèbre acteur. Longue de dix pages, celle-ci lui reproche en particulier ses *« collections érotiques à faire pâlir d’envie un trafiquant d’obscénités »* et son goût pour *« la flagellation active et passive »*. Ce document, ainsi que 1500 autres — rapports, photos, coupures de presse, etc. —, figure dans l’ouvrage le plus complet jamais consacré à la sulfureuse brigade: *La Mondaine, histoire et archives de la police des mœurs* (Hoëbeke, 2009), de Véronique Willemin. Rien n’y est éludé des dessous de celle qu’Alphonse Boudard surnommait *« la police des braguettes »* et à qui l’on doit notamment l’expression “entrer à l’œil”, en référence au petit œil accroché au revers des vestons de ses premiers inspecteurs, qui l’exhibaient pour entrer dans les établissements qu’ils visitaient…

Tout commence longtemps avant sa création officielle en 1901. *« De tout temps,* écrit l’auteur, *lutter contre la débauche, réprimer l’outrage à la pudeur, enrayer les plaisirs déviants, préserver les bonnes mœurs, gérer le “mal nécessaire” (la prostitution) furent les missions confiées aux “gardiens des mœurs”. »* Philippe Auguste créa la milice des ribauds, en charge des “filles folles”, Saint Louis ferma puis rouvrit les bordels, mais seulement dans certaines rues (dont à Paris, déjà, la rue Saint-Denis!), Louis XIV institua la police des demoiselles, Louis XVI le bureau de la discipline des mœurs… Puis, de Napoléon à la fin du XIXe siècle, l’accent sera mis sur les *« contrôles de salubrité »*. Outre les prostituées, sont aussi dans le viseur les *« images obscènes »* et les *« infâmes »* (homosexuels), dont 1200 seront ainsi fichés dans des classeurs titrés “Pédés 1” et “Pédés 2” de 1840 à 1850.

C’est alors, la deuxième année du XXe siècle, qu’est créée, au sein de la Préfecture de police, la brigade mondaine, dont le nom vient du “monde” qu’elle est chargée de surveiller. Car, plus encore que la répression du vice (dont le trafic et la consommation de drogue), celle-ci a pour objet la collecte de renseignements sur ceux qui s’y adonnent, notamment dans les maisons closes.

À l’époque, raconte en effet Véronique Willemin, *« le bordel passe du stade artisanal à la grande entreprise »*. À condition que ses “mères maquerelles” et ses “hôtesses” respectent les règles d’hygiène, tout est permis, ou presque! Y compris la publicité, tel le *Catalogue des prix d’amour de Mademoiselle Marcelle Lapompe*, proposant en 1915 *« branlette ordinaire »* (30 sous), *« glougloutage du poireau avec pression de la main »* (3,50 sous) ou *« baisage dans le lit »* (4,50 sous, avec supplément après minuit).

Les plus célèbres maisons closes de Paris ont pour nom le One Two Two (122, rue de Provence) ou Le Sphinx (31, boulevard Édgar-Quinet). Parmi leurs clients, tous fichés par la brigade mondaine: l’Aga Khan, le roi des Belges Léopold III, Fernandel, Raimu, Tino Rossi, Sacha Guitry, Jean Gabin, Humphrey Bogart, Charlie Chaplin, etc. Figure politique aujourd’hui oubliée de la IIIe République, dont il fut président du conseil et ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou (1862-1934), rapporte une note, y est surnommé “Barthoutou” en raison de ses goûts très particuliers: *« Il se mettait nu et se laissait passer un collier à pointes autour du cou. À quatre pattes, promené en laisse, il présentait son postérieur devant une ronde de filles nues qui lui*

## L’INCROYABLE MUSÉE SECRET DE LA MONDAINE

**Uniquement accessible aux policiers, magistrats et chercheurs — après autorisation du patron de la BRP —, c’est une pièce de 10 mètres carrés fermée par trois gros cadenas, toujours située au 36, quai des Orfèvres (où demeure encore aujourd’hui la seule BRI, dite “brigade antigang”). Entassés sur des étagères dans des cartons poussiéreux, y reposent des milliers de dossiers, objets et photos des enquêtes de la Mondaine. Parmi ceux-ci, révélés par la journaliste Camille Emmanuelle: la verge momifiée d’un pendu, une canne photographique artisanale pour prendre des photos sous les jupes, un appareil d’auto-strangulation (dont le propriétaire est mort en l’utilisant!), un “vélo-godemichet”, une cage pour homme masochiste surmontée du panneau “ordure” ou encore une collection de poils pubiens saisie chez le propriétaire d’un club échangiste… A. F.**

ROGER BERSON / ROGER-VIOLLET

Dans les locaux de la brigade mondaine, à Paris, en 1946.

ROGER BERSON/ROGER VIOLLET

**“Un moyen de pression fantastique pour le pouvoir.”**

*Véronique Willemin*

*assénaient chacune des coups de fouet. »* Le fameux collier est, depuis, conservé dans le très secret “musée” de la Mondaine *(lire encadré page précédente).*

Officiellement, les informations étaient récoltées afin de prévenir d’éventuels chantages. En réalité, explique l’auteur, *« c’était un moyen de pression fantastique pour le pouvoir »*. Ces rapports sans en-tête ni signature (dits “blancs”) étaient enfermés dans l’immense coffre-fort, surnommé “les étoiles”, trônant au deuxième étage du Quai des Orfèvres dans le bureau du directeur de la brigade. La plupart disparaîtront mystérieusement à la Libération…

## Jean Cocteau arrêté pour consommation d’opium

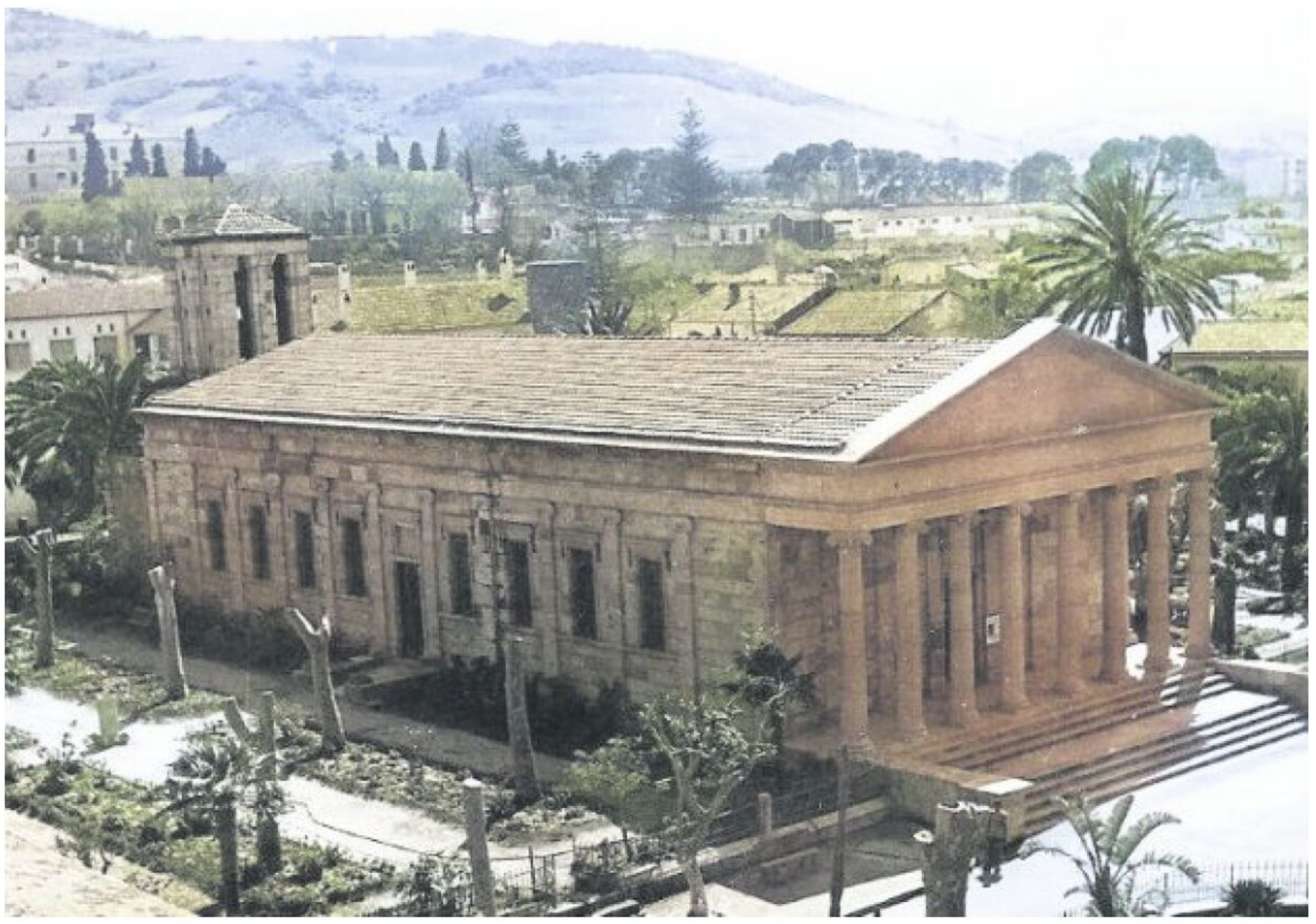
Mais c’est une autre disparition qui sera fatale à la Mondaine : celle des maisons closes. Le 14 avril 1946, la loi *« interdisant les maisons de tolérance sur l’ensemble du territoire français »* est publiée au *Journal officiel* : 1800 bordels doivent fermer leurs portes. À l’origine de ce coup de tonnerre : une obscure conseillère municipale de Paris, Marthe Richard, elle-même… ancienne prostituée fichée par la brigade !

Certes, la Mondaine, ensuite, n’abandonne pas tout à fait les mondanités : l’ambassadeur d’un grand pays européen est retrouvé nu en train de se faire flageller par une femme revêtue d’une peau de panthère, Jean Cocteau est arrêté pour consommation d’opium… Mais, pour l’essentiel, leur travail au cours des années 1950 et 1960 ne consiste plus qu’à surveiller les “clandés”, les hôtels de passe, et les maisons d’abattage pour travailleurs immigrés, où certaines filles, rapportent plusieurs notes, subissent jusqu’à 60 passes par jour. Puis arrive Mai 68 et la libération sexuelle. Dès lors, à quoi peut encore servir une police des mœurs ? À rien…

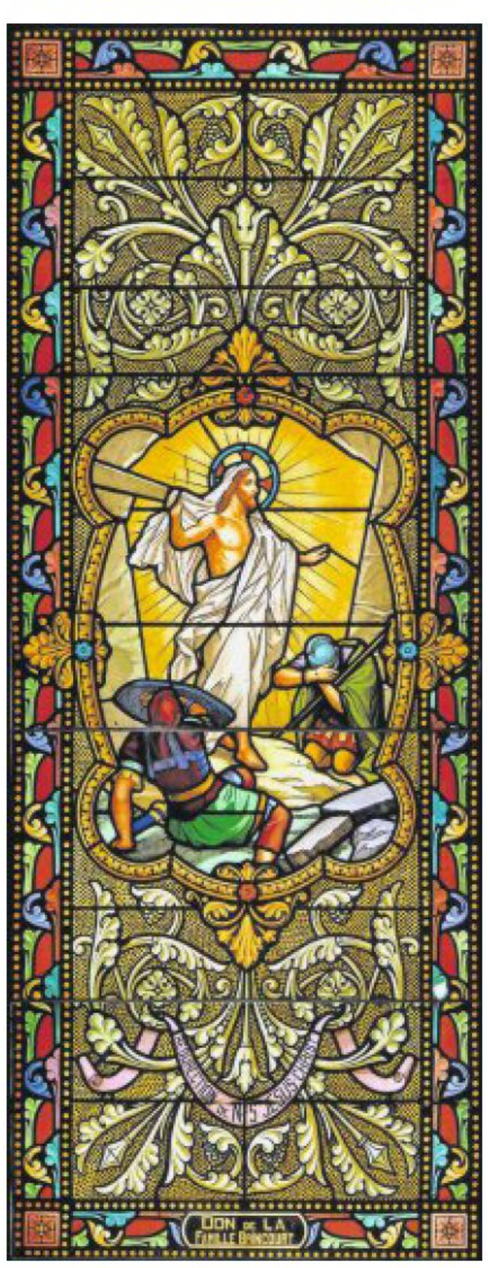
Le couperet tombe le 12 juin 1975. Un communiqué de Michel Poniatowski, ministre de l’Intérieur de Valéry Giscard d’Estaing, annonce la transformation de la brigade mondaine en brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP), laquelle sera, en 1989, scindée en deux : brigade des stupéfiants (BS) et brigade de répression du proxénétisme (BRP). Tout un symbole pour la Mondaine qui, en soixante-quatorze ans d’existence, n’aura été composée quasi exclusivement que d’hommes : c’est une femme, Martine Monteil, qui en sera la première patronne. ●

***“La Mondaine, histoire et archives de la police des mœurs”,***
*de Véronique Willemin,*
*Hoëbeke, 400 pages, 30,50 €.*

# L'incroyable histoire des vitraux
## de l'église Saint-Paul de Cherchell en Algérie



Dans le courant de l'été 1962, le curé de Cherchell, petite ville à une centaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, décide de démonter les vitraux de l'église Saint-Paul pour éviter leur destruction certaine après l'Indépendance de l'Algérie. Il les expédie en Métropole.



Entreposés depuis 1962 dans une église à Cagnes-sur-Mer, ces 16 vitraux vont y dormir paisiblement jusqu'à ce que des anciens de Cherchell, natifs et anciens élèves de l'école militaire, les retrouvent.

Ces 16 vitraux avaient été offerts par des paroissiens de la région (pas forcément des riches). Ils représentent des personnages clés ou des scènes de la vie du Christ et des saints d'Algérie : Mort de NS (notre seigneur) au calvaire, Baptême de NS par Saint-Jean-Baptiste, Sainte-Marcienne livrée aux bêtes féroces, etc. Chacun porte le nom des donateurs comme celui de la Conversion de Saint-Augustin offert par Monseigneur Leynaud, archevêque d'Alger.

En 2022, le Cercle algérianiste, association qui œuvre pour sauvegarder et transmettre l'histoire des Français d'Algérie, est informé par des adhérents originaires de Cherchell de l'existence de ce patrimoine mémoriel oublié depuis six décennies. Avec l'autorisation des évêques de Nice et de Perpignan, les vitraux sont transférés dans les Pyrénées-Orientales où ils ont fait l'objet d'un inventaire et de plusieurs expertises fin 2023.

Si l'installation de ces vitraux dans une église des Pyrénées-Orientales est envisagée, l'urgence est de procéder à leur restauration compte-tenu de leur état. En effet, de nombreux verres sont cassés ou manquants, les plombs sont parfois tordus, absents, en partie détériorés. Cependant, de l'avis des experts, ces magnifiques vitraux sont globalement en bon état comme le montrent les photos prises en 2011.

**aidez-nous à faire renaître ces vitraux**

# Faites un don

**(ouvrant droit à déduction fiscale)**

CERCLE ALGERIANISTE
depuis 1973
SAUVEGARDER · DÉFENDRE
TRANSMETTRE

Cercle algérianiste des Pyrénées-Orientales • 1 rue général Derroja • 66000 PERPIGNAN
cercle-algerianiste.perpignan@orange.fr • 06 76 94 37 30

# Darlan, l'assassinat mystère

**À la fois vichyste et adoubé par les Alliés après leur débarquement de 1942 en Afrique du Nord, l'amiral sera assassiné de deux balles à bout portant. Toujours sans certitude, les historiens penchent aujourd'hui en faveur d'un complot monarchiste.**

Par Géraldine Godot

Palais d'été d'Alger, siège du haut-commissaire français en Afrique du Nord, François Darlan. Nous sommes le 24 décembre 1942, dans l'après-midi. Un homme, jeune et frêle, se présente aux gardes et leur tend une carte d'identité au nom de Morand. Un faux. Il s'agit en réalité de Fernand Bonnier de La Chapelle, âgé de 20 ans. Dans sa poche, un vieux pistolet Ruby Llama 7.65.

Quelques jours plus tôt, ce militant monarchiste, membre des corps francs et proche de la Résistance, avait tiré à… la courte paille, avec deux de ses camarades, le nom de celui qui serait chargé d'abattre le tout-puissant amiral de la flotte, à la fois "dauphin" de Pétain et mis en place par les Américains.

Après avoir dû rebrousser chemin une première fois dans la matinée, Darlan étant absent, il est cette fois conduit à l'étage de l'amiral. Lorsque celui-ci apparaît dans le couloir, Bonnier se lève et lui tire deux balles à bout portant. Rapidement maîtrisé malgré un troisième coup de feu en tentant de fuir, l'assaillant est arrêté, menotté et conduit dans une cellule de la brigade mobile.

> "Darlan empêche le retour de la monarchie, seule solution possible pour la France."
>
> *Fernand Bonnier de La Chapelle, assassin de Darlan*

La mort de Darlan, 61 ans, est plus qu'un coup de tonnerre. Un séisme. À la suite du débarquement anglo-américain du 8 novembre, celui-ci vient en effet d'être adoubé par le président américain Roosevelt en personne comme responsable suprême des affaires civiles et militaires en Afrique du Nord. Principale victime de ce choix : de Gaulle, lequel n'avait été prévenu ni de l'opération Torch ni de la nomination de l'ex-ministre de la Marine, puis vice-président du Conseil de Pétain (jusqu'à son éviction par Laval, sous la pression des Allemands, en avril 1942). Toujours commandant des forces armées du régime de Vichy, Darlan, qui a rencontré Hitler à deux reprises, en 1940 et 1941, reste un farouche partisan de la collaboration, seule capable, selon lui, de "sauver les meubles".

WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

## UN ÉTRANGE TÉLÉGRAMME SIGNÉ PÉTAIN

**C'est, selon Darlan, la "preuve" de l'engagement du Maréchal à ses côtés : un télégramme signé Pétain envoyé de Vichy le 8 novembre 1942 en début de matinée — alors que les Alliés tout juste débarqués en Afrique du Nord se heurtent à une résistance parfois vigoureuse. « *J'ai bien reçu vos messages par l'intermédiaire de l'amirauté et je suis heureux que vous soyez sur place,* lui écrit le Maréchal. *Vous pouvez agir et me renseigner. Vous avez toute ma confiance.* » Quelques mots dont l'interprétation n'a cessé, depuis, de faire débattre les historiens. Mais suffisants, aux yeux des Alliés, pour considérer Darlan comme le "délégué" de Pétain en Afrique. Et l'adouber, deux jours après le débarquement, comme "haut-commissaire français en Afrique du Nord".**

L'amiral Darlan (à gauche) et le général américain Eisenhower, le 2 décembre 1942 à Alger, moins d'un mois avant que le premier soit abattu.

Darlan (à droite) avec le général Juin, le 22 octobre 1942, à Alger.

KEYSTONE-FRANCE / GAMMA-RAPHO

C'est sa présence inopinée à Alger, où il s'est rendu au chevet de son fils malade, peu avant que les Alliés ne débarquent, qui va faire de lui un pion essentiel de la stratégie des Anglo-Américains. Son ralliement va en effet entraîner celui de l'armée et de la population françaises d'Afrique du Nord, majoritairement pétainistes. L'amiral est d'autant plus courtisé par les Américains qu'il affirme agir en étroite liaison avec Pétain, produisant même, pour le démontrer, un mystérieux télégramme du chef de l'État français daté du jour même du débarquement allié en Afrique du Nord *(lire encadré page précédente)*.

Sur place, le général Eisenhower, chef des troupes alliées en Afrique du Nord, pèsera lui aussi de tout son poids en faveur de Darlan *(lire ci-dessous)*. *Idem* pour le général Giraud qui, après un passage par

## EISENHOWER : "DARLAN, SINON RIEN !"

**Chef des troupes alliées en Afrique du Nord, le général américain Eisenhower pèsera de tout son poids en faveur de la "solution Darlan". *« Il faut tenir compte ici du nom du maréchal Pétain*, écrit-il à Roosevelt et Churchill. *Tous s'imaginent qu'ils vivent et agissent à l'ombre du Maréchal. Gouverneurs civils, chefs de l'armée et de la flotte s'accordent à reconnaître qu'un seul homme a le droit d'agir en son nom en Afrique du Nord. Cet homme, c'est Darlan. Il n'y a pas moyen de faire autrement que de reconnaître la position de Darlan. »* G. G.**

Vichy, s'est rangé sous l'autorité de l'amiral, acceptant *« avec enthousiasme le poste de commandant en chef du groupe Darlan »*. Ce dernier s'étant engagé à ce que le commandant de la flotte de Toulon n'accepte jamais qu'elle tombe aux mains des Allemands — la hantise des Anglais —, Churchill va lui aussi se laisser convaincre. *« J'ai beau détester Darlan,* confiera-t-il, *si je pouvais le rencontrer, j'accepterais de gaieté de cœur de faire un "mile" à quatre pattes si cela devait gagner aux Alliés la collaboration de sa flotte. »*

### "Mes amis sont puissants, demain on me libérera"

Sacrifié, de Gaulle doit se contenter des "belles paroles", non dénuées d'hypocrisie, de Churchill et Roosevelt. *« Votre position est magnifique, Darlan n'a pas d'avenir,* lui confie le Premier ministre britannique le 16 novembre, lors d'un déjeuner au 10 Downing Street. *Giraud est liquidé politiquement. Vous êtes l'honneur. Vous êtes la voie droite. Vous resterez le seul. »* Quant au locataire de la Maison-Blanche, il fait passer à de Gaulle, *via* un intermédiaire, le message suivant : *« Les officiers français désiraient être garantis par une sorte de liaison morale avec le maréchal Pétain. Mais il est entendu que tout cela est essentiellement transitoire, temporaire* [...] *et doit prendre fin avec la bataille elle-même. »*

La mise à l'écart de De Gaulle n'en est pas moins totale. Au point, selon certains historiens, que c'est l'entourage du Général, voire lui-même, qui aurait commandité l'assassinat de Darlan. Mais les plus nombreux, et les plus sérieux, penchent pour un complot monarchiste impliquant le comte de Paris, prétendant au trône de France *(lire aussi page 58)*.

Un document essentiel figure en effet dans ce dossier : les confessions de Bonnier de La Chapelle au capitaine Gaulard, chargé de sa surveillance, dans la nuit précédant son exécution : *« Darlan,* lui dit-il, *empêche le retour de la monarchie, seule solution possible pour assurer à la France un avenir digne de son passé. Le comte de Paris aura besoin de l'appui de tous pour gouverner. »* Puis d'ajouter : *« Avant de tuer l'amiral, je suis allé me confesser à un prêtre. Ce prêtre m'a dit que je pouvais être tranquille. Mes amis sont puissants. Demain, on me libérera. »*

**Dans les documents secrets retrouvés du comte de Paris, un projet de futur gouvernement avec de Gaulle et Giraud…**

Le prêtre en question est l'abbé Daniel Cordier, monarchiste comme lui. Quant aux "amis puissants" de Bonnier de La Chapelle, il s'agit du comte de Paris, Henri d'Orléans, et de son entourage. Quelques jours avant l'attentat, le prétendant au trône avait même quitté sa résidence au Maroc espagnol pour rejoindre clandestinement Alger. Où le texte d'un "appel" devant être diffusé par Radio Alger a été découvert au cours d'une perquisition. Ainsi qu'un… projet de gouvernement, lui aussi rédigé de la main du comte de Paris. Parmi les membres de son futur "cabinet" (qui n'avaient pas été prévenus) : de Gaulle (ministre d'État) et Giraud (ministre de la Guerre)… Inconnu du grand public, le "ministre des Finances" en est le banquier Alfred Pose. Lequel, financier de l'ombre du comte de Paris, aurait été "l'âme du complot"…

À noter qu'à l'exception de Bonnier de La Chapelle, fusillé deux jours seulement après son arrestation, aucun des protagonistes de cette affaire ne sera inquiété. Après guerre, l'abbé Cordier sera même décoré de la médaille de la Résistance. Bonnier, quant à lui, se verra décerner en 1953 la médaille militaire et la croix de guerre à titre posthume. Sur son tombeau, depuis : une croix de Lorraine sculptée. Mais pas de fleur de lys. ●

## ROOSEVELT ET CHURCHILL : "TOUT SAUF DE GAULLE !"

**Afin d'éviter de Gaulle et avant d'opter pour la "solution Darlan", les Alliés avaient d'abord pensé au général Weygand. Mais celui-ci refuse : *« À mon âge, on ne devient pas un rebelle »*, répond-il à l'agent américain Murphy, homme de confiance de Roosevelt. Second choix : le général Giraud, dont le nom de code, côté Alliés, est *« Kingpin »* ("pivot", "cheville ouvrière"). Mais celui-ci, trop gourmand, revendique le commandement de toutes les forces alliées engagées en Afrique du Nord — ce que refusent Roosevelt et Churchill. *Exit*, donc, ces deux premiers choix. Pas de suite donnée, non plus, du côté du général gaulliste Alphonse Juin, auxquels Américains et Britanniques ont aussi "réfléchi". Avant de trancher en faveur de Darlan, dont la présence sur place, pour soigner son fils, apparaît comme une "divine surprise". Permettant, là encore, d'écarter de Gaulle. G. G.**

# PCF, le temps des “listes noires”

**Engagé de 1933 à 1945 dans une chasse interne contre les “renégats”, le PCF a diffusé 28 “listes noires”. Plaçant au ban d’infamie 2 300 de ses propres militants. Dont plusieurs seront assassinés.**

Par François Cote

Tout était écrit, tout était annoncé. L’obsession du complot. La folie du fichage. La chasse aux pseudo-“traîtres”. Quatre ans seulement après la création du PCF (alors SFIC, Section française de l’Internationale communiste), *L’Humanité* du 19 juillet 1924 avertissait déjà de la future vague de “listes noires” (1933-1945) : *« C’est dans la mesure où toutes les survivances petites-bourgeoises du* “Moi” *individualiste seront détruites, que se formera l’anonyme cohorte de fer des bolcheviks français*, prévient le quotidien communiste. *S’il veut être digne des traces glorieuses du Parti Russe, le Parti communiste français doit briser sans faiblesse tous ceux qui, en son sein, refuseraient de se plier à sa loi! »*

Là comme ailleurs, le PCF ne fait que suivre le “modèle” soviétique où, une fois la révolution stabilisée, à partir de 1919, le pouvoir léniniste s’engagera dans une vaste “chasse aux sorcières” (aristocrates, bourgeois, socialistes, mencheviks…) jusqu’au sein de ses propres troupes. Fidèle suppôt du grand frère de Moscou, la direction de PCF va se lancer en France avec le même acharnement dans la mise à l’écart des contestataires internes — ou présumés tels.

GERALD BLONCOURT / BRIDGEMAN IMAGES

Manifestation du PCF à Paris en 1934.

> “Une terreur quotidienne qui aboutira aux liquidations physiques d’opposants.”
>
> *Rémi Kauffer*

autre cellule, mais aussi, où qu’ils aillent, les marquer au fer… rouge. Outre les noms et prénoms des proscrits, y figurent en effet leurs adresses personnelles et de travail.

## “Dissidents, renégats, bourriques…”

Accompagnant les identités, et parfois les photos : les motifs de leur exclusion. Dans leur livre *Les Listes noires du PCF* (Calmann-Lévy, 2008), Sylvain Boulouque et Franck Liaigre les classent en quatre catégories principales : les *« voleurs »*, accusés d’avoir *« tapé dans la caisse »* d’une organisation ou publication du Parti ; les *« flics »* et *« bourriques »* (informateurs) ; les *« dissidents »*, notamment *« trotskistes »* ; enfin, les *« renégats »* accusés de critiques *« de droite »* envers le communisme. Parmi ces derniers, le journaliste Eugène Mathis, ainsi pointé dans la liste noire numéro 1 (envoyée aux 550 cellules du parti) : *« Ex-rédacteur à* L’Humanité *de Metz. Exclu par la région. Vient de publier un livre contre l’Union soviétique et contre le communisme* […]. *Il a reçu pour ce travail un acompte de 45 000 francs de De Wendel* (dynastie de l’acier, NDLR). »

Selon les auteurs, *« ces listes viennent fixer une norme qui s’articule autour de la recherche de la pureté révolutionnaire, de la morale communiste et de la volonté de protéger le parti, son fonctionnement et ses secrets »*. C’est aussi et surtout pour les proscrits, comme l’ajoute l’historien Rémi Kauffer, la certitude de vivre *« une terreur quotidienne, qui trouvera son aboutissement pendant la Seconde Guerre mondiale, avec les “liquidations physiques” de dissidents, mis dans le même sac que les collaborateurs »*…

Au total, 22 listes noires, dont 3 la première année, seront diffusées jusqu’en 1945. Sous l’autorité du secrétariat général du Parti, leur publication est confiée à la Commission des cadres (CC), longtemps dirigée par un impressionnant colosse de près de 2 mètres et 120 kilos, Maurice Tréand *(lire encadré page suivante)*. *« La lutte contre*

Pour ce faire, il s’appuiera là encore sur une pratique calquée sur celle du PC soviétique (PCUS) : le fichage systématique de tous ses militants. Au moment de son adhésion, chaque nouveau membre est ainsi tenu de remplir une “biographie” (le terme officiel), en l’occurrence un questionnaire pouvant compter jusqu’à… 75 rubriques : origine sociale, instruction, parcours politique et syndical, mais aussi relations, famille, loisirs…

Mais ce n’est qu’en 1933, donc, qu’est officiellement mise en place la machine à dénoncer, à terroriser et à exclure dite des “listes noires”. Destinées à l’usage interne, celles-ci se présentent sous la forme de feuilles ronéotypées aux allures d’avis de recherche, révélant les noms de “camarades” exclus. Double objectif : empêcher ces derniers de réadhérer dans une autre cellule, mais aussi, où qu’ils aillent, les marquer au fer… rouge. Outre les noms et prénoms des proscrits, y figurent en effet leurs adresses personnelles et de travail.

> “Lutte sans faiblesse contre les provocateurs, mouchards, escrocs.”

*les provocateurs, mouchards, escrocs ne doit avoir absolument aucune faiblesse*, écrit-il en exergue de la liste noire numéro 2 (elle aussi tirée à 550 exemplaires). *La tolérance dans ce travail est inadmissible de la part de n'importe quel camarade et organisation.* »

Au cours de la période 1935-1937, voyant affluer les militants, la politique du Parti met plus que jamais l'accent sur l'obéissance à l'orthodoxie, ce qu'explique l'avant-propos de la liste noire numéro 5: « *Les discussions écœurent le plus souvent les bons camarades qui, par lassitude, laissent faire. Il faut voir par-là que l'ennemi a réussi à pénétrer dans nos rangs, et qu'il fait tout pour empêcher la réalisation du travail pratique de lutte.* »

### "Pas de place dans le Parti pour le libéralisme pourri"

À l'inverse, la Commission des cadres sait aussi faire taire les (vraies) dissidences, lorsqu'elles risquent de porter atteinte au Parti. C'est ainsi que la crise majeure qu'a représentée en 1934 le départ de Jacques Doriot (maire communiste de Saint-Denis, fondateur du Parti populaire français, et futur chef collaborateur), sera peu répercutée dans les listes noires. Objectif: ne pas donner de l'ampleur au phénomène. Bien que disposant de leurs noms, seuls 4 des 600 signataires de la lettre de protestation adressée par Doriot à l'Internationale communiste seront épinglés…

En 1938, une brochure bilan récapitule en revanche la liste des 816 inscrits des huit premières listes noires. Son titre: « *Attention aux provocateurs, mouchards, escrocs et trotskistes.* » La juxtaposition des termes soulignant l'inquiétude que représentent ces derniers, lesquels vont devenir une obsession. Les listes, est-il rappelé, « *doivent être diffusées aux responsables des organisations de masse afin que ceux-ci les consultent le plus souvent possible dans le but d'empêcher qu'un exclu s'infiltre à nouveau.* »

Fin septembre 1939, le PCF est dissous en raison de son soutien au pacte de non-agression germano-soviétique. Entré dans la clandestinité, l'appareil ne compte plus que quelques milliers de militants. Remplaçant Thorez, réfugié à Moscou, l'homme clé du Parti devient Jacques Duclos (1896-1975), futur candidat communiste à la présidentielle de 1969. C'est lui qui supervise le fonctionnement de la Commission des cadres. Tout un symbole: malgré son état de désorganisation, la structure fonctionne à plein régime: pas moins de 11 listes noires seront publiées sous l'Occupation entre janvier 1943 et septembre 1944!

Priorité durant cette période est donnée à la chasse aux « *donneurs* ». Lesquels représentent plus de 40 % des individus inscrits sur les listes noires des années de guerre. Mot d'ordre du Parti: rester muet lors des interrogatoires, et interdiction d'y déroger! « *Le Parti ne veut rien savoir: aucune excuse ne peut justifier le comportement de ceux qui flanchent*, écrivent Sylvain

## TRÉAND, LE "PURGEUR" PURGÉ

**Surnommé "Le Gros", puis "Legros", en raison de sa corpulence (près de 2 mètres, 120 kilos), Maurice Tréand (1900-1949) est nommé à la tête de la Commission des cadres du PCF (CC) en 1933 sur décision de Thorez. « *Ses analyses politiques étaient sommaires, fondées sur une fidélité à toute épreuve à l'Internationale et au Parti* », explique son biographe Roger Bourderon. Durant sept ans, c'est lui qui sera chargé du fichage des militants. L'homme rédigera aussi une douzaine de listes noires. Communiste zélé ayant effectué plusieurs séjours en URSS, Tréand sera pourtant démis de ses responsabilités à l'automne 1940. Motif: sa participation aux négociations secrètes tenues de juin à août de la même année entre le PC et les autorités allemandes en vue de la reparution de *L'Humanité*. Tréand a pourtant agi avec le plein accord de l'Internationale communiste, ainsi, comme le révéleront les archives, qu'avec celui de Duclos, dont il est très proche. Écarté de toute fonction, il ne sera cependant pas exclu du Parti. À sa mort, en 1949, Thorez et les principaux dirigeants du PCF seront au premier rang du cortège. F. C.**

Une de “L’Humanité” du 19 juillet 1924 dénonçant Boris Souvarine. Page de gauche, Thorez, Marty et Duclos, maîtres d’œuvre des ”listes noires”.

VINGT ET UNIEME ANNEE. — N° 7208

ABONNEMENTS

| | 1 AN | 6 MOIS | 3 MOIS |
|---|---|---|---|
| Paris, départements et colonies | 48. » | 25. » | 13. » |
| Etranger | 88. » | 50. » | 28. » |

Chèque postal : 209-61

142, Rue Montmartre, PARIS (2e)

20 Centimes ★ SERVICE GRATUIT ★ 20 Centimes

# l’Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

SAMEDI 19 JUILLET 1924

TÉLÉGRAPHE : Humanité-Paris

TÉLÉPHONE : Gutenberg 03-87 et 03-69

PUBLICITÉ : 142, rue Montmartre

Fondateur : JEAN JAURÈS

DÉCISION DE L’INTERNATIONALE COMMUNISTE

## Le cas Souvarine

L’AMNISTIE DEVANT LE SENAT

## En attendant le 31 juillet le ministère doit appliquer la suspension de peine

DANS L’ENFER MUSSOLINIEN

## Trompant la vigilance des sbires fascistes notre envoyé spécial prend contact avec les camarades italiens

A LA CONFERENCE DE LONDRES

## Une exploitation renforcée du prolétariat international en pourra seule sortir

## La souscription du Parti

LE SECRÉTARIAT.

## La Marine du Cartel

## Primo de Rivera au Maroc cause avec Lyautey

FEDERATION NATIONALE UNITAIRE DES TRAVAILLEURS DES P. T. T. (Section départementale de la Seine)

## Aux P. T. T.

SIMPLE FAIT DIVERS

## Il y a dix ans

19 JUILLET 1914

## Au-dessus de Poincaré

“CLARTE”

L’AFFAIRE GUSTAVE LEGRAS

## Une escroquerie judiciaire

PHOTOS : DR ; LAPI / ROGER-VIOLLET

Boulouque et Franck Liaigre. *À tous ces “traîtres”, le Parti promet les pires ennuis.* » Pour ceux qui seraient tentés d’invoquer la torture comme excuse aux confessions, une circulaire du comité central prévient : *« Il n’y a pas de place dans le Parti pour de semblables manifestations de libéralisme pourri. »*

Pour les auteurs des listes noires, aucune distinction, pendant l’Occupation, entre le militant retourné qui va collaborer activement avec la police et celui qui, sous la contrainte physique, se contente de lâcher une partie de ce qu’il sait, voire, moindre mal, de révéler l’identité d’un camarade déjà arrêté. *L’Humanité* clandestine enfonce le clou : les *« donneurs »*, écrit-elle en avril 1942, doivent *« savoir qu’ils ne perdent rien pour attendre, qu’ils sont condamnés et qu’à la première occasion ils seront abattus comme des bêtes malfaisantes »*. Nombre de torturés figureront donc sur les dernières listes noires. Plusieurs d’entre eux seront abattus en représailles à la Libération. ●

# De Gaulle et le comte de Paris, entretiens secrets

**Après avoir encouragé Henri d'Orléans, qui rêvait de lui succéder et de rétablir la monarchie, le Général finira par le lâcher. Les coulisses d'une relation longtemps demeurée dans l'ombre.**

Par Arnaud Folch

COLLECTION PERSONNELLE DU PRINCE MICHEL DE GRÈCE - HTTP://WWW.PRINCEMICHAELSCHRONICLES.COM

Le comte de Paris de retour en France après l'abrogation de la loi d'exil.

Palais de l'Élysée, 28 octobre 1961, 21 heures. C'est la neuvième fois, depuis leur première entrevue de 1954, que le comte de Paris Henri d'Orléans (1908-1999), prétendant au trône de France, rencontre secrètement de Gaulle. Jamais le Général ne témoignera aussi clairement son soutien à celui qui souhaitait recueillir son assentiment sur son projet d'être candidat à la présidentielle de 1965, si de Gaulle ne se représentait pas. S'engage en effet, ce soir-là, un surprenant dialogue,

dévoilé plus tard par le comte de Paris lui-même dans son livre *Dialogue sur la France* (Fayard, 1994).

— Vous êtes bien décidé à aller jusqu'au bout? l'interroge d'emblée le chef de l'État.

— Oui, mon général.

— J'admire votre courage car cette décision est importante pour vous, pour votre maison… *[…]* Même si vous deviez échouer la première fois, vous auriez fait acte de candidature et vous seriez un recours possible pour l'avenir…

### "Il n'y a que vous et moi au niveau de la France"

Puis de Gaulle lui fait cette étonnante proposition:

— Accepteriez-vous de prendre la présidence de la Croix-Rouge? Vous pourriez, occupant cette fonction, vous déplacer, vous montrer, vous rendre utile *[…]*. On parlerait de vous sur un plan social, ce serait bon…

— Je trouve votre idée excellente, lui répond le prétendant.

— Vous faites bien, vous aurez donc trois ans pour vous préparer.

Et le Général, soudainement, de lui annoncer: *« Je ne me représenterai pas à la fin de mon septennat. »* Avant d'en préciser les raisons à son interlocuteur: *« Je suis âgé et fatigué. Et puis, renouveler mon mandat ce serait enlever toute sa valeur à cette succession… »*

À la question du comte, *« lorsque le moment sera venu, accepteriez-vous de me présenter à l'opinion publique comme votre successeur? »*, de Gaulle refuse en revanche de répondre par l'affirmative. Mais se dit bel et bien convaincu de ses chances de l'emporter:

— Il vaut mieux que vous vous présentiez seul, lui dit-il. Il n'y a personne en face de vous. Entre vous et un Pflimlin (représentant de la France à l'Assemblée du Conseil de l'Europe) ou un Mollet (le chef des socialistes), vous représenteriez quelque chose de neuf, de frais, toutes choses qu'eux ne peuvent donner…

Mais les espoirs du comte de Paris seront finalement déçus. À Alain Peyrefitte, qui l'interroge deux ans plus tard, en 1963, sur l'état de sa réflexion sur les ambitions du prince, le Général se montre cinglant: *« Ce que j'en pense, c'est qu'il n'a aucune chance. »* Et d'ajouter: *« J'ai de la considération pour le personnage historique qu'il est, à cause de ce qu'il représente, non seulement parce qu'il est le descendant de nos rois, mais parce qu'il est très pénétré du sens de l'intérêt général, de l'amour de la patrie… Il a l'esprit capétien… Mais ce n'est pas un candidat. Il ne correspond plus à ce siècle. Aujourd'hui, les monarchies ne se font pas, elles se défont. »*

Outre le fait qu'il songe désormais à se représenter, cette volte-face s'expliquerait aussi par des informations confidentielles reçues entre-temps concernant l'attitude du comte durant la guerre. S'il n'ignorait rien de son peu d'empressement à le rejoindre (au point d'être reçu à Vichy par Pétain et Laval en 1940), l'homme du 18 Juin aurait découvert, depuis, l'ampleur de son pro-américanisme, que Roosevelt, farouche adversaire de De Gaulle, aurait largement instrumentalisé…

Lors de leur avant-dernière rencontre, le 20 janvier 1966, moins d'un an après sa réélection, le Général ne lui fera du reste plus mystère de son scepticisme. Alors que le prétendant lui annonce être décidé à tenter sa chance en 1972 (terme prévu du nouveau septennat), et lui demande s'il croit *« possible »* une restauration, de Gaulle aura cette réponse: *« Non, je ne la crois pas; les Français en sont si éloignés… »*

Certes, au cours de ce même entretien, le Général ne manquera pas de le complimenter à nouveau en lui affirmant qu'il pourrait *« être le recours de la nation dans un moment dramatique »*. De même, le 6 octobre suivant, date de leur ultime entretien, lui confiera-t-il qu'il ne voyait que deux hommes *« capables de se hausser au niveau des intérêts de la France : vous et moi »*. Mais plus jamais le Général n'ira aussi loin que lors de leur tête-à-tête d'octobre 1961. Surtout, interrogé au sujet du prétendant par Philippe de Saint Robert en 1967, de Gaulle aura ce mot, résumant le fond de sa pensée: *« La monarchie, nous l'avons déjà rétablie*, lui dit-il. *Simplement, elle est désormais élective, et non plus héréditaire! »* ●

**12**

**C'est le nombre total de tête-à-tête qu'auront de Gaulle et le comte de Paris. Le premier date du 13 juillet 1954. Suivront deux rencontres en 1956, deux en 1957, une en 1959 et 1960, deux en 1961, une en 1962 et deux en 1966. À l'exception de la première (au domicile de leur relation commune Emmanuel Monick, gouverneur de la Banque de France), toutes se dérouleront à l'Élysée.**

# La folle cavale du cercueil de Pétain

**L'affaire, aujourd'hui oubliée, avait tenu la France en haleine en 1973 : le vol de la dépouille du Maréchal par un "commando" de ses partisans. Nous avons retrouvé le chef de cette opération rocambolesque.**

Par Yves Kerhuon

Lundi 19 février 1973, début de matinée. Jean Taraud, employé municipal au cimetière de Port-Joinville, sur l'île d'Yeu, fait comme d'habitude le tour des tombes. Il visite, bien sûr, celle de son défunt le plus célèbre: Philippe Pétain. Tout a l'air en ordre… et même un peu trop. D'ordinaire, des traces visibles subsistent du passage des visiteurs venus se recueillir devant la sépulture; or l'endroit est propre et net. L'employé inspecte la stèle et s'aperçoit que les joints qui scellent la pierre tombale ont été fraîchement refaits. Il prévient les gendarmes, qui rendent compte à leur tour au préfet de Vendée et au procureur de la République, lesquels avertissent le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, avant de se rendre sur place avec un juge d'instruction. La tombe est ouverte en leur présence: elle est vide! Ainsi commence une affaire qui va nourrir pendant plusieurs jours les gros titres de la presse.

À cette heure, le cercueil du Maréchal roule déjà vers Verdun à bord d'une Estafette Renault. *« Nous*

**Le rapatriement de la dépouille du Maréchal à Port-Joinville. Ci-dessous : une de “France-Soir” annonçant la découverte de “l’enlèvement”.**

France-Soir

PARIS-PRESSE

MERCREDI 21 FÉVRIER 1973

0 F 70

PÉTAIN : OPÉRATION D'UN COMMANDO

estiment les enquêteurs

● Elle a été réalisée en moins d'une heure à deux jours de l'anniversaire de Verdun

● L'enlèvement du cercueil à l'île d'Yeu avait été préparé depuis de longs mois

● Routes surveillées, églises visitées, garde renforcée devant l'ossuaire de Douaumont

La profanation a provoqué de très nombreuses réactions d'indignation

Et s'il était toujours à l'île d'Yeu ?

Dans la nuit de dimanche à lundi

Aujourd'hui dans le nouveau Mercredi scope

Ce soir, début de la campagne télévisée

Un jeune couple apolitique « médiateur » entre les téléspectateurs et la majorité

Questions librement choisies

Ann fait du camping en Éthiopie

SPÉCIAL ÉLECTIONS

En Auvergne, un duel socialistes-giscardiens

RÉGION PARISIENNE

Essonne (4e circonscription) et Val-de-Marne (1re et 2e circonscriptions)

SEGUY : « Un syndicaliste ministre ? Pourquoi pas ? »

Un projet de film qui devrait être drôle

IMPÔTS : Vous n'en paierez plus si vous gagnez moins de 9.500 F par an

Plus de boues rouges en 1974 promettent les industriels italiens

ITALIE : DEMI-SŒUR LATINE

ET AUSSI

PHOTOS : KEYSTONE PICTURES USA/ALAMY STOCK PHOTO - BRUNO BARBIER/AKG-IMAGES

*voulions conduire le Maréchal à Douaumont, pour qu’il repose parmi ses soldats, conformément au vœu qu’il avait émis dans son testament, en 1938,* témoigne aujourd’hui Hubert Massol, 86 ans, chef du commando qui procéda à cet enlèvement. *Nous aurions déposé le cercueil dans la chapelle de l’ossuaire, à l’emplacement qu’avait lui-même choisi Philippe Pétain, puis prévenu les autorités. Le pouvoir se serait alors trouvé devant un choix : inhumer le vainqueur de Verdun au milieu de ses poilus, ou le renvoyer à l’île d’Yeu. »*

Massol n’est pas le seul initiateur de l’enlèvement. L’affaire a été secrètement organisée sous l’égide de l’avocat Jean-Louis Tixier-Vignancour, candidat malheureux à l’élection présidentielle de 1965 et fondateur d’un petit parti, l’Alliance républicaine pour les libertés et le progrès (ARLP). Au mois de janvier 1973, une vingtaine de jours avant l’opération, celui-ci s’était déplacé sur l’île d’Yeu, se renseignant sur les horaires du ferry assurant la liaison avec le continent. L’opération est décidée. Un mois plus tard, ➤

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA ; KEYSTONE-FRANCE/GAMMA

**L'ultime inhumation du Maréchal, le 12 mars 1973. En bas, Hubert Massol, le chef du "commando", interrogé par la presse en 1973.**

le 16 février, une commerçante d'Étréchy (Essonne), Solange Boche, se rend sur l'île avec une camionnette de location qu'elle laisse sur place, les clés dans la boîte à gants, avant de repartir par le ferry. C'est ce véhicule qui doit servir au transport du Maréchal jusqu'à Verdun.

L'opération est prévue dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19 février, deux jours avant l'anniversaire du début de la bataille de Verdun (21 février 1916). Pour l'assister, Massol a recruté un "commando" de cinq personnes : deux ex-légionnaires, un ancien parachutiste nommé Pierre Garau et son père, ainsi qu'un artisan funéraire chargé d'ouvrir et de refermer la tombe, Michel Dumas.

Le 18 février, les six hommes débarquent sur l'île par le ferry, puis s'installent à l'*Hôtel des Voyageurs*, où logeait naguère la maréchale Pétain et dont le patron est resté fidèle à la mémoire de l'ancien chef de l'État français.

Vers 2 heures du matin, les six hommes quittent l'hôtel et se dirigent à bord de la camionnette vers le cimetière, où ils pénètrent moteur et feux éteints (la gendarmerie surplombe le lieu). Ils ouvrent le tombeau avec une barre à mine, en sortent la bière, très bien conservée, et la portent dans le véhicule. Puis Dumas rebouche avec du papier journal le trou provoqué par la barre à mine et refait les joints, tandis que ses camarades nettoient les abords ; et tous retournent à l'hôtel. Où ils débouchent le champagne !

À 4 heures du matin, la camionnette est embarquée sur le ferry pour regagner le port de Fromentine. Une première étape est prévue à une trentaine de kilomètres, au château de la Vérie, dont le propriétaire, ancien député de la Vendée et ex-délégué départemental à l'information sous Vichy, avait, selon Massol, accepté d'accueillir le petit groupe (ce que l'intéressé niera). Mais il est absent. Trois pré-

## PAS DE PROCÈS POUR LE "COMMANDO"

**Après avoir brièvement séjourné à la prison de la Santé, les auteurs de l'enlèvement de la bière du maréchal Pétain furent inculpés le 24 février 1973 et… libérés le jour même. Leur procès, dont l'avocat Tixier-Vignancour, cerveau de l'opération, aurait voulu faire une tribune, n'aura jamais lieu, et les faits seront amnistiés après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, en 1974. Y. K.**

cieuses heures sont perdues à l'attendre. Le "commando" reprend la route et, vers midi, s'arrête pour déjeuner dans une auberge, où il apprend par la radio que l'enlèvement a été découvert. Il devient dès lors illusoire d'atteindre Douaumont. La camionnette et son chargement funèbre gagnent donc Paris, où Massol fait symboliquement… descendre les Champs-Élysées au Maréchal. Avant de cacher le cercueil dans un box, à Saint-Ouen…

### Quand le cercueil du Maréchal descend les Champs-Élysées

Les autorités, cependant, ne sont pas restées inactives. Après avoir pensé à une opération montée depuis l'Espagne franquiste, les policiers retrouvent la trace de la camionnette et remontent la piste jusqu'à Solange Boche. Après elle, Pierre Garau et Michel Dumas sont eux aussi arrêtés. Tixier-Vignancour, lui-même surveillé, reçoit la visite de Me Jacques Isorni, ancien avocat de Pétain, qui lui enjoint de mettre un terme à la cavale.

Le 21 février, après avoir rencontré Tixier, Massol improvise en fin d'après-midi une conférence de presse dans un café de l'avenue de la Grande-Armée. Affirmant que le président de l'Alliance républicaine *« ignorait tout de ce projet »*, il en revendique *« l'entière responsabilité »* et propose de révéler où se trouve la dépouille du Maréchal si Georges Pompidou, alors président de la République, s'engage par écrit à la faire transférer, d'abord aux Invalides, puis à Verdun. Arrêté à l'issue de la réunion, il accepte finalement de conduire les policiers à la cache de Saint-Ouen, en présence de journalistes et de photographes.

L'aventure prend fin dans la nuit du 21 au 22 février. Le cercueil est transporté en l'église de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, où il est recouvert d'un drapeau tricolore et veillé par une vingtaine de gendarmes en grande tenue. Ramené le lendemain à l'île d'Yeu par hélicoptère, il y est de nouveau inhumé en présence du préfet de la Vendée, du procureur de la République, du juge d'instruction et d'anciens combattants. À cette occasion, Pompidou fait déposer une gerbe de fleurs sur la tombe.

Commentant cette affaire insolite, Tixier-Vignancour écrivit à l'artisan funéraire, Michel Dumas: *« Vous avez offert au vainqueur de Verdun trois jours de permission! »* ●

## QUAND DE GAULLE, POMPIDOU, GISCARD ET MITTERRAND FLEURISSAIENT SA TOMBE…

**En mai 1966, 30 associations d'anciens combattants ont rédigé une pétition demandant le transfert des cendres de Pétain à Douaumont. L'année suivante, de Gaulle lui-même avait jugé qu'il faudrait *« un jour transférer les restes du Maréchal à Verdun »*. Les trois premiers présidents de la Ve République, de Gaulle, Pompidou et Giscard, firent fleurir la tombe de Pétain: en novembre 1968, en 1973 après l'enlèvement du cercueil, et en novembre 1978. Dernier chef de l'État à avoir honoré sa tombe, Mitterrand renouvela ce geste de 1984 à 1992, avant d'y renoncer devant les protestations d'associations de résistants. Y. K.**

## LES DISCRETS MUSÉES DU MARÉCHAL

**Chef du "commando" ayant enlevé la dépouille de Pétain, Hubert Massol, aujourd'hui âgé de 86 ans, a été président de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain (ADMP) de 2009 à 2020. Créée sous la présidence d'honneur du général Weygand en 1951, l'ADMP a rassemblé par le passé plusieurs personnalités, dont d'anciens résistants, tel le colonel Rémy. Elle est devenue propriétaire de la maison natale de Pétain à Cauchy-à-la-Tour (Pas-de-Calais), ainsi que de l'appartement que l'ex-chef de l'État français occupait dans l'ancien *Hôtel du Parc*, à Vichy. Saccagée à la Libération, cette suite de 80 mètres carrés, longtemps restée en l'état, a été l'objet de travaux de rénovation. Le grand bureau du Maréchal est demeuré intact. La chambre, en revanche, a été transformée en salle de travail, meublée d'une table et d'une longue bibliothèque abritant essais et documents historiques. L'ADMP a en outre acquis nombre d'objets ayant appartenu à Pétain, tel, en 2009, son ancien cabinet de travail, acheté au cours d'une vente aux enchères à Saint-Dié (Vosges). L'association a aussi acquis, pour 23 000 euros, un lot de meubles, dont un bureau en acajou et cuir vert aux pieds ornés de bronze, un fauteuil et deux bibliothèques — ensemble qui avait été réquisitionné par l'État français. Devenus des musées privés, ces lieux peuvent être visités sur demande. Y. K.**

# Pierre Goldman, le braqueur héraut de la gauche

**Condamné, puis acquitté en 1976 pour l'assassinat de deux pharmaciennes, avant d'être lui-même abattu dans des conditions mystérieuses, l'ex-activiste et guérillero bénéficie toujours du statut d'icône à gauche. En dépit de nombreuses zones d'ombres...**

Par Arnaud Folch

22 décembre 1969, 20 heures, boulevard Richard-Lenoir, à Paris. Raymond Trocard, 60 ans, entre dans la pharmacie du numéro 6. Vision d'horreur : Simone Delaunay, 57 ans, la pharmacienne, et sa jeune préparatrice, Jeanine Aubert, 26 ans, sont tenus en joue par un homme qui les menace avec un pistolet. *« Toi aussi, par là ! »* lui lance l'agresseur, très nerveux, en le poussant avec son arme.

Mais le client ne se laisse pas faire. *« T'es le roi des c..., tu vas te faire prendre toute de suite »*, lui dit-il avant de lui tendre une pièce de 5 francs : *« C'est tout ce que j'ai, c'est la fin du mois... »* Furieux, le braqueur fait feu à bout portant. M. Trocard est atteint à la tête et s'effondre. Juste avant de perdre connaissance, il entend les deux femmes hurler *« Non ! »*, puis un autre coup de feu... C'est à cet instant qu'un gardien de la paix hors-service et sans

AFP

**Pierre Goldman (au centre), en 1976, lors de son second procès.**

arme, Gérard Quinet, 27 ans, entre à son tour dans la pharmacie. Aussitôt, l'agresseur le menace à son tour : *«Ne bouge pas ou je te tue!»* Mais le jeune policier parvient à lui saisir le bras. L'homme se dégage, et prend la fuite dans la rue. Où il est à nouveau ceinturé par le jeune gardien. Tous deux luttent au sol. *«Encore une fois l'homme brise l'étreinte, se relève d'un bond, sort un second pistolet et tire à bout portant sur Quinet qui s'effondre»*, relate alors *Valeurs actuelles*, au sujet de ce fait divers qui va prendre, très rapidement, une tournure politique…

Car l'homme arrêté quatre mois plus tard n'est autre que l'activiste d'extrême-gauche et *«combattant anticolonialiste»* Pierre Goldman, 25 ans. En plus de trois autres braquages à Paris (sans effusion de sang) dans les jours qui ont précédés et suivis celui du boulevard Richard-Lenoir, lui est imputé cet assassinat des deux pharmaciennes – que l'on retrouvera mortes dans l'arrière-boutique –, ainsi que les blessures occasionnées au policier et à M. Trocard – lequel s'en sortira avec de lourdes séquelles. Mais si Goldman avoue les trois premiers hold-up, il nie en revanche le carnage du 19 décembre…

## "Che Guevara à la française"

Né à Lyon en 1944, celui qui deviendra le héraut de la gauche est tombé dès son plus jeune âge dans la marmite rouge. Ses parents Alter et Janine, juifs polonais réfugiés en France, ont été membres de l'organisation résistante communiste FTP-MOI (Francs-tireurs partisans-Main d'œuvre immigrée), puis adhérent du PCF. Surnommée *«la passionaria juive»*, Janine sera même soupçonnée d'espionnage, la contraignant à s'exiler dans son pays natal en 1948. Le demi-frère de Pierre, Jean-Jacques, le futur chanteur, qui lui consacrera sa chanson *Puisque tu pars* en 1987, est issu du second mariage de leur père.

Pierre Goldman sera de tous les combats de la gauche de l'époque. À 15 ans, en 1959, il adhère aux Jeunesses communistes (JC), en pointe contre la guerre d'Algérie (1954-1962). C'est du local de la section PCF de Montrouge (Hauts-de-Seine), qu'il suivra en direct, en avril 1961, le putsch des généraux…

Plus les années passent, plus il fait figure d'"enragé". En 1962, il rejoint le Front universitaire antifasciste (FUA) d'Alain Krivine (1941-2022), où il réclame en vain l'exécution de militants OAS. Goldman adhère ensuite à l'Union des étudiants communistes (UEC), dont il est bientôt élu au comité national, ainsi qu'à la très gauchiste Unef (Union nationale des étudiants de France). Partout où il passe, ce féru de karaté et de stages de combats prend la tête des services d'ordre, où il se fait un nom – au point, en 1965, d'être recruté par l'équipe de Mitterrand afin de "sécuriser" les collages d'affiche de sa première campagne présidentielle…

Refusant l'année suivante d'effectuer son service militaire, Goldman, fiché comme déserteur, se réfugie huit mois en Pologne chez sa mère. Puis, peu après être rentré clandestinement en France, vivant caché ➤

**"Sans son livre, il n'y aurait pas eu de cassation du premier procès."**
*Me Georges Kiejman*

SP/MOONSHAKER

chez ses “camarades”, il prend en juin 1967 la direction de Cuba. Objet de ce périple : sa participation, comme membre dirigeant de l’Unef, à la “Conférence tricontinentale” organisée par Fidel Castro, réunissant des centaines de représentants de pays du tiers-monde et de responsables gauchistes occidentaux. C’est à cette occasion qu’il se liera avec les indépendantistes de Guadeloupe, dont nous retrouverons plusieurs acteurs au moment de sa série de hold-up à Paris.

Toujours recherché par la police française pour désertion, il ne prendra pas part aux événements de mai 1968, mais embarque pour le Venezuela, où il rejoint les maquis procommunistes. Cet épisode de 14 mois se solde par un lourd échec : les paysans refusent de se rallier aux rebelles, lesquels doivent procéder à des braquages (déjà !) pour subvenir à leurs besoins. Il n’empêche : de retour en France le 1er octobre 1969, grâce à de faux papiers vénézuéliens, Goldman est désormais auréolé du statut de *«Che Guevara à la française»*.

**Alibi fragile, témoin décédé, pression des médias…**

En réalité, comme l’écrit le site d’enquêtes *extérieur-jour.com*, l’homme est alors *«amer, déprimé, déboussolé et démuni»*. Renouant avec les milieux d’extrême-gauche, y compris l’ultra-violente Gauche prolétarienne (maoïste), il affirme vouloir kidnapper le psychanalyste Jacques Lacan, le polémiste Jean-Edern-Hallier…

C’est alors, surtout, que Goldman décide, comme au Venezuela, de se lancer dans une série de hold-up. Combien au total ? Nul ne le sait. Une certitude : c’est bien lui, comme il l’avouera, qui est l’auteur, avec ses complices guadeloupéens, de trois braquages commis à Paris entre le début décembre 1969 et la mi-janvier 1970 : une pharmacie rue Ernest et Henri Rousselle (XIIIe arrondissement, 2500 francs) ; un magasin de vêtements rue Tronchet (VIIIe, 23000 francs) ; un agent payeur des allocations familiales passage Ramey (XVIIIe, 8000 euros). Au cours du premier, son pistolet est braqué sur le ventre du pharmacien ; durant le troisième, l’agent est frappé à la tête avec son arme.

**7**

**C'est le nombre d'années passées par Goldman en prison (6 ans et 7 mois) entre son arrestation (avril 1970) et sa libération (octobre 1976). Soit seulement un peu plus que la moitié de sa peine (12 ans) lors du second procès.**

Ariel Worthalter, dans le film "Le Procès Goldman", de Cédric Khan (2023)

Arrêté à la suite d'une dénonciation anonyme, Goldman, dénué d'alibi probant et reconnu *«formellement»* par cinq témoins, plus le policier et le client blessés, est condamné le 14 décembre 1974 à la prison à perpétuité pour les trois hold-up et le double meurtre. Après avoir été soutenu tout au long de son procès par l'intelligentsia de gauche, de Simone Signoret à Jean-Paul Sartre en passant par *Le Monde* et *Libération*, Goldman, dès lors, n'aura de cesse, comme ses influents amis, de dénoncer une *«condamnation politique»* et de réclamer un second procès.

Celui-ci s'ouvre à Amiens le 26 avril 1976. Et le verdict, cette fois, lui sera favorable : reconnu coupable des trois braquages, mais innocenté pour le double crime, il écope de douze ans de prison. Hurlements de joie dans la salle d'audience, défilés de "victoire" dans la rue…

C'est peu dire pourtant que ce second jugement est loin de faire l'unanimité. Son alibi, fourni par un témoin guadeloupéen ayant changé de versions à plusieurs reprises, est extrêmement fragile. M. Trocard, le client blessé, est mort entretemps… Son principal avocat, Me Georges Kiejman, futur ministre de la Justice de Mitterrand (1990-1991), ne s'y est du reste pas trompé, axant tout entière sa stratégie, non sur l'innocence de Goldman, mais sur les contradictions, six ans après, de certains témoignages l'accablant. Au moment des faits, plusieurs d'entre eux ont ainsi décrit un *«mulâtre»* alors, insiste Kiejman, que l'accusé, certes de peau très mate, est de type *«méditerranéen»*…

Mais c'est d'abord la formidable mobilisation des "peoples" qui fera basculer le verdict. Entre les deux procès, Goldman a en effet pris de l'envergure, parvenant à s'imposer dans l'opinion comme une figure de la gauche révolutionnaire victime de l'acharnement du pouvoir. Écrit en prison sur les conseils de l'écrivain Jean Genet, lui-même ancien "taulard", son livre *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France* (Le Seuil, 1975) rencontre un large écho (60 000 exemplaires vendus) : 280 pages où le détenu démonte son premier procès et se livre sur sa judéité, son parcours militant, sa détestation de *«l'ordre bourgeois»* et du *«racisme des policiers ordinaires»* – *«les Allemands ils auraient dû te foutre au four! Y'a pas assez de youpins qui ont cramés! Pourriture de youde!»*, lui aurait ainsi lancé l'un d'eux.

## Un étrange roman à clé

Ce livre va devenir le bréviaire du comité "Justice pour Pierre Goldman", où se presse, derrière Sartre et Signoret, déjà cités, tout ce que la France des années 1970 compte d'artistes et d'"intellectuels" de gauche : Montand, Costa-Gavras, Sagan, Reggiani, Juliette Gréco, etc. Jusqu'à Françoise Giroud, la très "gauche caviar" ministre de la Culture, qui interviendra auprès du président Giscard d'Estaing en faveur de Goldman, ou encore Maxime Le Forestier, qui en fera en 1975 le héros de sa chanson *La vie d'un homme* :

*Je crie à ceux qui se reposent,*
*A ceux qui bientôt t'oublieront.*
*La vie d'un homme est peu de chose,*
*Et Pierre la passe en prison…*

Une de “Rouge”, le journal de la LCR, à la mort de Goldman. À droite, Signoret et Montand à ses obsèques.

DR ; ZUMA/ABACA

Interrogé, Mitterrand affirmera, lui aussi, *«ne pas croire»* à sa culpabilité. *«Sans ce livre, et ses retombées, il n’y aurait probablement pas eu de cassation du premier procès»*, reconnaîtra Kiejman peu avant sa mort dans *Libération*. Ajoutant que l’ouvrage avait eu également des répercussions sur le verdict lui-même, puisque *«les jurés l’avaient tous lu»*.

Libéré de prison dès octobre 1976, Goldman va être accueilli à bras ouverts par tous ses réseaux. Journaliste au *Nouvel Observateur* (devenu *L’Obs*) et à *Libération*, il est nommé au comité de rédaction de la revue de Sartre *Les Temps modernes*, puis directeur de collection des éditions Ramsay, tout en dirigeant un… club de salsa dans le très “branché” quartier Latin.

## Assassinat mystère

Cette “belle vie” prendra fin trois ans plus tard, le 20 septembre 1979, avec son assassinat par arme à feu. Demeuré mystérieux, celui-ci a eu lieu en plein jour et en pleine rue, non loin de son domicile, dans le XIII$^{e}$ arrondissement. Le meurtre sera revendiqué par le groupe “Honneur de la police”, ayant déjà signé, en 1978, l’assassinat d’Henri Curiel, l’ex-chef des porteurs de valises du FLN, ainsi, en mai 1979, que le plastiquage de la voiture d’un dirigeant de la CGT. Mais d’hier à aujourd’hui, zéro preuve, zéro arrestation… Reste que Goldman mort, et dans de telles circonstances, la légende du *«Che Guevara à la française»* va prendre encore de l’ampleur : plus de 10000 personnes se presseront à son enterrement au Père Lachaise.

Au cours de ses dernières années d’homme libre, Goldman avait pourtant déjà eu l’occasion de laisser percer auprès de ses “amis” la vraie nature de sa personnalité et de ses ambivalences (au mieux). Publié dès 1977, son roman à clé *L’Ordinaire Mésaventure d’Archibald Rapoport* (Julliard), racontant un personnage qui lui ressemble et commet une série d’assassinats, provoque troubles et colère dans son entourage. Mais pas touche à l’icône ! À *Libé* comme au *Nouvel Obs*, l’ancien braqueur se montre de même ingérable et agressif, provoquant plusieurs bagarres. Un bruit court : au cours d’une soirée, il aurait glissé à l’oreille de Kiejman : *«On les a bien eus!»* (propos démentis par l’avocat).

Interrogé par *extérieur-jour.com*, il n’est pas jusqu’à Cédric Kahn, réalisateur complaisant du *Procès Goldman* (2023), à s’interroger sur son innocence dans le meurtre des pharmaciennes, émettant l’hypothèse que *«la France s’est refusé à condamner un Juif qui était peut-être coupable»*… *«Il me semble que la grande œuvre de Goldman, c’est son acquittement, dont le livre est le catalyseur*, dit-il. *La gauche de l’époque s’est emballée pour cet ouvrage, a organisé des comités de soutien, ce qui a créé un contexte très particulier au second procès.»*

Particulièrement sévère, surtout, est le jugement de l’ancien guérillero, ami et soutien de Goldman, Régis Debray dans son autobiographie *Les Masques* (Gallimard, 1992) : *«Quand on s’est rêvé Manouchian, on ne peut se voir affubler la peau d’un petit malfrat butant deux pharmaciennes pour piquer dans la caisse* […]. *Quant à l’*intelligentsia […], poursuit-il, *rien de plus aisé que de la faire marcher comme un seul homme quand on est derrière les barreaux et qu’on a un brin de plume.»* Motif : cette *intelligentsia*, *«se sent tellement coupable de ses mains blanches qu’un faux innocent aux mains sales fera toujours un martyr adorable !»* ●

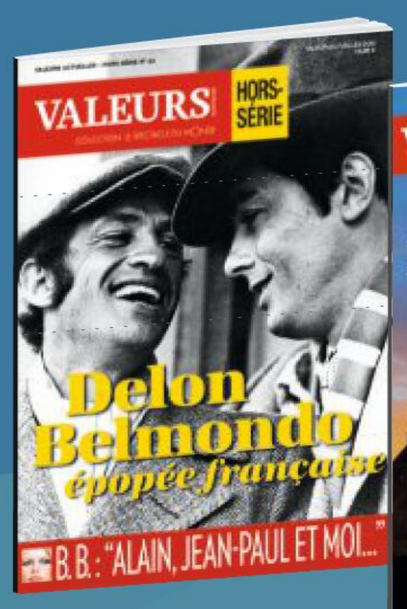
**“L’intelligentsia : rien de plus aisé que de la faire marcher !”**

*Régis Debray*

# COMMANDEZ LES HORS-SÉRIES DE VALEURS ACTUELLES
# VERSION PAPIER OU DIGITALE SUR
# boutique.valeursactuelles.com

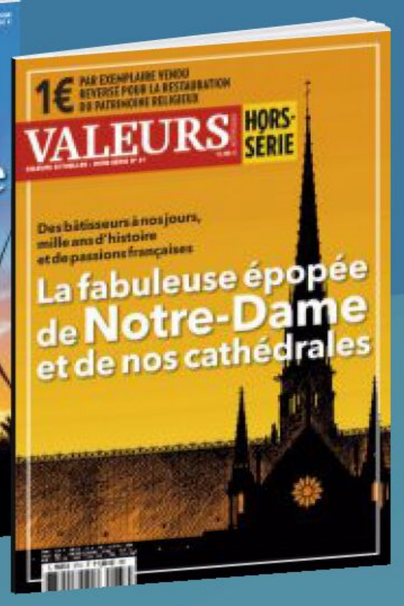
N° 36

Chaque trimestre, 132 pages d'enquêtes et de documents consacrés à un seul dossier : histoire, culture, faits de société…




N° 22

N° 32




N° 37

**DÉJÀ PARUS :**

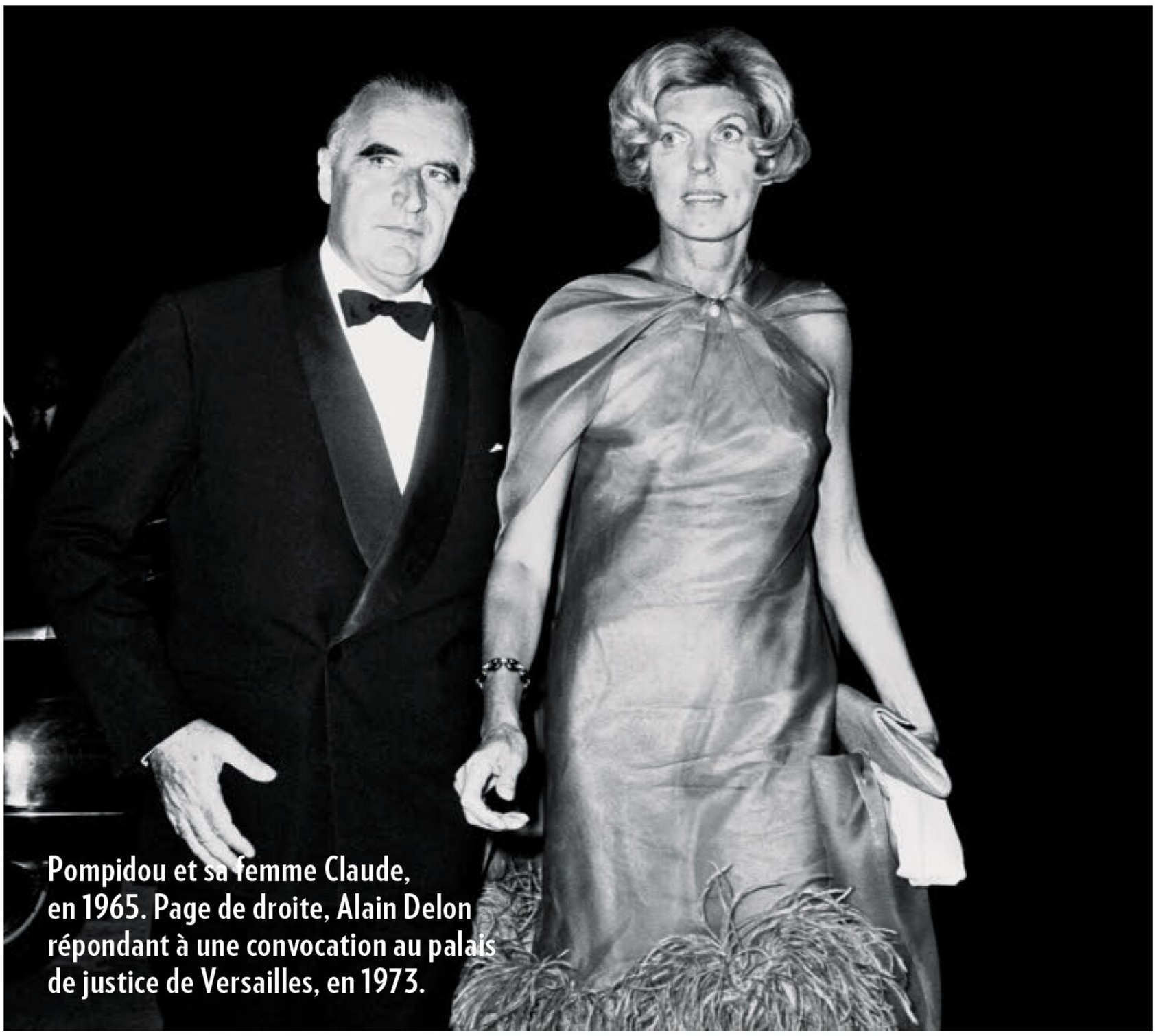
**VA Collection :**

1. Les mystères de Marie **10,90 €**
13. Les mystères de Noël **7,90 €**
15. De Gaulle-Pétain, histoires secrètes **9,90 €**
16. Nos ancêtres les Français **9,90 €**
17. Nos soldats ces héros **9,90 €**
18. Le roman noir de la Révolution **9,90 €**
19. La France d'Audiard **9,90 €**
20. La disparition de Jacques Chirac **7,90 €**
21. Algérie française, les vérités interdites **10,90 €**
22. Delon-Belmondo, épopée française **10,90 €**
23. Les dossiers noirs du communisme **10,90 €**
24. La langue française **10,90 €**
25. Le goût de la France **10,90 €**
26. Le roman vrai de la France **10,90 €**
27. La légende du Tour **10,90 €**
28. Les écrivains maudits **10,90 €**
29. Chrétiens d'Orient et d'ailleurs **10,90 €**
30. Guerre d'Algérie, les derniers secrets **10,90 €**
31. Russie-Ukraine, l'histoire tragique sous nos yeux **10,90 €**
32. Ressusciter le patrimoine français **10,90 €**
33. Les Moines, il était une foi **10,90 €**
34. L'histoire interdite, vol. 1 **10,90 €**
35. L'Âge d'or du rire français **10,90 €**
36. Les derniers secrets des dictateurs **11,90 €**
37. Notre-Dame de Paris **11,90 €**
38. L'histoire interdite, vol. 2 **11,90 €**

**VA hors-série :**

1. Les secrets de la Bible **7,90 €**
2. Les secrets du Vatican **7,90 €**
4. Les secrets de Versailles **7,90 €**
5. Les secrets de la Terre sainte **7,90 €**
6. Les secrets de la Police **9,90 €**
7. La France mystérieuse **9,90 €**
8. Les secrets des océans **9,90 €**
9. Les maîtres de l'art sacré **9,90 €**
10. Les secrets de l'Élysée **9,90 €**
11. Les secrets des îles **9,90 €**
12. Les secrets de la Russie **9,90 €**

Hors-séries vendus dans la limite des stocks disponibles.



Pompidou et sa femme Claude, en 1965. Page de droite, Alain Delon répondant à une convocation au palais de justice de Versailles, en 1973.

AFP

# Affaire Markovic : sexe, manips et politique

**Retour sur l'une des plus retentissantes affaires criminelles de la Ve République, qui vaudra à Alain Delon d'être placé en garde à vue. Et au futur président Pompidou d'être victime des pires rumeurs...**

Par Arnaud Folch

1er octobre 1968. Le jour se lève sur la petite commune d'Élancourt (Yvelines). Un ferrailleur gare sa fourgonnette devant la décharge publique du lieu-dit La Cavée-du-Roi. Soudain, celui-ci aperçoit un "paquet" resté coincé par la végétation à quelques mètres du fond. Il l'ouvre. Vision d'horreur : dans une housse, le corps en voie de putréfaction d'un homme au visage défoncé !

Ce qui a débuté comme un banal fait divers va devenir l'une des affaires les plus retentissantes de l'après-guerre : huit ans d'instruction, 500 000 pages de cotes judiciaires, des dizaines de personnes auditionnées, dont une pléiade de truands et de stars. Avec, pour couronner le tout, l'implication d'un futur président de la République, de sa femme, et de tout, ou presque, de ce que le pouvoir gaulliste finissant agite d'hommes de pouvoir et d'hommes de main...

Le corps est en effet aussitôt identifié par ses empreintes digitales : Stefan Markovic, 31 ans, ancien secrétaire et garde du corps d'Alain Delon. Les deux

KEYSTONE-FRANCE - GAMMA-RAPHO

hommes sont restés si liés que ce Yougoslave au lourd passé judiciaire vivait à demeure chez l'acteur, dans son hôtel particulier de l'avenue de Messine, à Paris (VIII[e]). Selon le médecin légiste, Markovic a été abattu d'*« une balle de 6,35 millimètres tirée dans la nuque »*. Le crime remonterait à la nuit du 22 septembre, date à laquelle il a été aperçu une dernière fois à 19 heures, sortant de chez Delon pour s'engouffrer dans un taxi. Interrogé pour la première fois par les enquêteurs le 8 octobre, durant le tournage du film *La Piscine*, l'acteur assume en bloc cette sulfureuse amitié, comme il le fera plus tard dans *L'Express*: *« Stefan*, dit-il, *était avant tout mon ami.* [...] *Je l'ai sorti de prison* [...]. *J'ai eu peur qu'il retourne à la Santé, alors je lui ai trouvé du travail, un logement... »* L'acteur nie en revanche toute implication dans ce scénario tragique, avec lequel il n'a, répète-t-il, *« strictement rien à voir »*.

Chargé du dossier, le SRPJ de Versailles reste cependant d'autant plus sur sa piste qu'il dispose de trois lettres rédigées par Markovic, qui, toutes, accablent Delon. Ainsi de ce courrier adressé à son frère Alexandre le 20 septembre, deux jours avant son assassinat: *« Si quelque chose "m'arrivait"*, écrit-il, [...] *cela ne peut être qu'un coup monté. Qui? Je te cite les coupables: la famille dans laquelle je vis et certainement AD* (initiales d'Alain Delon, NDLR) » — lequel est décrit comme *« un homme faible d'esprit et malade* [...] *qui se soumet à toute personne dont le caractère est plus fort que le sien »*.

Autre *« responsable »* cité par Markovic: *« François Marc-Antony, Corse boiteux, gangster, etc. »* Il s'agit, en réalité, de François Marcantoni, 48 ans, dit "Monsieur François", un ex-caïd du milieu, officiellement retraité, vivant à 34 kilomètres de la décharge d'Élancourt. Delon et le truand, devenus proches, ont lié connaissance en 1953, par le biais du frère de Marcantoni, tenancier d'un bar à Toulon où le jeune Alain, alors militaire, avait ses habitudes.

Selon Emmanuel Haymann, auteur d'*Alain Delon, splendeur et mystères d'une superstar* (Favre, 1998), se noue aussitôt entre les deux hommes *« une fascination réciproque »*: *« Delon*

**1,5**

**C'est, en tonnes, le poids du dossier de l'affaire Markovic, conservé depuis 1976 dans les coffres-forts du tribunal de Versailles.**

**Pompidou et de Gaulle à l'Élysée. L'absence de soutien du second dans l'affaire Markovic poussera le premier à s'émanciper.**

*rêvait sa vie dans les récits de mauvais garçons et le truand trouvait dans cet adolescent la même impatience inquiète qui l'avait tenaillé naguère. »* Depuis sa sortie de prison pour un hold-up, en 1959, Marcantoni a repris contact avec Delon, devenu acteur, et les deux hommes se fréquentent assidûment. "Monsieur François" est *« mon ami, et il le restera quoi qu'il advienne »*, confirme la star dans *Le Nouvel Observateur* (devenu *L'Obs*). Soupçonné de complicité d'assassinat, le truand sera incarcéré onze mois. Selon les rumeurs circulant alors, Delon, jaloux de la relation qu'entretenait sa femme Nathalie avec Markovic, l'aurait fait liquider *via* un comparse de Marcantoni…

### Photomontage de la femme de Pompidou dans une "partie fine"

Très vite, pourtant, l'affaire va prendre une autre dimension avec l'entrée en scène de Georges Pompidou, ancien Premier ministre du général de Gaulle (avril 1962-juin 1968) et grand favori pour lui succéder. Les perquisitions menées dans la chambre du garde du corps assassiné font apparaître carnets annotés et photos compromettantes. Pour les enquêteurs, pas de doute: Markovic organisait des "parties fines" avant de se livrer au chantage sur certains participants. Au début, nulle connexion avec la politique. C'est le show-biz seul qui est cité. En plus de l'acteur, auditionné à plusieurs reprises, et même gardé à vue le 25 janvier 1969, un véritable défilé de stars est convoqué par la police: Mireille Darc, Nicoletta, Sylvie Vartan, Marie Laforêt, Guy Béart, Jean-Pierre Melville…

> **"Personne n'ose vous le dire: la femme dont tout le monde parle, c'est votre épouse."**
>
> *Jean-Luc Javal, collaborateur de Pompidou, l'informant en novembre 1968.*

Mais ce n'est rien à côté de la véritable "bombe" que livre *Le Figaro*: en plus de ces derniers serait en effet impliquée *« la femme d'un ancien membre du gouvernement »*. Claude Pompidou, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, a été notamment mise en cause par un certain Boris Akov, voyou yougoslave ami de Markovic, entendu le 30 octobre par les enquêteurs alors qu'il purgeait une peine pour vol et détention d'armes. Avant de se rétracter un an plus tard, celui-ci atteste, sur procès-verbal, de sa participation à plusieurs *« partouzes »* dont son acolyte et lui prenaient de discrets clichés.

Et de citer l'une de ces soirées à Montfort-l'Amaury (Yvelines), où il dit avoir aperçu *« une femme blonde de 40 à 45 ans, de grande taille, au nez prononcé »*. Au petit matin, Markovic le prend par le bras: *« Tu dis rien. La grande blonde, c'est Madame Premier ministre! »*

Bien que sujet à caution, le témoignage fait mouche en raison des liens étroits, là encore, qu'entretient le couple Pompidou avec Delon — en compagnie duquel l'ancien Premier ministre a notamment participé à plusieurs parties de poker. Mais alors que les noms de Claude et Georges Pompidou circulent déjà sous le manteau, ce dernier n'est au courant de rien. Bien qu'immédiatement alertés, ni Maurice Couve de Murville, son successeur à Matignon, ni Raymond Marcellin, le ministre de l'Intérieur, ni René Capitant, le garde des Sceaux, qui s'esclaffe en apprenant la nouvelle, n'ont daigné le prévenir. Le premier, chef de file des gaullistes historiques, et le dernier, patron des gaullistes de gauche, sont, il est vrai, unis dans la même détestation de Pompidou, partageant le même intérêt à laisser se propager la rumeur. Explication signée Roger Faligot et Jean Guisnel dans *Histoire secrète de la Ve République* (La Découverte, 2006): *« Les gaullistes historiques lui reprochent d'avoir passé l'Occupation à enseigner* […] *et les gaullistes de gauche lui en veulent* […] *de ne pas croire au dogme gaullien de la participation. Les frères ennemis sont donc d'accord pour chasser l'intrus. »*

Dans l'ombre, réseaux et hommes de main s'agitent contre le "faux héritier" du Général. Proche de Charles Pasqua, à l'époque dirigeant du SAC (la "police parallèle" gaulliste), le futur préfet Jean-Charles Marchiani, alors agent du SDECE (l'ancêtre de la DGSE), se montre particulièrement actif. Alors qu'il s'agit de montages grossiers, il verse officiellement au dossier des *« photos libertines »* fournies par une *« informatrice »*. Dont l'une, citée par Jean-Pax Méfret dans *La Sale Affaire Markovic* (Pygmalion, 2007), représente le Yougoslave au côté de *« la femme de l'ancien Premier ministre »*.

Ce n'est qu'à la mi-novembre 1968 que Pompidou est enfin informé. *« Il faut que vous sachiez quelque chose que personne n'ose vous dire: la femme dont tout le monde parle, c'est votre épouse »*, lui avoue l'un de ses collaborateurs. *« On imagine mes réactions, elles furent violentes,* témoignera Pompidou

REPORTERS ASSOCIÉS/GAMMA-RAPHO

dans son livre posthume *Pour rétablir une vérité* (Flammarion, 1982). *Je ne pensais qu'à ma femme, j'imaginais son drame et, je l'avoue, je craignais le pire.* » L'après-midi même, il réunit sa garde rapprochée, dont Marie-France Garaud et Michel Jobert. Le temps presse d'autant plus que ses adversaires

**“Ainsi le Général qui connaissait ma femme n'avait pas tout balayé d'un revers de main…”**

*Georges Pompidou*

font circuler un nouvel élément “à charge” contre le couple : leur maison de campagne d'Orvilliers n'est située qu'à 33 kilomètres de la décharge d'Élancourt, et à 16 de Goussainville, où vit Marcantoni. Suffisant selon certains, écrit Emmanuel Haymann, pour bâtir le scénario suivant : *« Delon a tué Markovic chez les Pompidou, et les trois ont demandé à Marcantoni de se débarrasser du corps. »*

## Réunion de crise avec Marie-France Garaud et Michel Jobert

Grâce à sa combativité, mais aussi à l'invraisemblance de certains témoignages et documents, l'ancien Premier ministre sera lavé de tout soupçon. Mais il n'oubliera jamais ceux qui *« lui ont manqué »*, et dont les noms figureront dans un petit carnet toujours présent dans sa poche. De même ne pardonnera-t-il pas à de Gaulle son long silence et ses interrogations. Le Général consentira certes à le recevoir à deux reprises, puis à inviter le couple à dîner afin de lui marquer son soutien. Trop tard, et surtout trop peu, pour Pompidou, qui en dressera l'amer constat : *« Ainsi le Général lui-même, qui connaissait ma femme depuis si longtemps, n'avait pas tout balayé d'un revers de main… »*

Pompidou en profitera pour s'émanciper. Début 1969, à Rome, puis à Genève, il brise la sacro-sainte “omerta” sur la succession de De Gaulle (dont le mandat doit prendre fin en 1972). *« Je serai candidat à une élection à la présidence de la République lorsqu'il y en aura une »*, annonce-t-il ainsi dans la capitale italienne. Puis, le chef de l'État ayant démissionné après la victoire du “non” au référendum sur la décentralisation (27 avril 1969), Pompidou sera élu haut la main la même année lors du scrutin anticipé de juin.

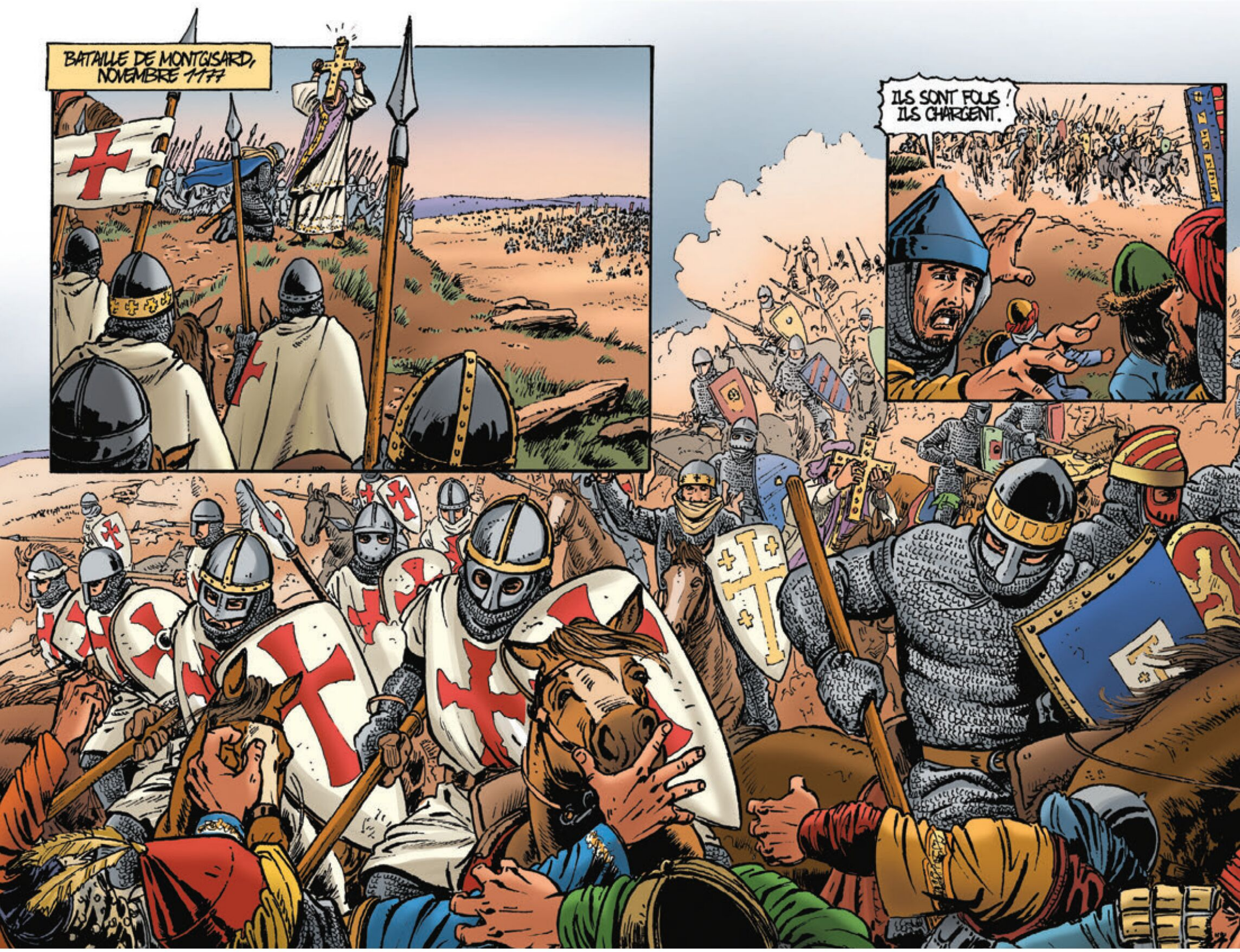
Delon ne subira pas davantage de contrecoup de l'affaire Markovic sur le cours de sa carrière. Reste un mystère, jamais éclairci. Selon Marcantoni, décédé depuis, *« il n'y a que trois personnes qui connaissent la vérité : Dieu, moi, et Delon »*. ●

# De l'autre côté du miroir

Les ex-résistants du FN ; la vérité sur les croisades ;
le vrai bilan de Louis XVI ; Lyautey, l'ami des colonies ;
Mermoz, le Croix-de-Feu ; les SAS en Algérie...

Meeting du Front national à la Mutualité, en 1972, année de sa création. Au micro, Jean-Marie Le Pen.

COTTE XYZ/SIPA

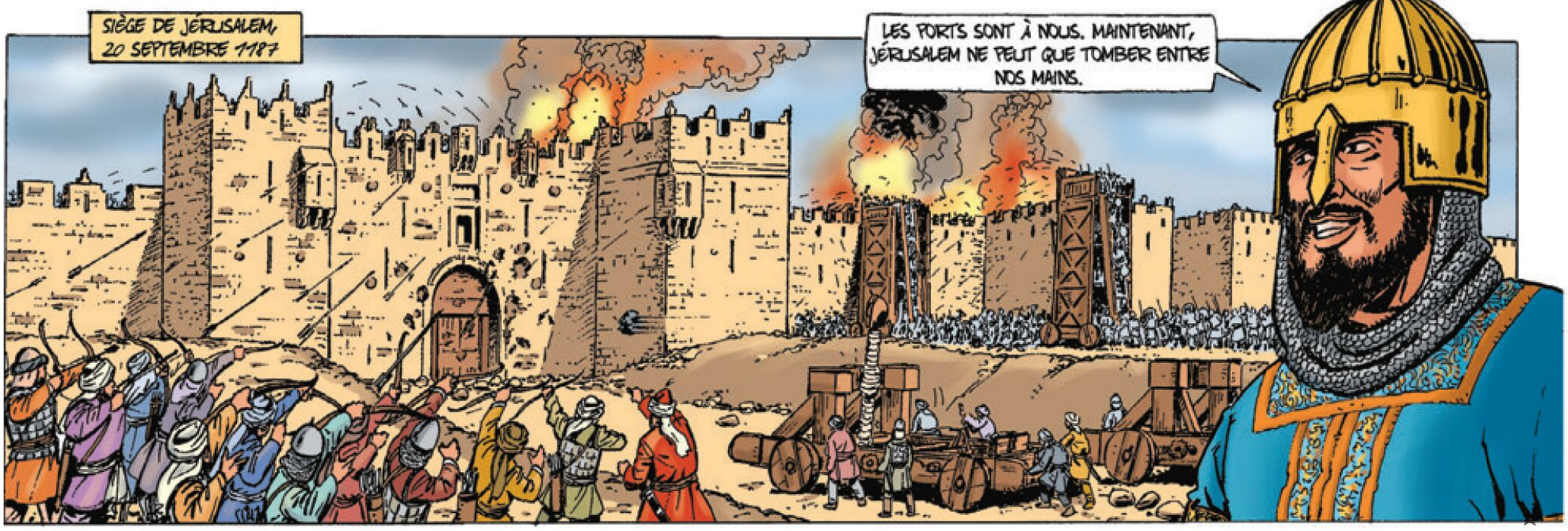



# La gloire des croisades

**Si les croisades (1096-1270), certes non exemptes d'exactions, sont aujourd'hui dénigrées, elles ont pourtant constitué une contre-offensive chrétienne à la conquête ottomane. Retour sur une formidable épopée.**

## Par Éric Letty, dessins de Guillaume Berteloot (éditions du Triomphe)

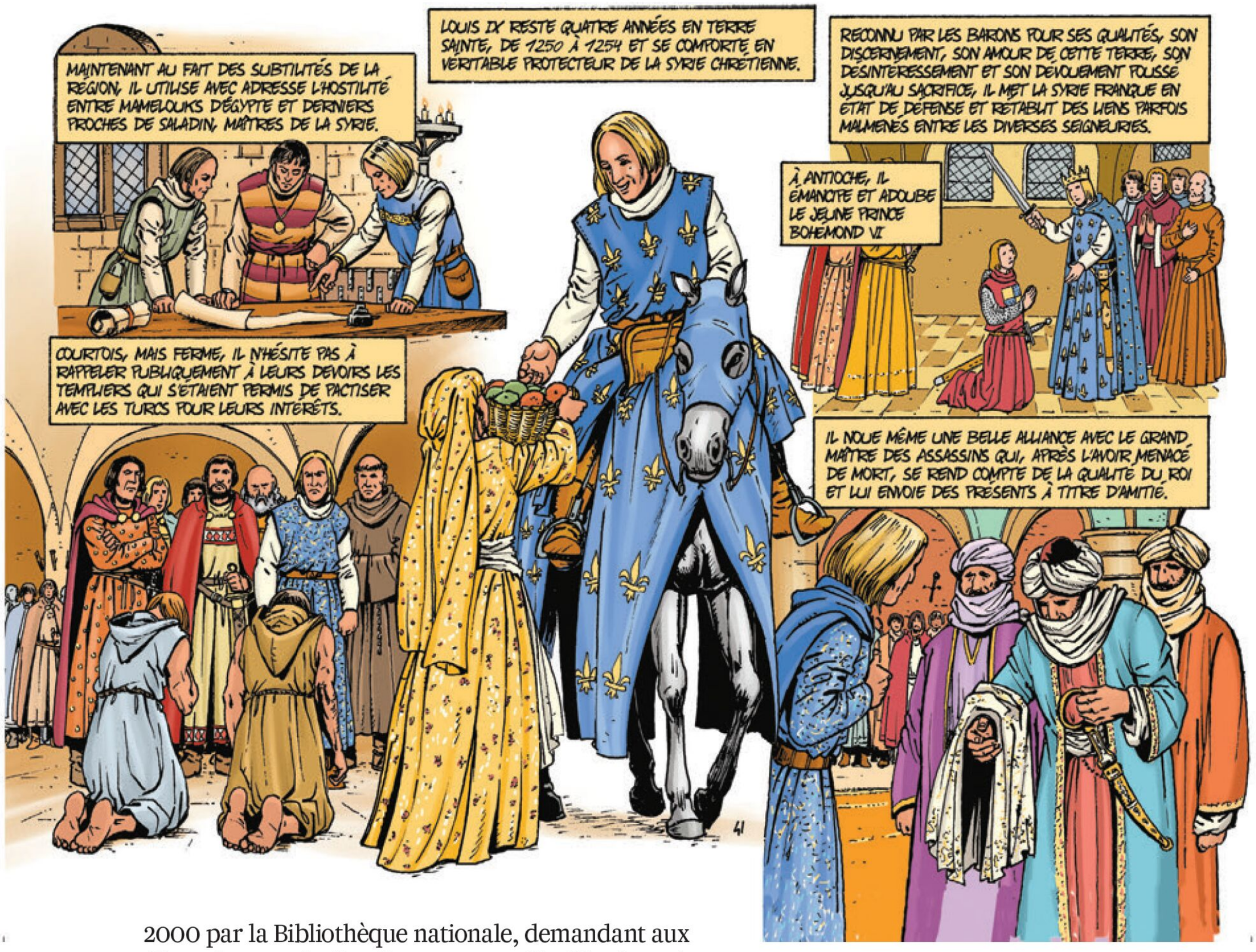
Dans les années 1950, les croisades étaient présentées aux élèves français comme de *« grandes expéditions, entreprises par les chrétiens d'Europe pour libérer Jérusalem et le tombeau du Christ du joug des musulmans »* (*Moyen Âge*, par Henri-Xavier Arquillière, manuel pour les classes de cinquième). Depuis, le ton a changé. Dans son livre *Historiquement correct* (Fayard, 2011) Jean Sévillia mentionne ainsi un *« dossier pédagogique »* publié au début des années




## JÉRUSALEM, VILLE SAINTE ET DISPUTÉE

**Enlevée en 1078 aux Égyptiens par les Turcs seldjoukides, qui interdisent les pèlerinages chrétiens, reprise par les Fatimides d'Égypte en août 1098, Jérusalem est conquise le 15 juin 1099 par les croisés, qui en font la capitale du royaume franc. Le pieux Godefroy de Bouillon prend le titre d'avoué du Saint-Sépulcre pour ne pas ceindre une couronne d'or là où le Christ avait porté une couronne d'épines.**

**Reprise le 20 septembre 1187 par Saladin après sa victoire à Hattîn, Jérusalem est restituée en 1229, par le traité de Jaffa, à Frédéric II Hohenstaufen, empereur d'Allemagne et roi de Jérusalem; il se couronne au Saint-Sépulcre puis rentre en Europe. Mais le 23 août 1244 les Turcs khwârezmiens s'emparent de la Ville sainte et massacrent sa population. Après leur départ, les Égyptiens s'y réinstallent. É. L.**




2000 par la Bibliothèque nationale, demandant aux élèves de seconde d'expliquer *« en quoi le djihad représente une réponse des musulmans aux violences des croisades et un devoir religieux »*. Le grand médiéviste Jacques Heers jugeait pourtant erroné ce *« parallèle entre ces grands mouvements d'un peuple chrétien, entre ces pèlerinages de foules populaires encadrés par des forces armées, et la guerre sainte des musulmans »* (*L'Histoire assassinée*, Éditions de Paris, 2006). En effet, à l'inverse du djihad musulman, ces pèlerinages (le Moyen Âge ne parlait pas de *« croisades »*) ne visaient pas à assurer la victoire universelle d'une religion par les armes, mais se limitaient à un objectif précis: soustraire à l'islam les lieux saints du christianisme.

## MONTGISARD, LA GLOIRE DU JEUNE ROI LÉPREUX

**En 1177, le comte de Flandres Philippe d'Alsace, récemment débarqué en Orient, emmène le gros des forces franques guerroyer en Syrie. Saladin en profite pour ravager la Palestine, laissée sans défenseurs. Mais le 25 novembre, le jeune roi lépreux de Jérusalem Baudouin IV, âgé de 17 ans, chevauchant avec quatre cents chevaliers derrière la relique de la Vraie Croix, surprend et met en déroute l'armée égyptienne, forte de vingt-six mille hommes. *« Soudain surgirent les escadrons des Francs, agiles comme des loups, aboyant comme des chiens; ils chargèrent en masse, ardents comme la flamme; Les Musulmans lâchèrent pied »*, rapporte l'auteur syrien du *Livre des deux jardins*. É. L.**

En 1936, l'historien d'art Louis Gillet remarquait dans *La Cathédrale vivante* que la cathédrale gothique *« est la contemporaine de la croisade, qu'elles sont liées l'une à l'autre dans le temps et le sentiment »*. C'est la même foi, en effet, associée à l'idée de guerre juste, qui pousse alors à partir les "soldats du Christ" au cri de *« Dieu le veut! »* Pauvres gens ou grands seigneurs, ceux qui prennent la route de Jérusalem, abandonnant leur univers familier et leurs biens pour affronter les risques et les souffrances du voyage et de la guerre, espèrent obtenir la rémission de leurs péchés: *« lutter pour délivrer le Saint-Sépulcre c'est mériter, si l'on meurt en état de grâce, la palme du martyre »*, rappelle le médiéviste Michel Balard.

Cet élan mystique s'inscrit dans un contexte géopolitique de retour offensif de l'islam, porté au XIe siècle par les conquêtes des Turcs seldjoukides, qui ravagent l'Arménie chrétienne et infligent à l'armée byzantine, le 19 août 1071 à Mantzikert, une défaite considérée par l'historien René Grousset comme l'*« un des pires désastres de l'histoire européenne »* (*L'Épopée des croisades*, Plon, 1939). L'Europe elle-même est menacée: en 1087, le sultan Mélik-châh trempe symboliquement son sabre dans les eaux de la Méditerranée. Le pape Urbain II en est conscient lorsque, le 27 novembre 1095, au concile de Clermont, il appelle la chrétienté aux armes. Ce pape français s'adresse d'abord aux chevaliers français du Midi, dont certains ont déjà participé

# De Nicée à la mort de Saint Louis, huit croisades en 175 ans

**De l'appel du pape Urbain II à libérer le tombeau du Christ, en 1095, à la mort de Saint Louis à Tunis, en 1270, huit grandes croisades se sont succédé. Revue de détail.**

■ **Première croisade (1096-1099)** Elle s'empare de Nicée en juin 1097, défait le sultan seldjoukide Qilidj Arslan à la bataille de Dorylée, enlève Édesse, Antioche, Tortose, Jaffa, Ramla, et Jérusalem le 15 juillet 1099. Ainsi sont fondés les premiers États latins d'Orient : le comté d'Édesse et la principauté d'Antioche en 1098, le royaume de Jérusalem en 1099. Le comté de Tripoli sera créé en 1109.

■ **Deuxième croisade (1147-1149)** Lancée par l'empereur d'Allemagne Conrad III et le roi de France Louis VII, c'est la reprise d'Édesse en 1144 par les Turcs de l'émir turc d'Alep, Zengi, qui la suscite. Ses troupes écrasent le premier, le 26 octobre 1147 à Dorylée, et infligent de lourdes pertes au second dans les gorges de Pisidie. Avant de se rembarquer, les deux souverains croisés commettent l'erreur d'attaquer l'émirat de Damas, allié naturel des Francs contre le nouvel émir d'Alep, Nûr ad-Dîn.

■ **Troisième croisade (1188-1192)** Après la conquête de Jérusalem par le sultan Saladin en octobre 1187, elle réunit l'empereur du Saint Empire romain germanique Frédéric Barberousse, le roi d'Angleterre Richard Cœur de Lion et le roi de France Philippe Auguste. Frédéric bat les Turcs à Qonya mais se noie dans le fleuve Sélef et son armée se dissout.
Les Français et les Anglais rejoignent devant Acre le roi de Jérusalem Guy de Lusignan et prennent la ville le 13 juillet 1191.
Philippe Auguste rentre en France. Richard Cœur de Lion bat l'armée de Saladin le 7 septembre 1191 à Arsuf, puis le 5 août 1192 devant Jaffa. Il quitte l'Orient en octobre 1192, après avoir obtenu la restitution des villes côtières et la liberté pour les chrétiens de se rendre en pèlerinage aux Lieux saints.

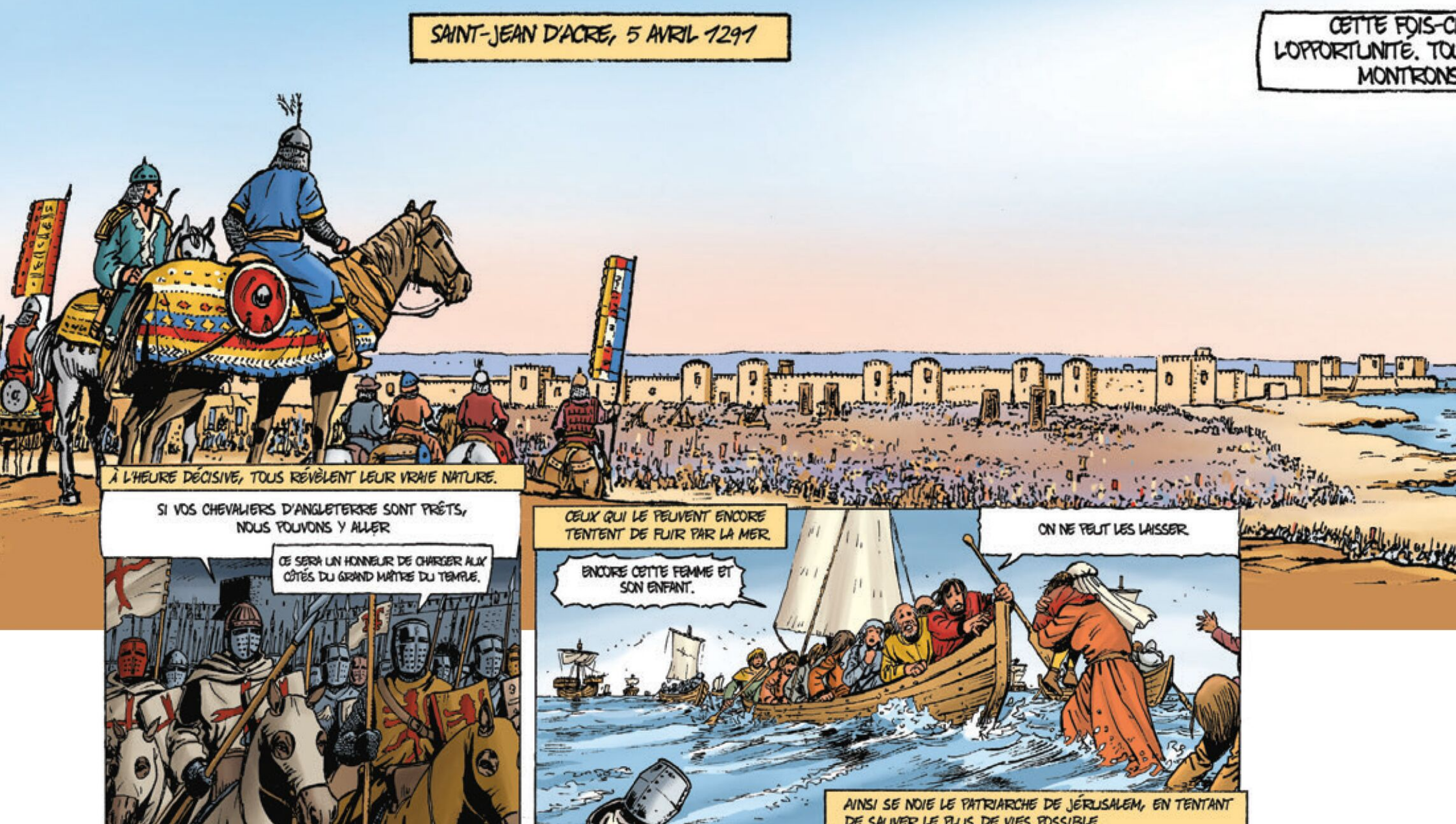
■ **Quatrième croisade (1202-1204)** Elle détruit la ville chrétienne de Zara, en Dalmatie, puis incendie et pille Constantinople.

■ **Cinquième croisade (1217-1221)** Damiette est assiégée. Le sultan d'Égypte, al-Kâmil, propose de restituer Jérusalem si les Francs lèvent le siège mais Pélage, légat du pape, refuse et marche sur Le Caire en juin 1221. Arrêtée par la crue du Nil, cernée par les Égyptiens, l'armée franque capitule le 30 août.

■ **Sixième croisade (1228-1229)** Elle est conduite par Frédéric II Hohenstaufen, empereur du Saint Empire et roi de Jérusalem. Ce chrétien sceptique et islamophile conclut avec le sultan d'Égypte un traité qui restitue sans combat Jérusalem aux Francs ; mais, excommunié par le pape Grégoire IX, il se heurte à l'hostilité de l'Église, des Templiers et Hospitaliers, ainsi que des barons syriens. Il rembarque pour l'Europe le 1er mai 1229.

■ **Septième croisade (1248-1254)** Préparée par le roi de France Louis IX, elle débarque le 4 juin 1249 devant Damiette et remporte sur les mamelouks une coûteuse victoire à Mansoura, le 8 février 1250. Décimée par une épidémie, l'armée capitule en avril. Libéré contre une forte rançon, Saint Louis reste quatre ans à Saint-Jean-d'Acre. Il y réorganise la Syrie franque, dont il fortifie les principales villes, réconcilie les chrétiens arméniens de Cilicie avec les Francs et, par un jeu diplomatique, obtient des Turcs la libération des captifs. Il rentre en France le 24 avril 1254.

■ **Huitième croisade (1270)** Après la prise de plusieurs places franques (dont Antioche) par le sultan turc d'Égypte Baybars, Saint Louis prépare cette huitième croisade et débarque devant Tunis, avant de mourir de la peste le 25 août 1270. **É. L.**

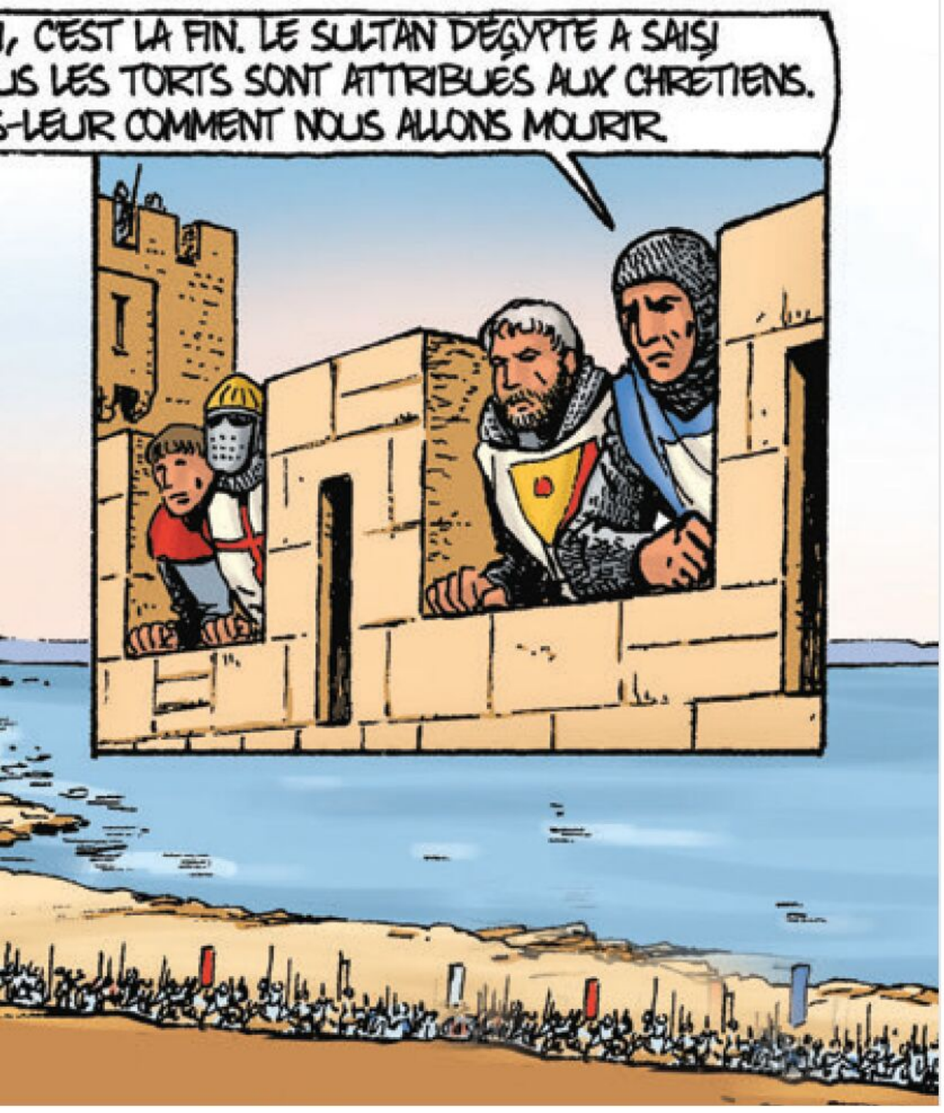



à la Reconquista en cours en Espagne. Ce sont eux qui fourniront les gros contingents des croisés, que les musulmans appelleront bientôt les *« Francs »*.

Ce ne sont pourtant pas les chevaliers qui partent les premiers, mais les gens du peuple. Français, Lorrains, Rhénans prennent la route derrière le prêtre Pierre l'Ermite et le chevalier Gautier Sans Avoir. *« Chacun délaissait sa maison, sa vigne, son patrimoine, les vendait à bas prix et partait joyeux. Des pauvres ferraient leurs bœufs comme des chevaux et les attelaient à des chariots sur lesquels ils mettaient quelques provisions et leurs petits enfants, qu'ils traînaient ainsi à leur suite; et ces petits enfants, aussitôt qu'ils apercevaient un château ou une ville, s'empressaient de demander si c'était là Jérusalem vers laquelle ils marchaient »*, écrit Guibert de Nogent (1050-1125). Des criminels se mêlant à eux, des bandes se livrent à des pogroms en Allemagne, malgré les efforts des évêques pour protéger les juifs. La troupe indisciplinée de Pierre l'Ermite saccage Semlin, en Hongrie, pille Belgrade, est défaite à Nish par l'armée byzantine, avant de parvenir à Constantinople. Son odyssée prend fin le 21 octobre 1096 près de Nicée, où les Turcs massacrent plus de vingt mille pèlerins.

Après celle-ci, huit grandes croisades se succèdent de 1096 à 1270 *(lire page précédente)*. Organisées par des princes ou des barons, elles comprennent aussi de nombreux non-combattants, mais sont encadrées par des gens de guerre, sergents et chevaliers. Ces renforts venus d'Europe ne suffisent pas à remédier à l'insuffisance des effectifs chrétiens par rapport aux musulmans. Dans ce contexte, les ordres militaires créés en Terre sainte, Hospitaliers et Templiers, constituent une force armée permanente aisément mobilisable.

Ces croisés ne sont pas des saints. À côté du désintéressement, de l'esprit de sacrifice et de l'héroïsme, l'ambition, le calcul et la cupidité suscitent parmi eux des dissensions et rivalités qui profitent à leurs ennemis, avec des conséquences tragiques. Ainsi les intrigues de Guy de Lusignan pour devenir roi de




Jérusalem, avec l'appui du grand maître du Temple, Gérard de Ridefort, et du prince d'Antioche Renaud de Châtillon, aboutissent-elles à la sanglante défaite de Hattîn, le 4 juillet 1187, où presque toute la chevalerie franque est tuée ou capturée, livrant les États latins à Saladin qui s'empare de Jérusalem le 2 octobre suivant.

Ces drames ne doivent cependant pas faire oublier les pages glorieuses de l'épopée franque, faits d'armes qui font de leurs auteurs les héritiers des héros des chansons de geste: Baudouin IV à Montgisard *(lire encadré page 78)*; Conrad de Montferrat à Tyr, refusant de livrer la ville contre la libération de son propre père, que Saladin lui proposait; Richard Cœur de Lion devant Jaffa, tenant tête avec deux mille hommes seulement à l'armée du sultan kurde et taillant dans la masse des Turcs à grands coups d'épée, si couvert de flèches, raconte l'auteur de *L'Épopée d'Ambroise*, *« qu'on eût dit un hérisson »*; ou encore Saint Louis, tel que Joinville le dépeint dans la bataille: *« Jamais je ne vis si beau chevalier. Il paraissait au-dessus de tous ses gens, les dépassant des épaules, un heaume doré sur la tête, une épée d'Allemagne à la main. »*

Il est toujours hasardeux de porter un jugement manichéen en histoire, y compris sur les croisades. Le massacre de la population arabe et juive de Jérusalem par les croisés, le 15 juillet 1099 est, certes, une tache sanglante sur un fait d'armes glorieux; mais le massacre de la population franque par les Turcs khwarizmiens lors de la reprise de la Ville sainte, le 23 août 1244, ou celui des Francs de Tripoli, le 26 avril 1289, ne sont pas moins atroces. De même, l'égorgement de trois mille prisonniers turcs à Acre, le 20 août 1191, sur l'ordre de Richard Cœur de Lion, est une tuerie odieuse — à laquelle Saladin réplique par l'exécution de captifs francs; mais, ravageant la Palestine en 1177, le grand sultan kurde lui-même, qui jouit pourtant d'une réputation de magnanimité, fait décapiter sans état d'âme les prisonniers qui encombrent son armée. Les horreurs de la guerre ne sont pas à sens unique.

## La forteresse des Templiers minée par les Turcs

Au cours de leur présence au Levant, qui s'étend sur presque deux siècles, les Francs tissent aussi des relations pacifiées avec les Orientaux. Des mariages sont conclus entre des Francs et des chrétiennes arméniennes, comme celui de Baudouin I^er^ avec la fille du seigneur de Marash. Les Francs nés en Orient, appelés "poulains", possèdent une identité propre, locale, qui les oppose aux croisés fraîchement arrivés. Des alliances et parfois des amitiés se nouent entre Francs et Sarrasins. Ainsi, le roi de Jérusalem, Foulque, secourt-il le vizir de Damas, Ounour, menacé par l'atabeg d'Alep, Zengi. À Jérusalem, des Templiers défendent l'émir Ousama, ambassadeur d'Ounour, contre un croisé récemment débarqué qui veut l'empêcher de faire ses prières coraniques: *« C'est un étranger, il ne connaît pas ce pays! »*, s'excusent les chevaliers moines. Richard Cœur de Lion va jusqu'à proposer à Saladin la constitution d'un royaume franco-musulman en Palestine, et envisage même un moment de donner pour épouse au sultan sa propre sœur!

La geste des Francs en Orient se termine en mai 1291 dans le sang de la population de Saint-Jean-d'Acre massacrée par les mamelouks, les pleurs des femmes et des enfants emmenés en esclavage, et par les derniers exploits des Templiers et des Hospitaliers. Résistant à toutes les attaques, la forteresse du Temple, minée par les Turcs, s'effondre le 28 mai, ensevelissant, avec ses derniers défenseurs, deux mille assaillants. Malgré cette fin, les croisades auront différé l'assaut des Turcs contre l'Europe et, selon René Grousset, retardé de trois siècles et demi la chute de Constantinople. En outre, Chypre reste chrétienne et le demeurera jusqu'en 1571, année où la victoire navale de Lépante mettra un coup d'arrêt à l'expansion ottomane. ●

**"Soudain surgirent les Francs, agiles comme des loups, ardents comme la flamme..."**

Le Livre des deux jardins

*Illustrations issues d'"Avec les croisés", tome I, Des origines à l'an 1162; tome II, De l'an 1162 à la fin des États latins, de Guillaume Berteloot et Michel de Peyret, Éditions du Triomphe, 48 pages, 16,90 € chacun.*

# Louis XVI, le roi réhabilité

**Présenté à tort comme un homme faible, il n'aura eu, face à la Révolution, d'autre but que celui d'éviter la répression, les crimes et les massacres. Plaçant, sa vie durant, le royaume et son peuple au-dessus de tout.**

Par Éric Letty

Malheur au vaincu! De son vivant comme après sa mort, peu de souverains ont été aussi mal jugés que Louis XVI. Les historiens ont souvent dépeint un roi plein de bonne volonté, mais indécis et soumis à l'influence de son épouse. La vérité est tout autre.

Sous la direction de son gouverneur, le comte de La Vauguyon, le jeune prince a bénéficié d'une solide instruction: à raison de sept heures par jour, il étudie l'histoire, la géographie, les mathématiques, la physique, le latin, les langues, la morale et le droit public. Doté d'une grande force physique, il apprend l'escrime, l'équitation, et suit bientôt son grand-père Louis XV à la chasse, activité qui le passionnera toujours.

Devenu roi, il approfondit encore ses connaissances par de nombreuses lectures, dort peu, se lève à 8 heures et travaille souvent jusqu'à 2 ou 3 heures du matin. Il s'intéresse aux sciences et aux techniques nouvelles, se passionne pour ce qui a trait à la marine et aux explorations, dispose d'un laboratoire de physique, peint, dessine et s'adonne à la cartographie. En 1774, ce tour d'esprit scientifique, joint à l'esprit de dévouement, le conduit, avec ses frères les comtes de Provence et d'Artois, à se faire inoculer le virus de la variole. Objectif: inciter ses sujets à se faire eux aussi "vacciner" contre cette maladie, qui a emporté son grand-père.

Très tôt, son précepteur a décelé chez lui une tendance à l'opiniâtreté et à l'indépendance qui contredit sa réputation de faiblesse. La reine elle-même avouera n'avoir aucune influence sur son mari. « *Je ne m'aveugle pas sur mon crédit, je sais que, surtout pour la politique, je n'ai pas grand ascendant sur l'esprit du roi* », écrit-elle à son frère, l'empereur d'Autriche. Ses ministres non plus ne le gouvernent pas à leur guise ; Louis XVI n'aime pas qu'on lui force la main. Au début de son règne, son conseiller Maurepas doit utiliser toute sa rouerie pour manœuvrer ce roi de 20 ans et l'amener, de connivence avec le duc d'Orléans, à rappeler les anciens parlements — mesure aux conséquences catastrophiques.

**90%**

**C'est la part, à la fin du règne de Louis XVI, des paysans français propriétaires de leurs terres. Une proportion inouïe pour l'époque.**

Pour y parvenir, Maurepas compte sur le grand sens de la justice du roi et sur sa conception de la monarchie. Louis XVI a lu Montesquieu et plus encore Fénelon. En 1766, il a d'ailleurs composé — à 11 ans! — des *Maximes morales et politiques* tirées du *Télémaque* sur la science des rois et le bonheur des peuples. Or, le *Télémaque* de Fénelon critique l'absolutisme et le droit divin.

Toutefois, Louis XVI n'aime pas les encyclopédistes. À une époque où le déisme et l'athéisme se portent bien dans les salons, il assiste quotidiennement à la messe et souvent aux vêpres. Sans être dévot (il s'attire les critiques d'une partie du clergé en donnant un statut aux protestants en 1787 et en préparant l'émancipation des juifs), il mérite le titre de Très-Chrétien conféré au roi de France, sacré à Reims. Au siècle des Lumières, il ne "brille" donc ➤

Louis XVI par Redon.

## DE L'AUTRE CÔTÉ DU MIROIR

pas selon les canons de l'époque. Peu expansif, voire secret, il passe pour renfermé, certains voulant voir dans sa retenue le signe d'une imbécillité. Contrairement à la reine, qui perd au jeu des sommes considérables, lui ne joue pas. À un courtisan qui l'interroge, il répond: *« Je conçois que vous jouiez gros jeu, vous jouez de l'argent qui vous appartient; moi, je jouerais l'argent des autres. »*

### Soutien à la guerre d'indépendance américaine contre les Anglais

Sous l'impulsion du roi, féru de politique étrangère, la France, devenue sous son règne le pays le plus riche du monde *(lire encadré page de droite)*, retrouve son prestige au cœur de l'Europe. Louis XVI s'oppose aux ambitions continentales de son beau-frère, Joseph II, et soutient les colons américains insurgés contre l'Angleterre. De tous les rois de France, Louis XVI est probablement celui qui a pris le plus grand soin de la marine, préparant lui-même, notamment, l'expédition de La Pérouse, qui lève l'ancre en 1785. *« Sa bibliothèque est remplie de récits de voyages, de cartes et de plans,* relate l'historien Éric Le Nabour. *Il ambitionne de donner à la France une place de choix dans ce grand mouvement d'exploration dont le développement pourrait servir la science autant que les intérêts commerciaux du royaume. »*

La marine royale met fin à la suprématie britannique sur les mers, et la paix signée en 1783 efface l'humiliation du traité de Paris imposé à Louis XV vingt ans plus tôt. En revanche, cette guerre en Amérique achève de ruiner l'État, déjà endetté à la fin du règne précédent, d'où de nouveaux impôts. Et c'est l'appel à la grève contre ces nouveaux impôts Le levés par le ministre des Finances Loménie de Brienne en 1787 qui va acculer le roi à convoquer les états généraux.

Rien, alors, n'est cependant encore perdu, et le roi compte sur le tiers état pour imposer sa politique. Mais, par le biais des sociétés de pensée, l'esprit des Lumières a gagné la bourgeoisie ; et les parlementaires, songeant avant tout à défendre leurs privilèges, apparaissent aux yeux de l'opinion publique comme les défenseurs de la liberté contre l'arbitraire

AKG-IMAGES/DE AGOSTINI/G. DAGLI ORTI

## ARMOIRE DE FER, L'ACCUSATION MENSONGÈRE

**20 novembre 1792. Le ministre de l'Intérieur Roland se présente à la Convention avec des liasses de documents prétendument retrouvés aux Tuileries *« derrière un panneau de lambris, dans un trou fermé par une porte de fer »*. Il affirme y avoir été conduit par un serrurier nommé Gamain, ayant aménagé cette cachette à la demande de Louis XVI. Au total 176 pièces qui, si elles ne prouvent pas la trahison du roi, nourrissent le complotisme ambiant. Dans leur livre *Enquête sur le procès du roi Louis XVI* (La Table-Ronde, 1982), Pierrette et Paul Girault de Coursac, analysant les déclarations de Roland, de Gamain et de l'architecte Heurtier, "présent" lors de la "découverte", y ont noté des incohérences. Ainsi, Heurtier affirme que Roland a porté les pièces à la Convention sitôt après leur découverte; mais alors, comment en connaissait-il le contenu? Et pour cacher des documents, pourquoi Louis XVI aurait-il fait appel à Gamain, membre du club des Jacobins? Enfin, si l'armoire était munie d'une "serrure de sûreté", pourquoi la clé servant à l'ouvrir ouvrait-elle aussi d'autres meubles? Les Girault de Coursac soupçonnent le serrurier d'avoir menti sur ce point, le commanditaire de l'armoire de fer étant non pas Louis XVI mais... le ministre accusateur, Roland. É. L.**

Paris, avant la Révolution.

## LA FRANCE, PAYS LE PLUS RICHE DU MONDE SOUS LOUIS XVI

**Avec 28 millions d'habitants au moment du déclenchement de la Révolution, notre pays, alors divisé en 40 "gouvernements", est le plus peuplé d'Occident. Il est aussi et surtout le plus riche du monde. Favorisé par les colonies, notre commerce extérieur, également à la première place mondiale, a quadruplé depuis la mort de Louis XIV. « *L'essor urbain est incontestable*, relève l'historien Jean Tulard*: 650000 habitants à Paris, 150000 à Lyon, 109000 à Marseille et autant à Bordeaux, que suivent Rouen, Nantes, Lille et Toulouse.* » En raison, principalement, de la participation à la guerre d'Indépendance américaine (1775-1783), les caisses de l'État sont vides, mais l'épargne est considérable. L'industrialisation naissante, notamment dans le domaine du textile, place le royaume au deuxième rang derrière l'Angleterre. Les flottes des deux pays rivalisent aussi, de même que dans le commerce et l'exploration. Le négoce et l'agriculture sont florissants, les disettes de plus en plus rares. Proportion inouïe en Europe, les paysans français sont à 90 % propriétaires de leurs terres. Presque tous savent lire. Un petit Français sur deux fréquente l'école du village. À la suite du démantèlement opéré sous la Révolution, il faudra attendre la seconde moitié du XIX^e^ siècle pour retrouver ces taux. É. L.**

royal. Les états généraux se proclament bientôt Assemblée constituante. Louis XVI va-t-il sévir? Seule capable d'assurer l'ordre, l'armée, gagnée par les "idées nouvelles", n'est pas sûre. « *La défection de l'armée n'est point une des causes de la Révolution: elle est la Révolution même* », constate Rivarol. Et le roi est surtout soucieux d'éviter une guerre civile, afin d'épargner les Français. Ses ordres viseront toujours à éviter l'effusion de sang, même lorsque son existence ou sa liberté sont menacées, comme lors des journées des 5 et 6 octobre 1789, où une foule armée investit Versailles et ramène à Paris la famille royale en brandissant sur des piques les têtes des gardes du corps. *Idem* le 20 juin 1792 lorsque l'émeute envahit les Tuileries et défile, deux heures durant, devant le roi. Dans ces circonstances périlleuses, Louis XVI fait preuve d'un courage exemplaire. Comme, plus tard, devant l'échafaud.

Le roi tente aussi d'éviter le conflit avec l'Autriche et les puissances étrangères, écrivant à ses frères: « *J'ai préféré la paix à la guerre, parce qu'elle m'a paru à la fois plus vertueuse et plus utile; je me suis réuni au peuple parce que c'était le seul moyen de le ramener, et entre deux systèmes j'ai préféré celui qui ne m'accusait ni devant mon peuple, ni devant ma conscience.* » Mais quand les Girondins parviennent à provoquer le conflit, loin de trahir la France comme le prétendront ses accusateurs, Louis XVI prépare les conditions matérielles de la victoire.

Il ne tente de s'évader de Paris en 1791 que lorsqu'il a le sentiment d'être prisonnier et que l'on attente à sa conscience de chrétien. Mais, même après l'arrestation de Varennes, les Français lui restent attachés. Au lendemain de l'émeute des Tuileries de 1792, 75 départements protestent auprès de l'Assemblée. Une pétition favorable au roi recueille 20000 signatures à Paris. Et lors de son procès, les Jacobins s'opposent à l'idée de consulter les Français sur le sort du roi, craignant que le "vrai peuple" ne le sauve. De même sera-t-il imposé un vote public des députés décidant ou non de sa mise à mort, afin de faire pression sur ceux, majoritaires, qui prévoyaient de voter "non". Une ultime manœuvre qui le condamnera au supplice final. ●

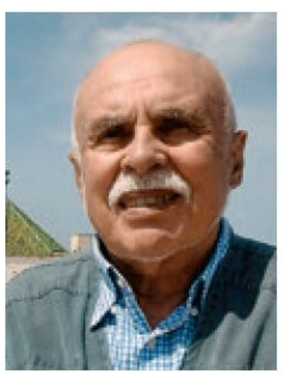
**"Je ne m'aveugle pas sur mon crédit, je sais que pour la politique, je n'ai pas grand ascendant sur l'esprit du roi."**

*Marie-Antoinette*

# “Lyautey, ce grand pacificateur”

**Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, ancien grand reporter au “Monde”, est l’auteur d’une dizaine d’essais sur l’islam et les pays du Sud, dont “Lettres marocaines et autres écrits du maréchal Hubert Lyautey”, consacré à ce grand officier colonial (1854-1934), premier résident général du protectorat français au Maroc. Entretien.**

Propos recueillis par Sabine Dusch



DR

**Dans l’histoire de la colonisation, Lyautey reste à part. Pourquoi?**
Sa devise était *« la joie de l’âme est dans l’action »*, et il a su l’appliquer avec autorité, sans se laisser intimider par les idéologues et les bureaucrates, agissant partout où il a œuvré — Indochine, Madagascar, Maroc — avec des résultats durables mais aussi avec panache et cette *« parcelle d’amour »* qu’il voulait inséparable de toute action. Lyautey n’est pas notre seule grande figure coloniale mais il a mieux résisté à la vague, du reste purement idéologique, d’anticolonialisme et de décolonialisme

Une tribu marocaine rebelle offre sa soumission au général Lyautey. Page de gauche, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

LOOK AND LEARN/BRIDGEMAN IMAGES

— vague qui ne faiblit pas et ne s'embarrasse jamais des faits. Lyautey, c'est le Maroc réinventé, une belle vitrine, surtout comparée à beaucoup d'autres États musulmans, à commencer par ceux qui n'ont pas été colonisés par des Européens comme l'Afghanistan et le Yémen, où règne une misère sanglante. Lyautey a aussi eu la chance d'être défendu par certains dirigeants marocains d'après l'indépendance, comme le roi Hassan II qui, recevant Philippe de Villiers, lui fit l'éloge de l'ex-résident général de France à Rabat, lequel avait su moderniser l'empire chérifien sans abîmer son âme; le monarque alaouite reprocha même aux Français de ne pas avoir conservé une assez haute idée de l'ancien proconsul…

## UN HÉROS FRANÇAIS

**Né à Nancy en 1854 et mort à Thorey (Lorraine, devenu Thorey-Lyautey) en 1934, Hubert Lyautey, officier de cavalerie, est envoyé en Algérie en 1880, où il apprend l'arabe et se passionne pour cette civilisation. En 1912, le sultan du Maroc, Moulay Hafid, signe le traité de protectorat avec la France: Lyautey devient le premier résident général de France au Maroc (1912-1925). Il redessine, entre autres, Rabat et Casablanca, en préservant les cœurs anciens des cités. Élevé au rang de maréchal de France en 1921, celui qui fut brièvement ministre de la Guerre durant la Première Guerre mondiale (décembre 1916-mars 1917) puis membre de l'Académie française (élu en 1920) souhaitait être enterré au Maroc, mais ses cendres furent rapatriées aux Invalides en 1961. À cette occasion, Charles de Gaulle dira: *« Colonisateur, c'est, je le cite, l'action constructive et bienfaisante au profit et avec l'aide des populations intéressées, le souci de les comprendre, le devoir de respecter leurs mœurs et leurs traditions. »* S. D.**

**Comment définiriez-vous la "pensée" de Lyautey?**
La grande idée de ce pacificateur qui osait se définir comme un "féodal" était de réparer et consolider les vieilles institutions locales plutôt que de les abattre; de gouverner par l'entremise des notables; de pacifier le pays par la politique de la "tache d'huile" plutôt que par les canons, même si ceux-ci furent également utilisés; d'apporter la sécurité, le commerce, la santé où ils avaient de longue date disparu. *« Un médecin vaut un bataillon! »*, répétait Lyautey. Toutes ces conceptions n'étaient pas sorties d'un seul coup du cerveau de ce militaire observant avec acribie l'évolution des sociétés de son temps, et ayant très tôt publié, dès 1891, *Le Rôle social de l'officier*, réédité jusqu'à nos jours car il reste utile. L'ensemble de ses réflexions coloniales fut édité en 1927 sous le titre *Paroles d'action*. Les Américains eux-mêmes s'avisèrent, mais un peu tard, de l'utilité des méthodes Lyautey pour l'Afghanistan… Ces méthodes sans aucun mépris (*« Les musulmans ne sont pas inférieurs, ils sont différents de nous »*) devaient toutefois trouver leurs limites sur le terrain, du vivant même de leur concepteur, car elles échouèrent dans le Rif espagnol face à l'islamo-nationaliste Abdelkrim… Le plébéien maréchal Pétain fut alors envoyé au Maroc, ce qui conduisit à la démission de l'aristocrate Lyautey en 1925. ➤

**Qu'est-ce que Lyautey a apporté au Maroc?**
Paix, stabilité et une certaine prospérité. Laissons un écrivain marocain de gauche, de la génération de l'indépendance, feu Mohamed Khair-Eddine, répondre dans son essai testament *Il était une fois un vieux couple heureux* (2007) : *« Le désordre cessa avec l'arrivée des Français. Après tout la France nous a apporté la tranquillité. Une paix sublime. Il serait idiot de ne pas reconnaître ses bienfaits, qui sont nombreux. Avant elle, il n'y avait aucune route dans le pays, aucune autorité non plus. Et pas la moindre sécurité. Il y a eu du changement depuis l'arrivée de la France. Ceux qui ne s'en rendent pas compte, ou qui ne veulent pas l'admettre, se leurrent! »*

**Que reste-t-il de Lyautey aujourd'hui?**
Des barrages, des routes, des villes, des ports, des hôtels (dont la fameuse Mamounia de Marrakech), une agriculture resplendissante, les phosphates du sous-sol judicieusement exploités et augmentés de ceux de l'ex-Sahara espagnol, récupéré par Hassan II grâce à Juan Carlos d'Espagne à la mort de Franco, en 1975. Cette politique d'équipement, lancée par Lyautey, a été méthodiquement et jusqu'à présent poursuivie par les souverains de l'indépendance. Mais là aussi, l'autodénigrement français a semé son venin. Le penseur Emmanuel Berl a donc pu écrire : *« Les Romains étaient fiers d'avoir détruit Carthage. Nous avons honte d'avoir fondé Casablanca! »* Sagement, Mohamed V, Hassan II et Mohamed VI ont continué la "méthode Lyautey", consistant à s'appuyer en priorité sur la moyenne bourgeoisie campagnarde, économe, pieuse et royaliste. *Le Fellah, soutien du Trône*, tel est le titre, qui dit tout, d'un essai capital de feu l'orientaliste français Rémy Leveau. Lyautey connaissait bien cette sociologie et notamment le rôle rural et urbain des confréries mahométanes, soutenant une dynastie remontant à Louis XIV et une royauté musulmane issue du prophète même de l'Islam. Dès lors, l'islamisme politique, type Frères musulmans, qui existe au Maroc comme dans tout l'Islam, a pu gouverner sans drame à Rabat durant dix ans, sous Mohamed VI. L'ombre de Lyautey s'estompe mais demeure.

**"La grande idée de Lyautey était de réparer et consolider les vieilles institutions plutôt que de les abattre."**

*Jean-Pierre Péroncel-Hugoz*



Statue du maréchal Lyautey à Casablanca.

TUUL AND BRUNO MORANDI/ALAMY STOCK PHOTO

**Quels sont mensonges anticolonialistes, parmi les plus répandus?**
Au Maroc par exemple, de dire que le terme "indigène" y était péjoratif, alors que Lyautey se proclamait lui-même partisan de l'indigénophilie, que ses détracteurs transformaient d'ailleurs en "indigénofolie"… Nulle part les colonisateurs français n'ont empêché les mariages mixtes. Dans les contrées islamisées, ce sont d'ailleurs les habitants qui, au nom de la charia, ont refusé et continuent de refuser, à notre époque, que les filles musulmanes épousent des non-mahométans, sauf s'ils se convertissent… S'il y a du racisme, il n'est pas chez nous. En Afrique du Sud, l'apartheid invoquait aussi des raisons religieuses, bibliques, pour interdire toute relation sexuelle entre Blancs et Noirs. En Indochine, où Lyautey avait commencé sa carrière outre-mer, aucun obstacle religieux n'existait, la fusion physique entre naturels et colons se passa le mieux du monde, comme l'écrit notamment Jean de La Guérivière dans son livre *Indochine, l'envoûtement*. ●

L'OEIL DE VA

# CHAQUE VENDREDI MATIN UNE NOUVELLE LETTRE HEBDOMADAIRE

PENSÉE POUR VOUS
FAIRE RÉFLÉCHIR
ET SOURIRE.
L'ACTUALITÉ Y SERA
TRAITÉE AVEC
LÉGÈRETÉ, UN CERTAIN
SECOND DEGRÉ, ET
SURTOUT,
UNE GRANDE LIBERTÉ.

INSCRIVEZ-VOUS
GRATUITEMENT
AVEC LE
LIEN CI-DESSOUS

3) Mr. Jean Gauthier, délégué des Jaunes 2) Mr. Vallot, directeur et maire de Moulaine 1) Mr. Charles Ardizzoni, directeur [illegible]mir

WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

# Quand les Jaunes défiaient la CGT

**Créé au début du XXe siècle, le syndicat jaune mènera pendant dix ans un combat sans relâche contre les "Rouges". Comptant, à son apogée, jusqu'à 100 000 adhérents !**

Par Arnaud Folch

Ironie du sort : c'est au très modéré Pierre Waldeck-Rousseau (1846-1904), alors président du Conseil, que l'on doit le lancement du syndicalisme jaune, situé aux antipodes de ses idées. C'est en effet lui, le 7 octobre 1889, à la suite d'une grève de la CGT chez le géant minier Schneider et Cie, au Creusot (Saône-et-Loire), qui autorisera la création de *« syndicats ouvriers à l'initiative de leur employeur »* (dits "syndicats patronaux"). Dès la fin du mois est donc créé le "Syndicat des corporations ouvrières du Creusot". Lequel sera suivi de nombreux autres, à Montceau-les-Mines, Gueugnon, Carmaux ou Belfort…

Étonnamment, là encore, la couleur jaune qui les distinguera bientôt est due à leur pire ennemie, la CGT (créée cinq ans plus tôt). À l'origine, une attaque de cette dernière, fin 1899, contre une réunion des "syndicalistes indépendants" de Montceau-les-Mines. Témoignage de Pierre Biétry, futur chef du mouvement, dans son livre *Le Socialisme et les Jaunes* (1906) : *« Quand nos amis assiégés furent débloqués, ceux-ci, n'ayant pas le choix des matériaux, remplacèrent les carreaux cassés par des feuilles de papier jaune* […]. *Les Rouges, par dérision, appelèrent le siège social : syndicat jaune. »*

**Groupe de syndicalistes "jaunes" de Lorraine. Ci-dessous, affichette du mouvement.**

Cette couleur mal-aimée, symbole de fourberie depuis le Moyen-Âge, les Jaunes vont même s'en parer. *« Invoquant l'exemple des "sans-culottes", des "communards" ou des "gueux", les Jaunes revendiquent hautement l'épithète injurieuse »*, explique Zeev Sternhell dans *La Droite révolutionnaire 1885-1914* (Le Seuil, 1978). D'un côté les "Rouges", de l'autre les "Jaunes"…

DR

## Cogestion et participation avant l'heure

Le terme est officiellement adopté en décembre 1901, avec la création de la Fédération nationale des Jaunes de France (FNJF). Un an plus tard, son premier congrès à Saint-Mandé (Val-de-Marne) réunit pas moins de 317 syndicats indépendants venus de toute la France.

Son premier président, Paul Lanoir (1863-1927), est un ex-membre du syndicat des chemins de fer, dont il a été exclu en raison de son hostilité à la grève générale. Mais sa réputation (avérée) de corrompu le fait rapidement remplacer par son second, Pierre Biétry (1872-1918). C'est cet ancien militant du Parti ouvrier français de Jules Guesde (1845-1918), puis secrétaire de la fédération socialiste du Doubs, qui va porter le mouvement à son sommet: plus de… 100 000 adhérents en 1906!

Objectif de la FNJF, tel que résumé par Biétry: *« Réaliser la renaissance nationale en créant la réconciliation des classes sur un programme de justice sociale. »* Favorables à une collaboration ouvriers-patrons au sein de la *« grande famille du travail »*, et à l'intéressement des premiers, les Jaunes prônent avant l'heure en quelque sorte la "cogestion" et la participation gaullienne. Ils défendent aussi, notamment, la création d'*« orphelinats ouvriers »* et d'un *« Institut national des caisses de retraite ouvrières »*.

Mais à côté de ses revendications sociales, c'est à droite toute, et même au-delà, que le mouvement, très vite, va se diriger. Les bagarres avec la CGT et les partis de gauche sont d'une violence inouïe. *« Il faut clouer la charogne de Jaurès vivante sur une porte! »*, s'écrie Biétry à l'Assemblée (où il sera élu député du Finistère en 1906). En plus de la gauche, *« les Jaunes vilipendent* […] *le Parlement, la franc-maçonnerie, la Révolution de 1789, les Juifs »*, écrit Zvonimir Novak dans *Tricolores, une histoire visuelle de la droite et de l'extrême droite* (L'Échappée, 2011).

**"Il faut clouer la charogne de Jaurès vivante sur une porte!"**

*Pierre Biétry, président des Jaunes*

*« Sorti du peuple, courageux, remarquable meneur d'hommes, Biétry est de la part de ses Jaunes l'objet d'un véritable culte »*, comme le relatent Francis Bergeron et Philippe Vilgier dans *Les Droites dans la rue* (Dominique Martin Morin, 1985). Formidable tribun, sa popularité lui permet de dépasser très largement les frontières du syndicalisme pour devenir l'une des *« premières figures populaires de l'extrême droite »*. Financés par de grands industriels, mais aussi par le duc d'Orléans ou la princesse d'Uzès, les Jaunes bénéficient du soutien de la plupart des journaux de la galaxie nationaliste: *L'Action française* de Maurras, *La Libre Parole* de Drumont, *L'Autorité* des frères Cassagnac…

C'est cette tentation de la politique qui va causer la perte du mouvement. En 1908, Biétry décide de le scinder en deux: un parti (le Parti propriétiste) et un syndicat (la Fédération syndicaliste des Jaunes de France). Une césure, racontent Bergeron et Vilgier, qui va *« priver le mouvement d'un nombre appréciable de syndicats ouvriers plus soucieux de leur indépendance que d'action politicienne »*. Nombre de Jaunes rejoignant alors… la CGT. Biétry mourra oublié dix ans plus tard. Reste de lui une couleur, devenue symbole de "briseurs de grève", mais dont on ignore souvent l'origine. Et une surprenante filiation: l'homme est en effet le grand-père maternel du célèbre journaliste et porte-parole du… président Kennedy, qui hérita son prénom, Pierre Salinger. ●

# Mermoz, le Croix-de-Feu

**Le célèbre aviateur (1901-1936) fut aussi, au cours des deux dernières années de sa vie, achevée dans un crash, l'un des plus fidèles soutiens du colonel de La Rocque. Un épisode "génant" souvent laissé dans l'ombre par ses biographes.**

Par Arnaud Folch

22 novembre 1934, théâtre des Ambassadeurs, à Paris. C'est la première fois que l'aviateur-héros Jean Mermoz, 33 ans, surnommé "l'Archange", affiche publiquement son adhésion, datant de quelques jours, aux Croix-de-Feu. Intitulée *Mes traversées de l'Atlantique Sud*, sa conférence est en effet entièrement organisée par ce parti de masse classé, comme on le dirait aujourd'hui, à l'"extrême droite". Au cours des seulement deux années qui lui restent à vivre, avant son crash tragique du 7 décembre 1936, il va y faire du chemin, s'engageant corps et âme, allant jusqu'à sacrifier son couple, au service de ses idées. À droite toute!

Plus qu'un homme, c'est une légende qui s'avance ce soir-là sur l'estrade. Auteur d'innombrables exploits et records aux commandes de ses avions de l'Aéropostale, de la traversée de l'Atlantique Sud jusqu'à la cordillère des Andes, où il a frôlé la mort à plusieurs reprises, il incarne le héros français dans toute sa splendeur, à l'égal de son *« frère d'ailes »* Antoine de Saint-Exupéry (1900-1944) — lequel, contrairement à son ami, choisira de ne pas s'engager.

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA RAPHO

**Mermoz (au centre, avec brassard) et La Rocque (à droite, avec médailles), en 1935.**

Adulé et riche (il est alors l'un des plus hauts dirigeants d'Air France), Mermoz aurait pu se contenter, entre deux vols, de profiter de sa "belle vie", où il collectionne les maîtresses, dont Édith Piaf, le temps d'une brève idylle…

Mais non, Mermoz a décidé de s'engager de tout son poids en politique. Question d'honneur, d'abord. Impossible pour lui de rompre avec l'esprit de *« panache »* qui l'a toujours guidé: *« Cette camaraderie d'escadrille*, dit-il, *cette fraternité du risque, cette amitié désintéressée… »*

Question de valeurs, aussi: la fidélité à sa terre, son clocher et sa famille, *« ses grands-parents Gillet, le souvenir des rudes années campagnardes… »*, comme le raconte Emmanuel Chadeau dans sa biographie *Mermoz* (Perrin, 2000). Question de convictions, enfin, *« car tous les idéaux du mouvement correspondent aux siens »*: retour à *« l'ordre et la discipline »*, à *« l'esprit des tranchées »*, instauration d'un *« régime fort »*…

*« Notre destin d'aviateurs sera toujours le même: foncer »*, écrivait-il en 1933 en postface du livre *Chemins du ciel* de Jean-Gérard Fleury. Il en ira de même en politique. Très vite, en effet, il se découvre une vraie complicité avec le chef des Croix-de-Feu, le colonel (de réserve) François de La Rocque (1885-1946), commandeur de la Légion d'honneur et Croix de guerre 1914-1918, de seize ans plus âgé que lui. Bien que dans le viseur de la gauche pour ses défilés en uniforme et son ton martial, ce dernier n'est cependant pas un factieux, ce qui lui vaudra le surnom de *« froide queue »* de la part de l'Action française, après son refus de participer aux émeutes du 6 février 1934, que ses gros bataillons auraient pu faire basculer en faveur de l'insurrection.

**"Nous ne sommes pas foutus ! Avant peu nous les aurons !"**

De même, si le premier slogan des Croix-de-Feu, "Travail-Famille-Patrie", sera plus tard repris par Pétain, La Rocque, excepté au tout début, ne cédera pas à la "tentation de Vichy" — jusqu'à être arrêté par la Gestapo en 1941 et déporté à Mauthausen, dont il sera libéré si affaibli, en 1945, qu'il décédera l'année suivante. Un passé de résistant qui lui vaudra d'être décoré à titre posthume, en 1961, de la médaille de la Déportation et de l'Internement pour faits de résistance.

Entre ces deux fils de paysans, Mermoz le Nordiste et La Rocque le Breton, l'entente est totale. *« La Rocque se prend pour lui d'une affection toute paternelle que Jean lui rend filialement »*, rapporte son biographe. Adoubé par le chef dans les plus hautes sphères du mouvement, l'Archange va en être rapidement promu vice-président.

L'homme, il est vrai, ne se contente pas de son rôle de "vitrine", mais s'investit à cent pour cent dans la vie des Croix-de-Feu, au point de divorcer en 1935 d'avec sa femme Gilberte, qui se plaint de ne plus le voir. Témoignage de l'auteur de *Mermoz*: *« On croise souvent Jean au siège du mouvement dans le XVIe arrondissement, à celui des Volontaires et de l'hebdomadaire militant*, Le Flambeau, *rue Huysmans, une petite*

**"Pour une France libérée de tout ce qui n'est pas sain, de tout ce qui n'est pas beau et propre !"**

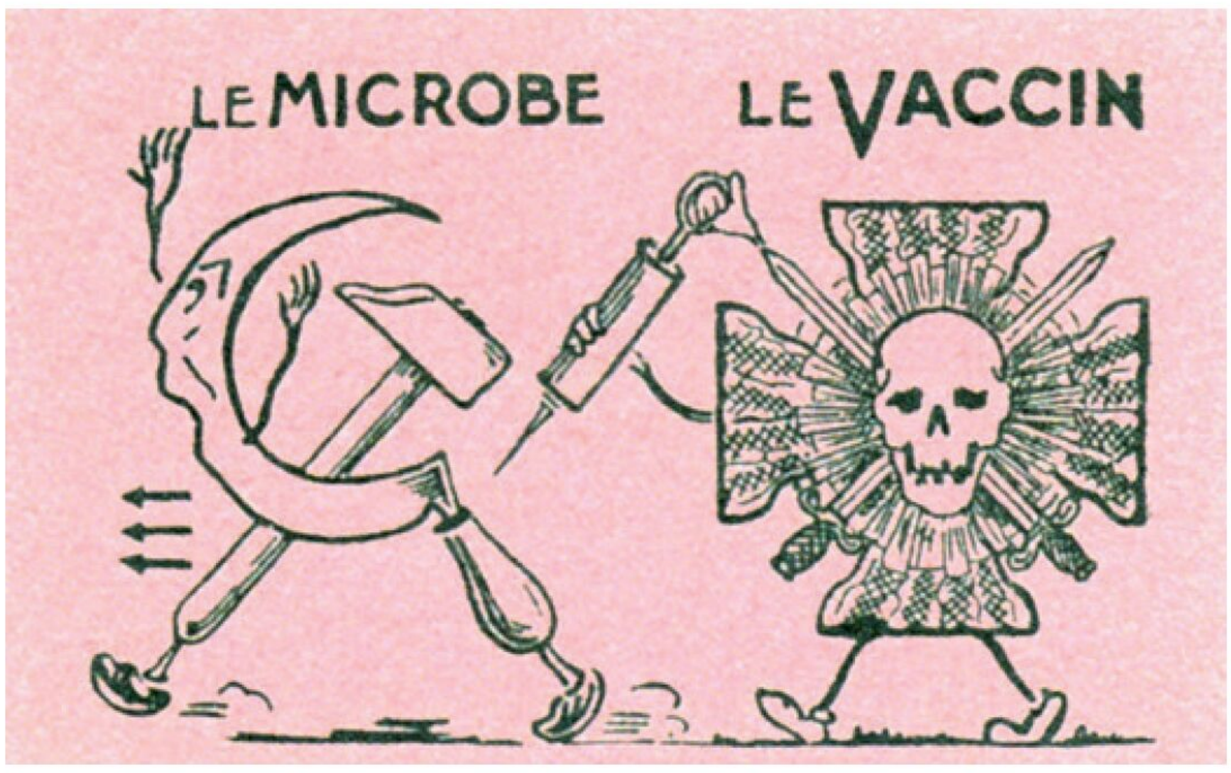
*Discours de Jean Mermoz (1935)*

*artère calme au cœur du quartier des étudiants, derrière le Luxembourg.* » L'aviateur-héros est aussi choisi comme porte-drapeau lors de la « *célébration patriotique* » du 14 juillet 1935 par les Croix-de-Feu.

## Projet d'alliance avec le sulfureux PPF de Doriot

Mermoz prononce également plusieurs discours, notamment un, particulièrement remarqué, cette même année 1935, à la salle Wagram. Prônant « *l'ordre, le travail et la propreté* », Mermoz en appelle à une France « *libérée de tout ce qui n'est pas sain, de tout ce qui n'est pas beau et propre* ». Et de s'exclamer, sous les ovations : « *Il y a encore des hommes en France qui croient en ce qu'ils font, et qui aiment plus agir que discuter et se plaindre!* »

Son engagement est d'autant plus total, début 1936, lorsque le climat se tend à l'approche des élections législatives de juin. La coalition de gauche s'est




DR

**Tract Croix-de-Feu (dont l'emblème est la tête de mort). À droite, timbre commémoratif de Mermoz (1982).**

en effet engagée à dissoudre les ligues, dont les Croix-de-Feu, si elle obtient la majorité — ce qui sera le cas. Dès lors, à l'image de toute une partie de la droite confrontée à cette victoire du Front populaire, les propos de Mermoz vont encore se durcir, jusqu'aux frontières de la sédition : « *Nous devons nous unir contre le danger commun intérieur et extérieur*, tempête-t-il peu après la nomination de Léon Blum. *Le moment viendra où il faudra agir, ce moment est proche. Nous ne sommes pas* "foutus" *! Avant peu nous les aurons!* »

Lorsque les Croix-de-Feu sont finalement dissoutes, le 20 juin 1936, l'aviateur va jusqu'à plaider en faveur d'une alliance avec le Parti populaire français (PPF) de l'ex-dirigeant communiste et futur ultra de la collaboration Jacques Doriot (1898-1945). La Rocque rechigne, mais se laisse convaincre par Mermoz, qui organise une rencontre entre les deux hommes. Mais celle-ci n'aboutira pas, le colonel sortant « *horrifié* » de l'antisémitisme obsessionnel et des références au fascisme et au nazisme de Doriot.

Déçu par cette absence d'accord, Mermoz ira se "ressourcer" une semaine, pour de nouveaux exploits, aux commandes de son hydravion *Ville-de-Santiago*. Mais là encore, l'honneur va commander : il a beau regretter la "tiédeur" de La Rocque, pas question de le lâcher !

Lorsque celui-ci décide de fonder le Parti social français (PSF) sur les cendres des Croix-de-Feu, Mermoz se range donc immédiatement à ses côtés. Et c'est introduit par le chef qu'il fait son entrée, le 12 juillet 1936, à l'assemblée constitutive du nouveau mouvement, dont il sera aussi nommé vice-président, au point d'apparaître désormais, selon un autre de ses biographes, comme « *l'héritier spirituel de La Rocque* ».

« *Nous devons vivre sous un seul signe, autour d'un seul chef, le nôtre! Ne critiquez pas notre chef, suivez-le! Les chefs commandent et la masse suit!* », déclare-t-il aux autres responsables du nouveau parti. Objectif de Mermoz : l'arrivée au pouvoir de La Rocque et la mise en place d'« *une politique purement française* ». À imposer si besoin « *par la force* », comme il le confie à des proches…

Car les bagarres avec les communistes, notamment, sont de plus en plus violentes. Le 2 octobre 1936, à l'issue d'un grand rassemblement du PSF à Paris, porte Molitor, pour protester contre un meeting du PC, on relèvera de nombreux blessés dans les deux camps, à coups de manche de pioche, de marteau…

Même en partie fantasmé par la gauche, le climat insurrectionnel s'étend. Le Front populaire décide d'y répondre en lançant des poursuites contre les dirigeants du nouveau parti pour « *reconstitution de ligue dissoute* ». Accusés de viser au « *renversement de la République* », l'aviateur et son chef sont inculpés, entendus de longues heures par la police. Des perquisitions sont organisées à leurs domiciles, à la recherche de « *caches d'armes* » et de « *plans secrets du complot* ». En vain…

DR

Mais cet acharnement de ce que l'on n'appelle pas encore le "système" ne fait que renforcer la détestation de Mermoz à son encontre. En privé, celui-ci ne cesse maintenant de le répéter : il éprouve du *« dégoût »* envers ce qu'il nomme la *« république parlementaire »*. On le voit appuyer publiquement la campagne de la presse d'extrême droite accusant le ministre de l'Intérieur socialiste Roger Salengro de désertion pendant la guerre 1914-1918, campagne qui conduira ce dernier au suicide…

Les historiens n'ont pas fini de s'interroger, depuis, sur ce qui aurait été l'attitude de Mermoz, par ailleurs grand admirateur de Pétain, s'il avait connu Vichy. Vaines conjectures que son crash de 1936 aux commandes de son légendaire hydravion *Croix-du-Sud* laissera pour toujours en suspens…

Une certitude : le Maréchal, lui, ne ménagera pas sa peine pour faire de l'aviateur disparu l'un des symboles de l'État français, allant jusqu'à passer commande d'un film à sa gloire, *Mermoz* (Louis Cuny, 1943), *« l'un des rares films de la période,* écrit Jean-Pierre Bertin-Mahit dans *Le Cinéma français sous l'Occupation* (Perrin, 2002), *où soit réuni un ensemble de signes fascisants : le pilote de l'aéronautique, en particulier, y est représenté en héros solitaire, engagé dans une œuvre d'utilité collective au prix d'une lutte contre la bureaucratie et les forces d'argent lésant les intérêts de l'individu comme de la nation. »* Convié à une projection privée à Vichy, le maréchal Pétain y assistera — tout un symbole — aux côtés de la mère de Mermoz.

Mais le plus bel hommage rendu à l'Archange sera sans doute, paradoxalement, le discours prononcé lors de ses funérailles nationales du 30 décembre 1936 aux Invalides, par celui qui fut l'un ses pires adversaires, le plus acharné à la dissolution des Croix-de-Feu, le ministre radical de l'Air Pierre Cot, cédant lui aussi à l'immense vague d'émotion qui submergera le pays à l'annonce de la mort de l'Archange. *« On sait assez ce qui nous opposait,* déclara-t-il […], *mais je veux m'incliner très bas devant la droiture de Jean Mermoz, la noblesse de ses sentiments, le désintéressement de ses actes. »* ●

**"Nous devons vivre autour d'un seul chef, le nôtre ! Ne critiquez pas notre chef, suivez-le ! Les chefs commandent et la masse suit !"**

*Jean Mermoz*

# SAS en Algérie, l'armée au secours des populations

**Soins médicaux, distribution de vivres, scolarisation… Loin des caricatures, les soldats français des Sections administratives spécialisées (SAS) se sont dévoués corps et âme à la population algérienne. Payant souvent de leur vie leur extraordinaire engagement…**

Par Arnaud Folch

En guerre contre *« l'occupation française »*, les activistes du FLN ne s'y sont pas trompés. Dans une note interne du 10 mars 1958 consacrée aux SAS (Sections administratives spécialisées), les rebelles algériens jugent *« dangereuse* […] *l'assistance médicale gratuite et l'action médico-sociale »* pratiquée par ces militaires français aidés dans leur tâche par des *« médecins auxiliaires »*, des *« assistantes sociales »* et des *« moniteurs de jeunesse musulmane »*. *« Dangereuse »*, car trop populaire au sein de la population algérienne… Pilotées par ces SAS, l'ouverture de Centres de formation de la jeunesse algérienne (CFJA), de clubs sportifs gratuits ou d'innombrables salles de classe risquent en effet, selon les rebelles, *« de toucher les parents d'élèves, de les posséder même, surtout si l'on songe à ces cantines scolaires qui soulagent les familles nombreuses et pauvres, éveillent la reconnaissance, donc la confiance »*. D'où les multiples assassinats dont seront victimes ces soldats pas comme les autres…

C'est par un arrêté de 1955 du gouverneur général de l'Algérie, Jacques Soustelle, suivi d'un décret présidentiel de De Gaulle du 2 septembre 1959 précisant leurs missions, que sont créées les SAS visant au *« développement économique et social »* des populations algériennes. Mort quarante-trois ans plus tôt, le général Gallieni (1849-1916), pacificateur du Sénégal, du Tonkin et de Madagascar, avait parfaitement résumé, en son temps, ce que seront l'objectif et les méthodes de ces képis bleus, mis en place au commencement des troubles : *« Le meilleur moyen pour arriver à la pacification*, déclarait-il, *est d'employer l'action combinée de la force et de la politique* […]. *Il faut nous rappeler que nous ne devons détruire qu'à la dernière extrémité, et dans ce cas encore, ne ruiner que pour mieux bâtir. L'officier ne doit pas perdre de vue que son premier soin* […] *sera de reconstruire le village, d'y créer immédiatement un marché et d'y établir une école. L'action politique est de beaucoup la plus importante; elle tire sa plus grande force de la connaissance du pays et de ses habitants* […]. *C'est la méthode de la tache d'huile. On ne gagne du terrain en avant qu'après avoir organisé celui qui est en arrière. Ce sont des indigènes insoumis de la veille qui nous aident à gagner les insoumis du lendemain… »*

Dès la conquête de la future Algérie (1830), alors repaire de pirates barbaresques aux mains des Turcs, les militaires français se sont préoccupés, outre la domination des armes, d'établir des relations de confiance avec la population musulmane. Le général de Bourmont garantit ainsi à tous les habitants le respect de leur

**752**

**C'est le nombre de membres des SAS assassinés par le FLN entre 1955 et 1962. Parmi eux, 70 officiers et 33 sous-officiers. Auxquels s'ajoutent plusieurs milliers de blessés, mutilés et torturés.**

DR

**En plus du maintien de l'ordre, l'armée assurera une présence constante au service des populations algériennes.**

liberté, de leur religion, de leurs propriétés, de leurs commerces et de leurs femmes. Puis viendront entre autres, à partir de 1933, les bureaux arabes *(lire encadré page suivante)*. Tout aussi pacificatrice a été l'action du service de santé militaire, qui débarque en 1830 avec 270 officiers de santé et construit 5 hôpitaux de 500 lits. En janvier 1831, la vaccination contre la variole est imposée à Alger et dans les tribus voisines. Les arrêtés de 1845 et 1847 du ministre de la Guerre prescrivent l'admission gratuite des civils dans 38 hôpitaux et de multiples *« infirmeries indigènes »*. En 1870, le service de santé sera ouvert aux populations locales : 4 000 lits militaires sont transférés aux hôpitaux civils. ➤

PHOTO : AKG-IMAGES ; ; DR ; THE PRINT COLLECTOR / HERITAGE IMAGES / AKG-IMAGES

Les SAS, seront souvent chargés de l'enseignement. Page de droite, un SAS et un harki au contact de la population.

C'est dans la lignée de ces actions, et afin d'assurer *« la liberté et l'égalité de tous les Algériens »*, tel que le prônera le général Ély, alors chef d'état-major, que Soustelle décidera de créer son Service des affaires algériennes, représenté sur le terrain par des officiers nommés chefs des SAS. Lesquelles essai-

## LES HÉRITIERS DES "BUREAUX ARABES"

**Créé par le capitaine Lamoricière, le premier "bureau arabe", ancêtre des SAS *(insigne ci-dessous)*, voit le jour en 1833, trois ans après la conquête de ce qui deviendra l'Algérie. Ils seront considérablement développés, à partir de 1844, par le général Bugeaud. Pourtant peu suspect de sympathie pour la colonisation, l'historien Charles-Robert Ageron en décrit ainsi le fonctionnement dans son *Histoire de l'Algérie contemporaine* (Puf, 1984): *« Les bureaux arabes, véritables gouvernants des tribus de 1844 à 1880, tentèrent d'associer les musulmans au progrès économique. Ils voulaient sédentariser les pasteurs-agriculteurs. C'est pourquoi ils firent échouer la politique du cantonnement et entreprirent une véritable colonisation en créant des villages indigènes. Ils s'efforcèrent aussi de lutter contre le paludisme et d'améliorer l'économie indigène en introduisant du matériel et des cultures nouvelles. »* C'est à leur instigation que le sénatus-consulte de 1865 déclara français les indigènes algériens, leur accordant la citoyenneté entière en échange de leur renoncement à leur statut civil de droit local, le droit musulman — ce qu'un nombre très limité accepta. À l'origine hostile à ces bureaux, le ministre radical Jules Favre en conviendra pourtant en 1871: *« L'éternel honneur des officiers des bureaux arabes est d'avoir su devenir et rester les amis des indigènes. »* Sous la pression de certains colons opposés au pouvoir militaire, les bureaux arabes furent supprimés à partir de 1870, pour céder la place à des communes mixtes confiées à des administrateurs civils. Quelques rares bureaux restèrent cependant en place jusqu'en 1880. Ceux-ci, surtout, furent recréés au Maroc sous la forme du Service des affaires indigènes. Lequel subsista jusqu'à l'indépendance du pays, en 1955. A. F.**

meront dans les bleds (campagnes) mais aussi, à partir de 1957, dans les grandes villes (Alger, Oran, Constantine…) et leurs banlieues au sein de Sections administratives urbaines (SAU). Ce corps des Affaires algériennes va rapidement s'étoffer, jusqu'à compter 700 SAS gérant chacune une population de 10000 à 20000 habitants, le plus souvent de la même ethnie.

## Droit des femmes algériennes

Comptant, en 1960, pas moins de 1400 officiers et 650 sous-officiers, auxquels s'ajoutent 3700 attachés civils, les soldats des SAS sont notamment chargés de l'assistance médicale gratuite (AMG) développée dans toute l'Algérie, de la distribution de vivres et de vêtements dans les villages les plus reculés, et du développement de la scolarisation : quasiment nul en 1954, le taux de scolarisation dans certains secteurs atteint près de 50 % en 1962 ! Dont plus de 100000 élèves formés dans les écoles de l'armée…

Tous volontaires, les enseignants des SAS s'investissent, pour la plupart, très au-delà de leurs responsabilités. Un rapport d'inspection évoque ainsi une institutrice, Mlle Corneau, *« en pleine activité, en train d'épouiller, passer au shampoing et doucher une quarantaine de fillettes de l'école »*. Plus méconnu encore est leur engagement au service des droits des femmes musulmanes, dans le cadre de l'ordonnance du 4 février 1959, adaptant le statut de la femme mariée algérienne à celui de la métropolitaine : abandon de la contrainte paternelle, inscription à l'état civil, égalité des deux époux devant la loi, divorce judiciaire…

Les quelque 700 médecins militaires et 1300 infirmières travaillant en liaison avec les SAS vont subir de plein fouet eux aussi la violence du FLN. Lequel ne se contente pas de menacer les familles musulmanes dont les enfants sont scolarisés ou de… détruire les médicaments distribués, qualifiés de *« mauvais médicaments colonialistes »*, ainsi qu'en témoigne l'un des chefs des SAS, Nicolas d'Andoque, dans son livre *Guerre et paix en Algérie, l'épopée silencieuse des SAS : 1955-1962* (SPL, 1977). En plus des soldats eux-mêmes, des dizaines de ces médecins et infirmières seront en effet assassinés par les rebelles, tel le médecin aspirant Feignon, de la SAS de Djillali, dans l'Oranais, égorgé le 29 mars 1956 par ceux-là mêmes qu'il avait soignés quelques jours auparavant…

**"L'action politique est de beaucoup la plus importante ; elle tire sa plus grande force de la connaissance du pays et de ses habitants."**

Un acte d'autant plus lâche, rappelle l'historien, que *« tous les musulmans qui désiraient être soignés pouvaient entrer sans aucun contrôle dans le SAS et circuler tout à loisir dans le campement »*. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Tout un symbole : aux mains du pouvoir FLN depuis l'indépendance, l'intégralité des "campements" ayant subsisté sont en effet devenus des camps retranchés. ●

# FN, les ex-résistants de Le Pen

**Si le Front national de Jean-Marie Le Pen a compté dans ses rangs à sa création, en 1972, plusieurs anciens collaborateurs, il a surtout accueilli cette année-là, et par la suite, un nombre très supérieur d'ex-résistants.**

Par Nicolas Gauthier

Première contre-vérité historique : en 1972, le Front national n'a pas été fondé par Jean-Marie Le Pen, mais par le mouvement Ordre nouveau, dont l'un des principaux dirigeants, Alain Robert, poursuivra ensuite sa carrière politique au RPR (l'actuel LR), auprès de Charles Pasqua, devenant notamment l'une des chevilles ouvrières de la campagne présidentielle de Jacques Chirac en 1988. De même, avant de finalement confier cette première présidence du FN à Le Pen, celle-ci avait d'abord été proposée à Georges Bidault (1899-1983), le successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance (CNR) — en rupture avec de Gaulle sur l'indépendance algérienne. Las de la politique, Bidault n'acceptera pas, mais poussera les membres de

Jean-Marie Le Pen en 1972, à la naissance du FN.

JACQUES CUINIÈRES/ROGER-VIOLLET ; DR

son mouvement, Justice et Liberté, à intégrer le nouveau parti.

Encore pointés du doigt cinquante-deux ans plus tard, les anciens de la division SS Charlemagne ayant combattu sur le front de l'Est n'étaient en réalité "que" trois au moment de la création du FN: Pierre Bousquet, André Dufraisse et Léon Gaultier. Le premier quittera le mouvement en 1980, après huit années passées comme trésorier. Motif de la rupture: celui-ci jugeait Le Pen trop pro-israélien ! Le deuxième, par ailleurs ancien de la CGT, restera quant à lui fidèle au FN jusqu'à sa mort, en 1994, mais sans jamais y occuper de poste majeur. Le troisième, enfin, n'émargera que quelques années au conseil national du FN.

Figurait également aux côtés de Le Pen dans le premier organigramme du FN le journaliste François Brigneau, enrôlé six mois dans la Milice, en juin 1944, qui sera vice-président du parti de 1972 à 1974. Puis Roland Gaucher, ancien président de la Ligue des lycéens antifascistes, condamné à la Libération pour son appartenance au Rassemblement national populaire (RNP), mouvement collaborationniste fondé par un autre ex-socialiste, Marcel Déat. Mais, tout comme Brigneau, Gaucher n'exercera jamais de fonctions stratégiques au sein du parti lepéniste ; il dirigera en revanche *National hebdo*, son organe officiel d'alors, et sera élu député européen FN (1986-1989). Cinq anciens "collabos" donc. Loin, très loin de la légende noire du parti, une infime minorité donc, en comparaison du nombre de résistants multimédaillés ayant participé à la naissance du FN ou l'ayant rejoint par la suite, de Jean-Baptiste Biaggi, croix de guerre et médaille de la Résistance, à Pierre Tinseaux, ancien de la division Leclerc, en passant par Michel de Camaret, compagnon de la Libération *(lire page 103)*.

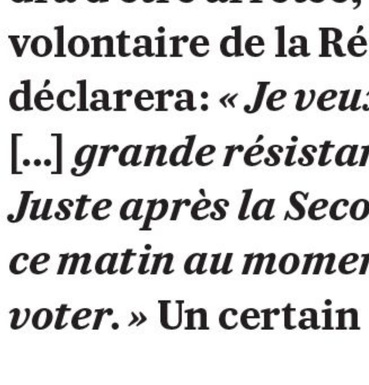
Actuel premier vice-président du Rassemblement national, Louis Aliot, d'origine juive par son père, le rappelle dans son livre, *Impossible n'est pas français* (Quid novi, 2022) : *« Lorsque je me suis engagé au Front national, et contrairement à ce que*

**"Un rassemblement où les ennemis d'hier s'étaient réconciliés."**

*Louis Aliot*, Impossible n'est pas français *(2022)*.

## ROLANDE BIRGY, LA "JUSTE"

**Parmi les ex-résistants ayant marqué l'histoire du FN figure une femme, inconnue du grand public: Rolande Birgy, dite *« Béret bleu »* (1993-2002). Un homme de gauche, lui, s'en souvient encore: Pierre Aidenbaum, ancien maire PS du IIIe arrondissement de Paris et ex-président de la Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme). Venue porter la contradiction lors un meeting "antifasciste" organisé dans sa mairie, Rolande Birgy fut d'abord chahutée par la salle, jusqu'au moment où elle dévoila à l'édile son diplôme de Yad Vashem, faisant d'elle une *« Juste parmi les nations »*, pour avoir sauvé, au péril de sa vie, des enfants juifs durant l'Occupation. Aussitôt, Pierre Aidenbaum s'inclina ostensiblement et respectueusement devant elle, et la salle se tut. Après avoir démissionné de son emploi dès 1940, en raison des accointances de son patron avec les Allemands, cette ex-militante des Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC) n'a plus eu, comme elle le déclarait, qu'une seule *« obsession »*: sauver des enfants juifs. Ce qui lui vaudra d'être arrêtée, puis décorée de la croix du Combattant volontaire de la Résistance. Le jour de sa mort, Le Pen déclarera: *« Je veux saluer la mémoire de Rolande Birgy, [...] grande résistante, patriote, qui avait reçu le titre de Juste après la Seconde Guerre mondiale et qui s'est éteinte ce matin au moment où elle allait quitter l'hôpital pour voter. »* Un certain 21 avril 2002... N. G.**



BRUNO BARBIER / AKG-IMAGES ; KEYSTONE-FRANCE/GAMMA RAPHO ; DR (4)

**Roger Holeindre, cofondateur et futur député du FN (ici en 1967). Décoré de la croix de guerre et de la croix de la Valeur militaire, il fut l'un des plus jeunes résistants de France.**

*l'on peut lire, ce mouvement était un rassemblement où les ennemis d'hier s'étaient réconciliés sur la défense de l'avenir de la France. Des collabos? Bien sûr, il y en avait! Mais moins collabos, pour beaucoup, que les Mitterrand,* [René] *Bousquet, Papon et consorts. »*

## "Faire cohabiter des sensibilités a priori incompatibles"

De son côté, Le Pen, interrogé sur la création du FN, s'en était notamment expliqué dans un entretien au mensuel *Le Choc du mois*, en 2006: *« Il y a alors* [en 1972, NDLR] *des esprits libres qui se réveillent, issus des horizons politiques les plus différents. Cela me rappelle un peu l'époque des comités Tixier-Vignancour* [Jean-Louis, ex-candidat à la présidentielle de 1965, NDLR], *dans lesquels j'arrivais à faire cohabiter des sensibilités a priori les plus incompatibles: tirailleurs algériens et grands bourgeois, anciens de la Résistance et vaincus de la collaboration. »* Et d'ajouter: *« Je sais qu'on me reproche depuis des années d'avoir tendu la main à ces gens. Mes amis maquisards d'alors me le reprochaient déjà; pourtant, si je ne leur avais pas tendu la main, qui d'autre l'aurait fait? Quand on se place dans une perspective de rassemblement national, on rassemble. Ou alors on va à la pêche aux moules! »*

À noter que le général de Gaulle lui-même ne trouva rien à redire à la nomination, pour ces mêmes raisons, de l'ex-collaborateur Maurice Papon comme trésorier de son parti, l'UDR, en 1968, ainsi que le racontera son "Monsieur Afrique", Jacques Foccart, dans le deuxième tome de son *Journal de l'Élysée* (Fayard, 1998): *« Oui, Papon est tout à fait convenable, c'est sérieux,* lui répondra-t-il. *En effet, c'est une bonne idée. »* Une si "bonne idée" que le même Papon, après une longue carrière dans la formation gaulliste, sera même nommé ministre du Budget, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, de 1978 à 1981.

Comme quoi le monde politique du début des années 1970 ayant vécu les affres du second conflit mondial était peut-être moins "vigilant" que ses enfants, n'ayant connu cette époque trouble qu'à travers les livres d'histoire... Ce que rappelait à l'Assemblée nationale, et dans son style inimitable, l'ancien "baroudeur" et résistant, l'un des plus jeunes de France, Roger Holeindre, alors député lepéniste (1986-1988): *« Messieurs! lança-t-il, les seules balles que vous ayez entendu siffler à vos oreilles étaient des balles de tennis... »* ●

**"Messieurs ! les seules balles que vous ayez entendu siffler à vos oreilles étaient des balles de tennis..."**

*Roger Holeindre, à l'Assemblée nationale, en 1987.*

# Médaillés de la Résistance, de la France libre, compagnons de la Libération…

## Abécédaire, non exhaustif, des principaux anciens résistants ayant fondé ou rejoint le Front national, durant la présidence de Jean-Marie Le Pen

■ **Jean-Baptiste Biaggi**
Croix de guerre et médaille de la Résistance *(photo)*

■ **Rolande Birgy**
Croix du combattant volontaire de la Résistance *(lire encadré page 101)*

■ **Jean-Charles Bloch**
Croix de guerre

■ **Nicole de Boisguilbert**
Médaille de la Résistance

■ **Claude Brabant** Médaille de la Résistance

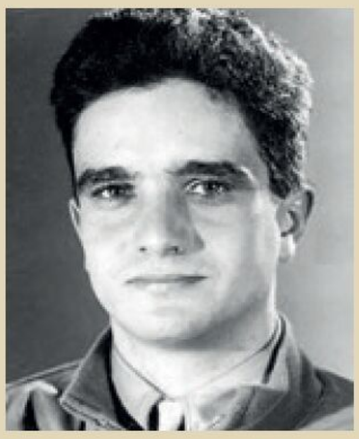
■ **Jean-Louis de Camaret**
Croix de guerre, ancien FFI

■ **Michel de Camaret**
Compagnon de la Libération *(photo)*

■ **Michel Carage** Compagnon de la Libération, commandeur de la Légion d'honneur *(photo)*

■ **Maurice Catalan**
Croix de guerre

■ **Albert Chambon**
Médaille de la Résistance, ancien déporté



■ **Pierre Chesnais**
Croix de guerre, médaille de la Résistance

■ **Gilbert Devèze**
Résistant parti à Londres en juin 1940

■ **Jacques Doré**
Croix de guerre, médaille des Déportés

■ **Édouard Fontana**
Croix du Combattant volontaire de la Résistance, médaille de la France libre

■ **Édouard Frédéric-Dupont**
Croix de guerre, médaille de la Résistance

■ **Robert Hemmerdinger**
Médaille de la Résistance, médaille de la France libre *(photo)*

■ **Roger Holeindre**
Résistant (l'un des plus jeunes de France), croix de guerre, croix de la Valeur militaire

■ **Robert Jacob**
Croix de guerre

■ **Serge Jeanneret** Croix de guerre, croix du Combattant volontaire de la Résistance

■ **Augustin Jordan**
Compagnon de la Libération, croix de guerre

■ **Jacques Lafay**
Croix de guerre, croix du Combattant volontaire de la Résistance

■ **Francis Massart**
Croix de guerre

■ **Georges Noël**
Croix de guerre, croix de la Valeur militaire

■ **Pierre Sailly**
Ancien déporté à Buchenwald

■ **Albert Sauvanet**
Médaille des Évadés

■ **Pierre Sergent**
Ancien du réseau Vélite-Termopyles *(photo)*

■ **Marcel Tiberghien**
Croix de guerre

■ **Pierre Tinseaux**
Ancien de la division Leclerc

■ **Jean Valette d'Osia**
Croix de guerre, fondateur du maquis des Glières

■ **Pierre Weber**
Médaille de la Résistance

■ **Henri Yrissou**
Médaille de la Résistance

**"Quand on se place dans une perspective de rassemblement national, on rassemble. Ou alors on va à la pêche aux moules !"**

*Jean-Marie Le Pen, s'expliquant sur la création du FN, en 2006.*

# Contre-enquêtes et coulisses

## Le “Who’s Who” de la Francisque ; l’alcool, carburant des sans-culottes ; la gauche antisémite ; Jules Ferry le colonialiste ; le PCF contre les immigrés...

**Le maréchal Pétain reçoit François Mitterrand, le 15 octobre 1942.**

PIERRE PEAN/GAMMA

# Gauche antisémite, un tabou français

**Voltaire, Proudhon, Blanqui, les négationnistes de La Vieille Taupe, mais aussi Jaurès ou Zola : depuis trois siècles, la gauche a multiplié les propos antisémites. Retour sur une histoire occultée dont le parti de Mélenchon est aujourd'hui l'héritier.**

Par Jérôme Besnard

> **"Par le fer, par le feu ou par l'expulsion, il faut que le Juif disparaisse !"**
>
> *Pierre-Joseph Proudhon*, Carnets *(1847)*

C'*est à regret que je parle des Juifs*, écrit Voltaire dans son *Dictionnaire philosophique* (1764) : *cette nation est, à bien des égards, la plus détestable qui ait jamais souillé la terre.* "Père" des Lumières, le célèbre philosophe (1694-1778) est aussi l'inventeur de l'antisémitisme de gauche en France. Loin, très loin, de l'adulation dont il bénéficie encore, celui-ci fut même *« le pire antisémite du XVIIIe siècle »*, selon l'historien de la Shoah Léon Poliakov, auteur d'une monumentale *Histoire de l'antisémitisme* (Calmann-Lévy, 1955).

Avec Voltaire, l'antijudaïsme chrétien qui rendait les juifs coupables d'avoir tué le Christ, se transforme en un *« antisémitisme moderne »* où les juifs sont cette fois rendus responsables de la naissance de Jésus — donc de la religion chrétienne, honnie par le philosophe.

Au siècle suivant, et aux antipodes des idées reçues, c'est encore un fait : *« Les partisans du progrès ne furent sans doute pas moins antisémites que les nostalgiques de l'Ancien Régime »*, comme l'écrit l'historien Marc Crapez dans *L'Antisémitisme de gauche au XIXe siècle* (Berg International, 2002). Deux raisons essentielles, à l'époque, à ce déferlement de haine : le soutien de la communauté juive à la monarchie de Juillet (1830-1848) puis au second Empire (1852-1870), régimes jugés bourgeois et autoritaires par la gauche ; et les liens existants entre certains scandales et des aigrefins de confession juive. Bref, "juifs = riches = profiteurs". La sinistre caricature est restée…

Dans son livre *L'Antisémitisme à gauche* (La Découverte, 2011), l'historien Michel Dreyfus distingue *« cinq phases antisémites »* successives ayant marqué la France contemporaine (à partir du XIXe siècle), avec une participation plus ou moins significative de la gauche.

La première phase pourrait être incarnée par le théoricien révolutionnaire Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), précurseur de l'anarchisme. Celui qui est toujours encensé par l'extrême gauche, et dont de nombreuses rues portent le nom, dont une à Paris, se montre en effet d'une rare violence à l'encontre des juifs. Ainsi de cet extrait de ses *Carnets* (1847) :

Affiche électorale d'Adolphe Willette, candidat "socialiste et national" en 1889.

PUBLIC DOMAIN SOURCED / ACCESS RIGHTS FROM PWB IMAGES / ALAMY STOCK PHOTO

COLLECTION DUPONDT / AKG-IMAGES

*« Le Juif*, écrit-il, *est l'ennemi du genre humain. Il faut renvoyer cette race en Asie ou bien l'exterminer. Par le fer, par le feu ou par l'expulsion, il faut que le Juif disparaisse… »* Rien de moins qu'un appel à l'extermination.

## Pionnière et propagatrice du négationnisme

Tout aussi violent se montre son contemporain, le "socialiste utopique" Alphonse Toussenel (1803-1885) se situant dans la lignée de Charles Fourier (1772-1837), lui-même farouche antisémite associant *« le Juif* [au] *trafic et à l'usure »*. Voici, ainsi, ce que Toussenel écrit dans son pamphlet *Les Juifs, rois de l'époque. Histoire de la féodalité financière* (1845) : *« Je comprends les persécutions que les Romains, les Chrétiens et les Mahométans ont fait subir aux Juifs. La répulsion universelle que le Juif a inspirée si longtemps n'était que la juste punition de son implacable orgueil, et nos mépris les représailles légitimes de la haine qu'il semblait porter au reste de l'humanité. » Idem* pour son disciple, le journaliste et écrivain Auguste Chirac (1838-1910, sans lien de parenté avec Jacques Chirac), auteur des *Rois de la république, histoire des juiveries* (1888) et ayant écrit à la fois dans les journaux *La Revue socialiste* et *L'Anti-Sémitique* (*sic*). De même, encore, pour le socialiste Pierre Leroux (1797-1871), affirmant dans *De la ploutocratie* (1843) que les *« grands capitalistes français* [sont] *des juifs qui ne sont pas des citoyens français, mais des agioteurs de tous les pays »*.

Autre socialiste antisémite, et non des moindres : le célèbre Auguste Blanqui (1805-1881, dont la moitié en prison), lui aussi honoré par de nombreuses plaques de rue, qui condamnait la *« barbarie sémite »* et écrira *« la Bourse est en rut* […], *l'agiotage, l'industrialisation, la juiverie sont en liesse »*. Des juifs que même le "grand" Jules Guesde (1845-1922), l'un des pères fondateurs du socialisme français, comparait alors à une *« pieuvre »*…

Deuxième phase : l'antisémitisme racialiste-nationaliste des années 1880-1890. Si cet antisémitisme doit être principalement imputé à la droite boulangiste puis antidreyfusarde, tel Édouard Drumont, l'auteur de *La France juive* (1886), il n'épargne cependant pas la gauche. Ainsi de l'ex-communard, journaliste et écrivain Jules Vallès (1832-1885), pour qui la *« question juive »* est intrinsèquement liée à la *« question sociale »*. Dans *La Revue socialiste*, le

## ROGER GARAUDY, DU COMMUNISME À L'ISLAMISME

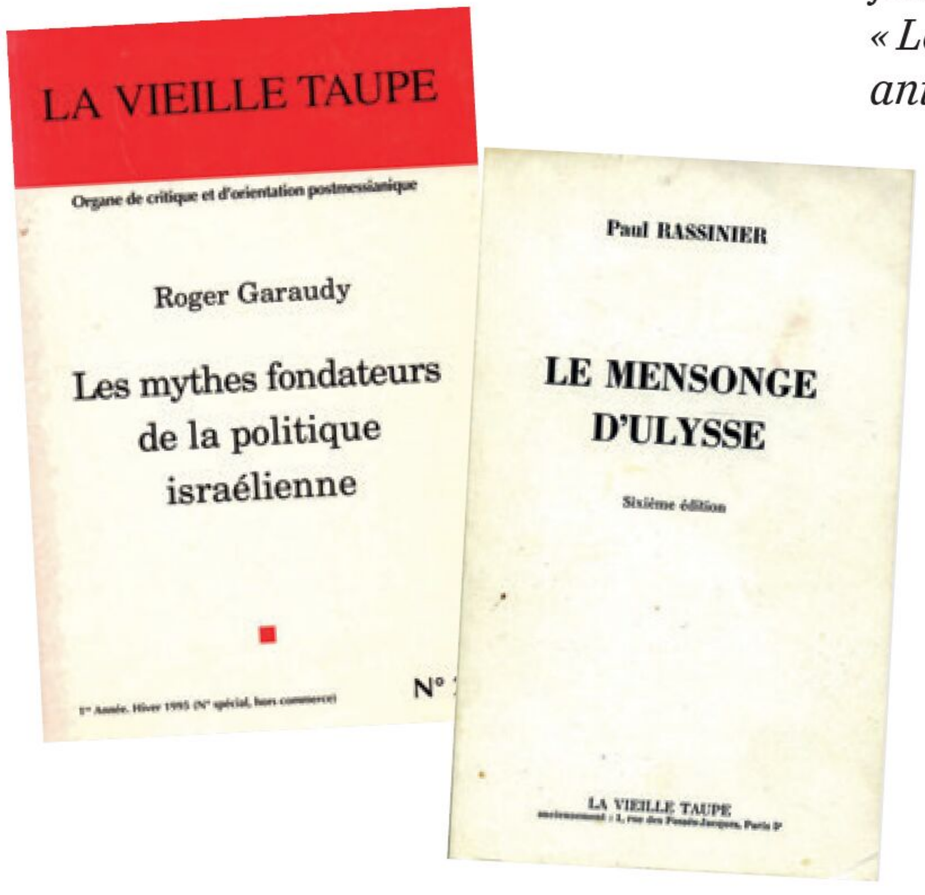
**Roger Garaudy (1913-2012) fut longtemps une personnalité centrale du PCF, auquel il avait adhéré dès 1933, avant d'en être exclu en 1970. Agrégé de philosophie, ex-directeur des *Cahiers du communisme*, il se lie d'amitié avec l'abbé Pierre, futur fondateur des Compagnons d'Emmaüs, sur les bancs de l'Assemblée nationale, où il est député du Tarn (1945-1951) puis de Paris (1956-1958). Arrive 1982 : tout en demeurant marxiste, Garaudy se convertit à l'islam, comparant dès lors le nazisme au sionisme. Treize ans plus tard, en 1995, il publiera aux éditions de La Vieille Taupe (anarcho-trotskistes) un ouvrage négationniste, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*. Pour lui, c'est un *« complot sioniste »* qui aurait *« inventé la Shoah »* afin de justifier la colonisation israélienne. Deux fois condamné en 1998 pour *« contestation de crimes contre l'humanité »* et *« diffamation raciale »*, Garaudy n'en recevra pas moins le soutien de son ami l'abbé Pierre. *« Ayant lu ce livre avec soin, je n'y vois rien de révisionniste*, expliquera ainsi celui-ci au quotidien suisse *Le Matin* en 1996. *Et bien sûr je conserve mon amitié à Roger Garaudy, qui est un homme d'une rare qualité. Je souhaite qu'une étude sérieuse conduise à un non-lieu à propos de ce livre. »* J. B.**

Auguste Blanqui. Page de gauche, Pierre-Joseph Proudhon. En bas, livres révisionnistes des éditions de La Vieille Taupe.

PHOTOS : HERITAGE IMAGES / HERITAGE ART / AKG-IMAGES ; WIKIMEDIA COMMUNS

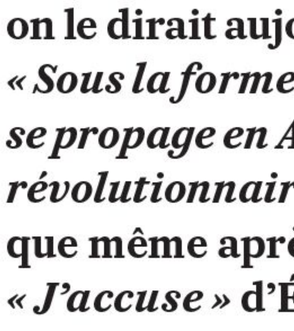
blanquiste Albert Regnard (1836-1903) publie en 1887 un texte sur *« les aryens et les sémites »*. Son ami l'avocat Gustave Tridon (1841-1871) rédigeant de son côté un manuscrit titré *Du Molochisme juif*, publié de façon posthume en 1884 : *« Combattre l'esprit et les idées sémitiques est la tâche de la race indo-européenne »*, y écrit-il notamment. L'hebdomadaire de gauche *Les Hommes du jour* s'en prend à la *« juiverie internationale »*. Le peintre pro-communard Adolphe Willette (1857-1926), ex-illustrateur de Victor Hugo, se présente à Montmartre aux élections de 1889 sous l'étiquette *« candidat antisémite »*. Dans *La Révolution prolétarienne*, l'anarchiste Robert Louzon (1882-1976) dépeindra les Rothschild, quelques années plus tard, comme les *« maîtres du sionisme »*. À cette époque aussi, explique le préfet d'origine juive Isaïe Levaillant (1845-1911), le constat s'impose: *« Les socialistes tenaient le même langage que les antisémites et faisaient la même besogne. »* Tout un symbole: même… Jean Jaurès y a cédé *(lire encadré ci-dessus)*!

Troisième *« phase antisémite »* en France selon Michel Dreyfus: l'antisémitisme pacifiste des années 1930. Est-il légitime de déclencher une guerre *« pour venger des Juifs »?* s'interroge en 1938 la Ligue internationale des combattants de la paix. Mais l'historien pointe aussi les débats internes sur la "question juive" ayant agité la SFIO (ancêtre du PS), jusqu'à son ex-secrétaire général, député et ministre Paul Faure ➤




## JAURÈS CONTRE LES "ÉCUMEURS JUIFS"

**Dans ses livres *Le socialisme des imbéciles. Quand l'antisémitisme redevient de gauche* (La Table ronde, 2005) et *J'accuse! 1898-2018. Permanence de l'antisémitisme* (Éditions de l'Observatoire, 2018), le journaliste Alexis Lacroix n'hésite pas à déterrer des propos antisémites tenus par Jean Jaurès lui-même (1859-1914, *photo*). Dans son viseur, notamment, deux articles rédigés dans *La Dépêche* par celui qui, entré au Panthéon en 1924, fait figure d'icône absolue de la gauche française: *« La question juive en Algérie »* et *« Choses algériennes »*. Extrait: *« Dans les villes, ce qui exaspère le gros de la population française contre les juifs, c'est que, par l'usure, par l'infatigable activité commerciale et par l'abus des influences publiques, ils accaparent peu à peu la fortune, le commerce, les emplois lucratifs, les fonctions administratives, la puissance publique. »* Jaurès ira jusqu'à saluer la vertu "antisystème", comme on le dirait aujourd'hui, de la haine des Juifs: *« Sous la forme un peu étroite de l'antisémitisme, se propage en Algérie un véritable esprit révolutionnaire »*, se réjouit-il. À noter, enfin, que même après la publication du célèbre *« J'accuse »* d'Émile Zola sur l'affaire Dreyfus — lui-même non exempt d'antisémitisme *(lire encadré page suivante)* —, Jaurès attendra encore avant de rejoindre le camp des dreyfusards, regrettant notamment, dans *La Petite République*, que derrière Zola se trouve *« toute la bande suspecte des écumeurs juifs* [qui] *marche sournoise et avide, attendant de lui je ne sais quelle réhabilitation indirecte, propice à de nouveaux méfaits »*. J. B.**



(1878-1960) accusant Léon Blum de vouloir entraîner la France dans la guerre par solidarité avec les Juifs allemands (1939). Il faudra attendre 1948, soit neuf ans plus tard, pour voir la LICA (ancêtre de l'actuelle Licra, Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) dénoncer cette *« campagne raciste »* de Faure à l'encontre de Blum. Ce dernier continuant, après guerre, de rester la cible des communistes : son nom, ainsi que celui de Jules Moch, autre Juif, *« évoquent tout ce qui depuis des siècles exploite le labeur français »*, écrit ainsi en 1948 le journal *L'Aisne libre*, affilé au PCF. On notera qu'entretemps ce pacifisme de gauche conduira nombre de ses anciens responsables à rallier la Collaboration, et son antisémitisme…

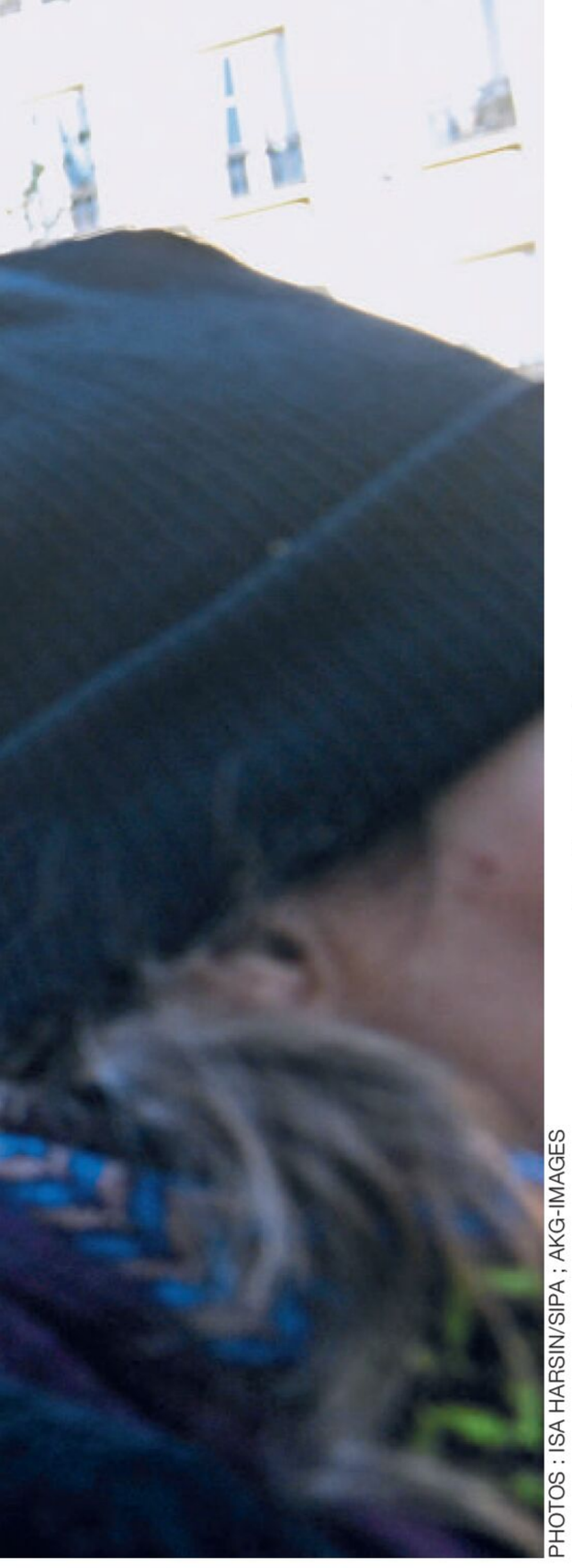
Quatrième phase : celle consécutive à la création de l'État d'Israël (1948). Pour beaucoup à gauche, depuis, "antisionisme = antisémitisme". *« Les Juifs sont les boucliers, les tirailleurs de la politique impérialiste française et de sa politique islamophobe »*, résumera, en 2015, Houria Bouteldja, la porte-parole du Parti des Indigènes de la République.

Si le PCF et les socialistes soutiendront bien Israël à ses débuts, le premier, aux ordres de Moscou, va en revanche prendre parti pour les purges staliniennes visant spécifiquement les juifs (procès de Prague de 1948 ; "complot des Blouses blanches" de 1953) : *« Lorsque, en Union soviétique, est arrêté le groupe de médecins assassins travaillant pour le compte des services d'espionnage terroristes anglo-américains* […], *alors la classe ouvrière applaudit de toutes ses forces »*, écrit *L'Humanité* du 22 janvier 1953… Ces procès sont la faute du *« racisme juif »* et de la *« finance juive »* renchérira un autre journal du Parti, *Ce soir*…

Dans la cinquième phase de l'antisémitisme contemporain, la gauche de la gauche va jouer un rôle essentiel, et très méconnu : celui de pionnière et propagatrice du négationnisme en France. Ainsi de l'ex-député socialiste Paul Rassinier (1906-1967), auteur du *Mensonge d'Ulysse* (1950), préfacé par le romancier anarchiste Albert Paraz (1899-1957), premier livre français d'envergure contestant la réalité des camps d'extermination nazis, dont la publication vaudra son exclusion de la SFIO à Rassinier, lequel se revendiquera cependant *« toujours socialiste »*.

**"Au XIXe siècle, les partisans du progrès ne furent pas moins antisémites que les nostalgiques de l'Ancien Régime."**

*Marc Crapez*, L'Antisémitisme de gauche *(2002)*



Jean-Luc Mélenchon manifestant contre Israël, le 3 décembre 2023, après l'attaque du Hamas.

PHOTOS : ISA HARSIN/SIPA ; AKG-IMAGES

Autres promoteurs du révisionnisme: les anarcho-trotskistes de la maison d'édition La Vieille Taupe, fondée par l'ex-soixante-huitard Pierre Guillaume (1940-2023), laquelle va poursuivre dès 1970 la publication des livres de Rassinier puis, à partir de 1979, ceux de l'universitaire négationniste Robert Faurisson (1929-2018). Avant, en 1995, d'éditer celui du marxiste Roger Garaudy (1913-2012), *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, devenu un best-seller dans les pays musulmans et défendu par son ami… l'abbé Pierre *(lire encadré page 108)*.

## Apologie du terrorisme antijuif

Contrecoup de l'antisionisme d'une partie de la gauche, faux nez de son antisémitisme, le terrorisme palestinien va également fasciner une partie du "camp du Bien". Dans son livre enquête *Les Maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français* (Plon, 1996), Christophe Bourseiller rappelle ainsi que le philosophe Philippe Sollers (1936-2023), alors maoïste, signera en 1972 avec ses amis de la revue *Tel Quel* une apologie du groupe palestinien Septembre noir, responsable de l'assassinat de onze athlètes israéliens lors des JO de Munich de 1972. Réagissant à ce même massacre, le journaliste trotskiste Edwy Plenel, futur patron du *Monde* et fondateur de Médiapart, écrira quant à lui sous le pseudonyme de Joseph Krasny: *« Aucun révolutionnaire ne peut se désolidariser de Septembre noir. Nous devons défendre inconditionnellement face à la répression les militants de cette organisation* […]. *À Munich, la fin si tragique, selon les philistins de tous poils qui ne disent mot de l'assassinat des militants palestiniens, a été voulue et provoquée par les puissances impérialistes et particulièrement Israël. »*

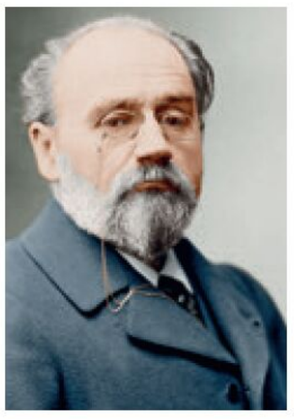
Puisant aux sources de cette filiation d'extrême gauche, comment s'étonner, dès lors, des propos antisémites tenus, notamment, par Jean-Luc Mélenchon et ses "camarades" de la France insoumise. Tout, en effet, était écrit. Et le reste. ●

## ÉMILE ZOLA ET LA "RACE MAUDITE"

**Auteur du célèbre *« J'accuse »* prenant la défense de Dreyfus (1898), l'écrivain n'en a pas moins rédigé des textes à (très) forts relents antisémites. Verbatim :**

### ■ "Comme l'araignée au centre de sa toile"

***« Cette race maudite, qui n'a plus de patrie, plus de prince, qui vit en parasite chez les nations, feignant de reconnaître les lois, mais en réalité n'obéissant qu'à son Dieu de vol, de sang et de colère; et il la montrait remplissant partout la mission de féroce conquête que ce Dieu lui a donnée, s'établissant chez chaque peuple comme l'araignée au centre de sa toile, pour guetter sa proie, sucer le sang de tous, s'engraisser de la vie des autres. Est-ce qu'on a jamais vu un juif faisant œuvre de ses doigts? est-ce qu'il y a des juifs paysans, des juifs ouvriers? Non, le travail déshonore, leur religion le défend presque, n'exhale que l'exploitation du travail d'autrui. Ah! Les gueux! »*** *L'Argent (Charpentier, 1891)*



### ■ "Besoin de lucre, amour de l'argent"

***«Les Juifs se marient entre eux, gardent un lien de famille très étroit au milieu du relâchement moderne, se soutiennent et s'encouragent, montrent, dans leur isolement, une force de résistance et de lente conquête extraordinaires. Mais surtout, ils sont race pratique et avisée, ils apportent avec leur sang un besoin de lucre, un amour de l'argent, un esprit prodigieux des affaires qui, en moins de cent ans, ont accumulé entre leurs mains des fortunes énormes et qui semblent leur assurer la royauté, en un temps où l'argent est roi. Et tout cela est vrai. »***
*Nouvelle campagne (Fasquelle, 1897)*

PHOTOS : BERNARD CHARLON/GAMMA-RAPHO ; MICHEL CLEMENT/STF/AFP

# Quand le PC chassait les immigrés au bulldozer

**Désormais favorable à la régularisation de tous les “sans-papiers”, le PCF avait pourtant soutenu, fin 1980, le saccage d’un foyer de Maliens en “banlieue rouge”. “Il faut stopper l’immigration officielle et clandestine”, affirmait alors son secrétaire général, Georges Marchais.**

Par Yves Kerhuon

24 décembre 1980, veille de Noël, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), ville alors dirigée par le PCF. Un “commando” d’une cinquantaine de militants et sympathisants communistes de la commune investit le foyer Manouchian, rue des Fusillés. Motif : trois jours plus tôt, 318 Maliens y ont été transférés d’un autre foyer, situé à Saint-Maur-des-Fossés, dans le même département. Les assaillants mettent hors d’usage les installations d’eau, de gaz et d’électricité, ainsi que le système de chaufferie. Les escaliers de l’entrée sont défoncés… au bulldozer !

Aujourd’hui “oubliée”, l’affaire provoquera une tempête politico-médiatique. En trois semaines, la presse lui consacrera plus de 150 articles, dont *Libération*, titrant sur *« la bouffée de haine de la rue des Fusillés »*. Locataire du bâtiment, l’Association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux (Adef) décide quant à elle de porter plainte. Estimant les dégâts à 300 000 francs (45 000 euros),

Georges Marchais face à Jean-Pierre Elkabbach et Alain Duhamel dans l'émission "Cartes sur table", en 1980. Ci-dessous, l'accès du foyer après sa destruction.

son secrétaire général condamne cette « *action cruelle et purement politique sur une cible facile et vulnérable* »: « *318 innocents qui, célibataires, ne grèvent en rien les finances publiques et municipales et qui, vivant librement leur vie communautaire, ne perturbent en rien les "équilibres sociologiques" de la commune* »…

### Pour un "quota" d'étrangers dans les HLM

Le maire PCF de Vitry, Paul Mercieca, lui, soutient les auteurs du saccage et affirme refuser que sa ville, abritant déjà trois foyers, devienne un « *gigantesque ghetto à immigrés* ». Le journal communiste local *Le Travailleur* précise de son côté que le secrétaire de la fédération PCF du Val-de-Marne, Guy Poussy, s'est adressé aux Maliens, « *malgré l'hostilité violente du chef de tribu* (sic), *pour les appeler à faire preuve de dignité* ». « *Vous ne pouvez accepter de prendre des logements qui étaient réservés à de jeunes travailleurs français* », leur déclare-t-il. En vain…

Devant l'ampleur de la polémique, le secrétaire général du PCF Georges Marchais (1920-1997) descend lui-même dans l'arène pour défendre le maire

**"Les dépenses sociales versées aux étrangers sont insupportables pour le budget des communes."**

*Georges Marchais, secrétaire général du PCF.*

## GEORGES MARCHAIS : "IL FAUT STOPPER L'IMMIGRATION OFFICIELLE ET CLANDESTINE"

**Afin de répondre aux critiques du recteur de la mosquée de Paris de l'époque, Si Hamza Boubakeur, après l'assaut contre le foyer de Vitry, Georges Marchais, alors secrétaire général du PCF, lui avait adressé une lettre ouverte, publiée dans *L'Humanité* du 6 février 1981, laquelle réclamait de « *stopper l'immigration officielle et clandestine* » au motif que « *se trouvent entassés dans des ghettos des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes* (ce qui) *rend difficiles leurs relations avec les Français. La cote d'alerte est atteinte,* ajoutait-il: *il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage* ». Et d'insister: « *En raison de la présence en France de près de 4,5 millions de travailleurs immigrés et de membres de leurs familles, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes* », parmi lesquels l'impossibilité pour de « *nombreuses familles françaises* » d'accéder aux HLM, ou encore le coût des dépenses sociales versées aux immigrés, devenues « *insupportables pour les budgets des communes peuplées d'ouvriers et d'employés* »… Selon lui, l'immigration de travailleurs n'est pas « *un bienfait du monde contemporain* » mais « *une conséquence du régime capitaliste, de l'impérialisme. Des millions d'hommes sont contraints au cruel exil en terre étrangère* […]. *Quant aux patrons et au gouvernement français, ils recourent à l'immigration massive, comme on pratiquait autrefois la traite des Noirs, pour se procurer une main-d'œuvre d'esclaves modernes, surexploitée et sous-payée* ». Soit l'exact contraire du discours actuel du PCF, appelant notamment à la régularisation de tous les réfugiés et clandestins… Y. K.**

LAURENT MAOUS/GAMMA-RAPHO

**Manifestation du Parti communiste le 10 janvier 1981 pour soutenir Paul Mericeca, le maire de Vitry-sur-Seine.**

de Vitry et l'action du *« commando rouge »*, comme le surnomme une partie de la presse. Afin de riposter à la condamnation de l'assaut par le recteur de la mosquée de Paris, Si Hamza Boubakeur, Marchais décide de lui répondre par le biais d'une "lettre ouverte" publiée dans *L'Humanité* du 7 janvier 1981 et appelant à *« stopper l'immigration officielle et clandestine » (lire encadré page précédente).*

## La municipalité s'oppose au relogement de familles immigrées dans ses HLM

À cette attaque contre le foyer de Vitry-sur-Seine vont s'ajouter, à la même époque, plusieurs autres actions étayant les accusations de *« racisme »* qui se multiplient contre le PCF. Ainsi de la municipalité communiste d'Ivry (Val-de-Marne), qui s'oppose au relogement de familles immigrées dans ses HLM et fixe un *« quota »* d'enfants étrangers admis dans ses colonies de vacances. Ainsi, encore, de Robert Hue, maire de Montigny-lès-Cormeilles (Val-d'Oise) et futur secrétaire national du Parti, partant en guerre contre une famille marocaine de la cité de l'Espérance accusée de trafic de drogue…

Georges Marchais, là encore, se rend sur place pour lui apporter son soutien, tandis que la presse s'empare de cette nouvelle affaire. *« Tout se passe désormais comme si les communistes s'appliquaient à "protéger" les populations non immigrées contre le dépassement d'un certain seuil de tolérance dans les lieux de vie que sont les quartiers, les écoles et les colonies de vacances »*, dénonce *Le Monde* (13 février 1981). Alors secrétaire d'État aux Travailleurs manuels et immigrés du président Giscard d'Estaing, Lionel Stoléru va jusqu'à déclarer que si les communistes accédaient au pouvoir, ils *« introduiraient en France l'esprit même de l'apartheid »*!

Ironie du sort: alors que jusqu'à l'élection de François Mitterrand, en 1981, la droite (hors FN) a longtemps vu dans l'immigration *« un moyen de créer une certaine détente sur le marché du travail et de résister à la pression sociale »*, comme le déclarait le président Georges Pompidou — jusqu'à faire voter, sous la présidence de Giscard, la loi sur le regroupement familial (1976) —, la plupart de ses responsables sont aujourd'hui sur une ligne résolument hostile à l'immigration.

À l'inverse, le PCF, de violemment anti-immigrés s'est converti, après 1981, à la défense inconditionnelle de l'arrivée de nouveaux étrangers en France, tel son actuel secrétaire national, Fabien Roussel, dénonçant dans *L'Humanité* (12 décembre 2023), au sujet de la récente loi immigration, rien de moins qu'un *« texte* (qui) *fait de l'étranger le nouveau paria, le pestiféré du XXIe siècle, en lui faisant porter tous les maux de la société »*. Que n'aurait-il écrit, en 1981, contre les communistes de Vitry envoyant les bulldozers déloger ces *« parias »* et ces *« pestiférés »*? Une certitude: le souvenir de l'assaut ne l'a pas rebuté: à 16 ans, en 1985, il adhérait au PCF, dont le secrétaire général était encore… Georges Marchais! ●

**"Si le PC arrivait au pouvoir, il introduirait l'esprit d'apartheid."**

*Lionel Stoléru, secrétaire d'État aux Travailleurs immigrés de Giscard.*

ON PEUT ÉVOQUER L'INSÉCURITÉ...

OU PRÉFÉRER
COMBATTRE
LE LAXISME

JE M'ABONNE À
BOULEVARD VOLTAIRE

*Le quotidien de la*
*France droite et fière !*

BVOLTAIRE.FR

# L'alcool, carburant des sans-culottes

**Souvent minimisé, voire occulté, le rôle qu'a tenu l'alcool dans l'explosion des violences sous la Révolution française est loin d'être anecdotique. Récit.**

Par Sabine Dusch

Sous l'Ancien Régime, les vins capiteux sont réservés aux gens aisés. Les guinguettes se déplacent hors des villes afin d'échapper à l'impôt exigé *in urbi*. Le peuple boit du petit vin, faible en alcool. Dès 1789, les pillages de caves, de tavernes, vont engendrer une désinhibition collective meurtrière. Certains marchands rajoutent du plomb afin de corser les boissons. D'après l'historien Richard Charles Cobb, les vins frelatés avec des métaux sont connus pour *« exciter une certaine férocité révolutionnaire »*. Une réalité que l'alcoologue Michel Craplet décortique dans *L'Ivresse de la Révolution* (Grasset, 2021) : *« La nation en armes tout entière a été rapidement concernée par ce dopage meurtrier* [...]. *Boire devint le signe de la revanche des classes montantes du Tiers-Etat sur les possédants. »* Les exactions ne viennent pas du seul peuple, rajoute-t-il, mais aussi *« de petits-bourgeois désinhibés par quelques verres »*.

Très vite, les cafés parisiens se transforment en sièges des sociétés patriotiques. *« On y échafaude les émeutes de demain et les coups d'État,* poursuit-il. *Le rouge des coteaux franciliens sert de carburants aux émeutes des sans-culottes. »* Sous les arcades du jardin du Palais-Royal, les cabarets font les bons jours des chefs révolutionnaires. Les bourgeois offrent du vin aux soldats pour les rallier à leur cause. Le futur député Camille Desmoulins y harangue

Gouaches de Lesueur.

les foules. Si Robespierre est un buveur d'eau, Hanriot, son bras droit ne partage pas sa sobriété. *«Debout au milieu de ses aides de camp, autour d'une table chargée de bouteilles, dans l'avant-salle de l'Hôtel de Ville, Hanriot puisait les conseils dans l'ivresse»,* raconte Lamartine,

**1500**

**C'est le nombre estimé de prisonniers prêtres, nobles ou simples citoyens assassinés dans les prisons par des révolutionnaires, pour la plupart ivres, en septembre 1992. Un massacre resté dans l'Histoire comme celui des "septembriseurs".**

### "Nombre d'exactions provoquées par l'ivresse des révolutionnaires"

Danton, lui aussi, apprécie tablées et bouteilles. *« Ses décrets sentaient le vin »*, écrira L'écrivain Louis-Sébastien Mercier (1740-1814). De fastueux "dîners patriotiques" précèdent la nuit du 4 août 1789 à l'Assemblée, celle de *« l'abolition des privilèges ». « Toutes les sortes de vins y furent servies. L'orgie dura jusqu'à neuf heures du soir,* raconte Desmoulins. *De tous les députés qui avaient dîné, il n'y en eut pas un seul qui ne se trouvât en état de complète ivresse. »* Cette nuit signe le début d'une ébriété sanguinaire qui ira *crescendo*. Avec des chefs secondés par les armées insurrectionnelles, constituées selon le sociologue Gustave Le Bon, de *« dégénérés de l'alcoolisme et de la misère »*. Ces sans-culottes adoubés séviront partout. *« Quant à l'Armée révolutionnaire,* relate Cobb*, ses promenades dans les campagnes sont semées d'incidents provoqués par l'ivresse des révolutionnaires qui ne perdent aucune occasion de perquisitionner dans les caves des suspects ; beaucoup de pauvres sans-culottes se sont enrôlés avec le but de* "faire une bonne ribote" *chez les cultivateurs égoïstes. »*

Provinciaux, parisiens, militaires, bourgeois, tous trinquent ensemble. Les soldats sont régalés jusqu'à plus soif. Les aubergistes peuvent servir quinze cents couverts. En juin 1791, les gardes royaux semblent avinés au moment de l'arrestation à Varennes. Outre le retard pris par la royale diligence, Gaxotte remarque qu'ils *« avaient bu et qu'ils n'étaient pas sûrs ».* Le 20 juin 1792, une foule de Parisiens menaçants investit les Tuileries et encercle le roi. *« Au bout d'une pique se trouve un bonnet rouge,* relate Taine. *Le roi* ➤

PHOTO JOSSE/LEEMAGE VIA AFP (2)

ALAMY STOCK PHOTO

*s'en saisit et le pose sur sa tête. Les vociférations s'apaisent un peu, le roi en profite pour demander à boire. On lui tend une bouteille de vin qu'il porte à sa bouche. »*

### "L'alcool les a transformé en monstres"

Si Louis XVI sauve sa vie ce jour-là, la prise des Tuileries du 10 août 1792 fut un terrible carnage. Six cents Gardes suisses, deux cents aristocrates et gens de maison y perdent la vie. Égorgés, empalés, défenestrés… Un cuisinier est jeté vivant dans une chaudière. *« L'alcool a transformé des bourgeois en monstres »*, raconte Craplet. Dans les caves envahies, plus de dix mille bouteilles s'offrent aux émeutiers. *« Le vin coule à flots et se mêle aux ruisseaux de sang »*, poursuit-il. Une furie que détaille un journaliste anglais, en août 1792 : *« Il n'était pas rare de voir des hommes et des femmes mettre la bouteille dans la bouche d'un des morts entassés après avoir bu leur gorgée et, dans un état d'excitation, crier :* "Tiens, prends ton dernier verre !". »

La terreur éthylique se faufile dans la France entière. Les massacres de septembre 1792 dans les prisons parisiennes regorgent de témoignages sur l'ébriété des bourreaux. *« Quand un homme veut être un bon égorgeur, il doit s'enivrer au préalable »*, écrit Taine. En moins d'une semaine, 1 500 prêtres, nobles ou simples citoyens seront assassinés. Des morts effroyables décidés par des tribunaux improvisés menés par des accusateurs rarement sobres. *«Parmi ceux qui rendaient les arrêts de mort, les uns étaient assis,* relate la princesse de Tarente. *Plusieurs ivres ou assouvis de sang, s'étaient endormis.»* Même Michelet, "l'ami" des révolutionnaires, le concède. À la prison des Carmes, écrit-il, *« la foule était sourde et aveugle; elle buvait de plus en plus. »* À celle de La Force, Mercier rapporte que des *« assassins ivres entrent tout sanglants dans la cour, le sabre à la main. »* Le procès des "septembriseurs" en 1796 confirmera que les présidents des tribunaux révolutionnaires délivraient sans discontinuer aux égorgeurs quémandeurs des bons pour des pots de vin…

Pas une ville ou bourg n'échappe à cette ivresse barbare. À Nantes, en 1793, le conventionnel Carrier, alcoolique notoire, guillotine, fusille ou noie dans un rythme effréné. *« Il n'a plus qu'une idée,* note Gaxotte, *tuer afin de ne pas être tué – sombre obsession qui va, l'ivresse aidant, jusqu'à la folie. »* Dans le Nord, le député Ernest Duquesnoy, ignare et brutal, est promu représentant de l'Armée. *« Son tempérament naturellement sauvage est exalté jusqu'à la rage par l'abus de liqueurs fortes ».* À Lyon, Le montagnard Collot d'Herbois, tout à son objectif de *« déporter tous les rebelles »*, se range lui aussi parmi les buveurs invétérés. Carrier et Collot d'Herbois feront à eux deux des milliers de morts en quelques mois.

Si la Révolution ne se résume évidemment pas à une meute d'alcooliques inconséquents, cruels et assassins, la part jouée par l'engloutissement de toutes sortes de breuvages a bel et bien participé à la fureur générale. Où, n'en déplaise aux admirateurs de la Révolution, le rouge du vin s'est fréquemment mélangé avec celui du sang. ●

## "ENCORE IVRES DE L'EAU DE VIE QU'ILS AVAIENT BU DANS LES CALICES…"

**Dans son livre *L'Ivresse sous la Révolution* (Grasset, 2021), l'historien Michel Craplet raconte le saccage de nombreuses églises et lieux de cultes par des sans-culottes alcoolisés. *« Encore ivres de l'eau-de-vie qu'ils avaient bu dans les calices, ces derniers,* raconte-t-il, *montés à califourchon sur les ânes dont les chasubles couvraient le derrière* […] *tenaient empoignés de la même main burettes et Saint Sacrement. Ils s'arrêtaient aux portes des tabagies, tendaient les ciboires, et les cabaretiers, la pinte à la main, les remplissaient trois fois. »* S.D.**

# Avec *L'Objet d'Art* découvrez les trésors de l'art et du patrimoine

SOIT 3 NUMÉROS OFFERTS

**75€/AN** POUR 11 NUMÉROS AU LIEU DE ~~104,00€~~

JE COMMANDE SUR **WWW.FATON.FR**

**AVEC LE CODE OAEXT24**

# Le supplice de la princesse de Lamballe

**L'assassinat, dans des conditions atroces, de cette amie intime de Marie-Antoinette demeure un tabou de la Révolution. Retour sur l'effroyable destin, et les derniers instants, de cette martyre livrée à la haine des "sans-culottes".**

Par Sabine Dusch

Égorgée, sa tête transportée en haut d'une pique, son cœur donné à manger aux chiens… Marie-Thérèse a 42 ans au moment de son terrible supplice. Née en 1849 à Turin, elle est *« belle, et modèle de toutes les vertus »*, comme l'a décrite la baronne Oberkirch. Fille de Louis-Victor de Savoie, prince de Carignan, elle passe son enfance en Italie. Repérée par la cour de France, elle est choisie pour épouser l'arrière-petit-fils de Louis XIV, Louis-Alexandre de Bourbon, prince de Lamballe. Libertin et dévergondé, celui-ci meurt en 1768. À 19 ans, Marie-Thérèse se retrouve veuve, sans enfant. Mais elle n'est pas seule : son beau-père, le duc de Penthièvre, bon et pieux, entretient un lien filial avec elle.

Grâce à lui, Marie-Thérèse fréquente la Cour, où elle se lie d'amitié avec Marie-Antoinette. Devenue reine de France en 1774, celle-ci la nomme surintendante. Les deux femmes deviennent inséparables. Loin d'être une "ultra" du régime, la princesse, ouverte et curieuse de tout, intègre même la franc-maçonnerie, dont elle sera élue Grand Maître en 1781.

La vie s'écoule, la révolution avance. À l'été 1791, la princesse séjourne à Aix-la-Chapelle. Le 25 septembre, le roi accepte la Constituante mais demeure menacé, tout comme Marie-Antoinette avec qui les liens de la princesse ne vont cesser de se resserrer. Témoignage du comte d'Allonville : *« La seule amie qui restât encore à la reine était madame de Lamballe. Cette bonne princesse était revenue d'Aix-la-Chapelle pour consoler Marie-Antoinette. En vain s'était-on jeté à ses genoux pour la dissuader. La*

“Mort de la princesse de Lamballe”, de Léon Maxime Faivre (1908, musée de l’Histoire de France, château de Versailles).

HERITAGE IMAGES / FINE ART IMAGES / AKG-IMAGES

*reine me désire, dit-elle, je dois vivre et mourir près d’elle.* » Consciente du danger, elle rédige son testament le 15 octobre avant de rejoindre la famille royale à Paris.

### Ses entrailles déchirées, son cœur arraché

Arrive le 10 août 1792 : les Tuileries sont prises d’assaut. Le 12, la princesse est incarcérée au Temple, puis transférée à la prison de la Force. Le 3 septembre, une foule armée s’empare des lieux. La princesse est tirée de sa cellule, sommée de répondre au réquisitoire d’un tribunal improvisé *(lire encadré ci-dessus)*. On lui demande de témoigner contre le roi. Devant son refus, on la sort dans la cour de la prison, où s’entassent les cadavres. Elle a à peine le temps de s’écrier *« Fi, l’horreur! »*, qu’un massacreur lui ôte sa perruque du bout de sa pique et la blesse. Un autre lui lance une bûche dans les reins, puis une deuxième sur la tête.

**“Une curiosité obscène et féroce se mêlait à la haine que son nom seul excitait.”**

*Jules Michelet*

## “QU’ON ÉLARGISSE MADAME…”

**Quelques heures avant d’être massacrée, dans une parodie de procès le juge Hébert l’interpelle: *« Jurez la liberté, l’égalité, la haine du roi, de la reine et de la royauté. »* La princesse répond: *« Je jurerai facilement les deux premiers; je ne puis jurer le dernier, il n’est pas dans mon cœur. »* Entendant cela, un de ses anciens valets de chambre, présent dans la foule, se penche vers elle: *« Jurez donc, si vous ne jurez pas vous êtes morte! »* Rien n’y fait. La princesse se tait. Le juge prononce alors l’odieux trait d’esprit: *« Qu’on élargisse madame »*, ce qui, à la prison de la Force d’où la princesse avait été extraite, valait condamnation à être massacré. S. D.**

Elle meurt ensuite, transpercée de piques. *« La victime qu’ils attendaient, désiraient, était Mme de Lamballe,* relate Michelet […]. *Ils la considéraient comme la principale conseillère de l’Autrichienne, sa confidente, son amie, et quelque chose de plus. Une curiosité obscène et féroce se mêlait à la haine que son nom seul excitait et faisait désirer la mort. »*

Son calvaire n’est pas fini. Le mulâtre Delorme s’empare du cadavre, le déshabille ; ses doigts violent la morte. Un boucher sectionne sa tête puis la plante sur une pique. Son corps dénudé est profané, ses seins découpés, ses entrailles déchirées, son cœur arraché. Un inconnu découpe le sexe qu’il porte à sa bouche pour en faire une moustache… Puis un groupe s’empare de la tête et du cœur et les promène. Les sans-culottes exigent d’un perruquier qu’il *« accommode la tête »*.

Celle-ci recoiffée, ils prennent le chemin des Tuileries et s’arrêtent sous les fenêtres de la prison du Temple, où est enfermée Marie-Antoinette. Un officier la prévient : *« C’est la tête de madame de Lamballe qu’on veut vous montrer. »* La reine s’évanouit.

Les massacreurs, pour la plupart ivres *(lire page 116)*, repartent exhiber leur trophée sous le balcon du duc d’Orléans. Puis direction les Halles, où un boucher s’empare du cœur et propose de le manger. Tout le monde refuse, sauf les chiens. Enfin, les bourreaux jettent la tête et le corps sur un tas de cadavres. Un proche de la famille de Lamballe a suivi ces barbares toute la journée. Il récupère la tête de la malheureuse et la rapporte à son beau-père, qui la fera enterrer. Témoignage des Goncourt en forme d’épitaphe : *« Il n’y avait pas un pli sur son beau front battu de ses longs cheveux blonds, qui boucleront encore autour de la pique de septembre. »* ●

WIKI COMMONS ; WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

# Jules Ferry, le colonialiste

**Si son nom est d'abord associé à l'école, Jules Ferry est aussi l'inventeur de l'idéologie colonialiste républicaine, alors portée par la gauche française. Avant qu'elle ne devienne anticolonialiste…**

Par Étienne Lombard

*Les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures,* déclarait-il en 1885 à l'Assemblée nationale pour défendre la colonisation. Et d'insister : *« Il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles; elles ont le devoir de civiliser les races inférieures. »* Si Jules Ferry (1832-1983) n'emploie pas le mot "races" au sens racialiste d'un Gobineau, il n'en est pas moins l'inventeur méconnu de l'idéologie colonialiste républicaine. Y laissant une trace au moins aussi importante, mais souvent négligée par l'histoire officielle, que son rôle pour l'école publique.

Cette appropriation de l'idée coloniale par les républicains de gauche, radicaux notamment, n'avait rien d'évidente au départ. Pour les premiers révolutionnaires, cet héritage royal — quelques îles des Antilles et dans l'océan Indien — parut lourd à assumer. Les colonies françaises ne faisaient déjà pas l'unanimité avant 1789. La traite qu'y pratiquaient colons et trafiquants était condamnée par l'Église et tolérée, faute de mieux, par les rois. Colbert tenta d'en limiter les abus en rédigeant l'Édit royal de mars 1685, mieux connu sous le titre de "Code Noir" *(voir L'Histoire interdite vol. 1).*

*« Périssent nos colonies plutôt que les principes »* : la formule attribuée à Robespierre par Camille Desmoulins est sans doute inexacte, mais elle reflète un

## BIO EXPRESS

- **1832** Naissance le 5 avril à Saint-Dié (Vosges)
- **1869** Député de Paris (puis des Vosges)
- **1873** Première expédition du Tonkin
- **1869** et **1882** Ministre de l'Instruction publique
- **1879** Conquête du Congo.
- **1880** et **1883** Président du Conseil
- **1881** Traité du Bardo, qui fait de la Tunisie un protectorat. Conquête de Madagascar.
- **1883** Seconde expédition du Tonkin.
- **1885** Discours du 28 juillet en faveur de la colonisation, et chute de son gouvernement.
- **1893** Décès le 31 juillet, à Paris

air du temps et explique, le 4 février 1794, le vote de principe d'une abolition de l'esclavage, malgré la forte opposition des colons. Les Antilles se trouvant alors menacées par les Anglais, Napoléon Bonaparte lance une expédition à Saint-Domingue en 1801, et rétablit la traite par une loi du 20 mai 1802. Les rois de la Restauration ne montrent pour leur part aucun engouement particulier pour l'idée coloniale, et la conquête de l'Algérie, qui commence en 1830, avait d'abord pour objectif de mettre fin aux actes de piraterie en Méditerranée.

C'est sous la IIe République que surgit le premier embryon d'une idéologie colonialiste à laquelle adhère déjà le jeune Ferry. Se réclamant des idées de la Révolution et du Progrès, du socialisme archaïque et du saint-simonisme, ce colonialisme républicain répond aussi à d'autres attentes. Les milieux militaires y voient un moyen d'effacer et réparer les défaites et humiliations des guerres de la Révolution et du premier Empire (et plus tard du Second). Il plaît aux milieux catholiques, en quête d'un renouveau de l'esprit missionnaire avec ses promesses d'évangélisation et de défense de la chrétienté. Il intéresse les milieux d'affaires avec sa volonté d'exploiter, d'aménager l'espace terrestre, de dompter la nature. Il séduit les humanistes puisqu'il veut exporter la civilisation, le développement et le Progrès.

### "La colonisation, une des faces les plus brillantes de l'humanité"

Emblématique de cet état d'esprit, l'avocat et géographe issu de l'extrême gauche Jules Duval crée en 1862 *L'Économiste français*, *« organe des colonies, de la colonisation et de la réforme par l'association et l'amélioration du sort des classes pauvres »*, où il déclare notamment que *« la colonisation constitue l'une des faces les plus brillantes de l'humanité. Elle est le rayonnement extérieur des familles humaines; elle est l'exploitation, le peuplement et le défrichement du globe »*.

Mais le rêve colonialiste républicain persuade surtout les progressistes que lui seul peut vaincre le *« déclin français »* face à la montée en puissance de la Prusse, à l'unification italienne, à la concurrence anglaise, et à l'expansion coloniale des pays européens. *« Que la France reste ce qu'elle est et elle ces-*

**642**

**C'est le nombre record d'écoles, de collèges et de lycées français portant aujourd'hui le nom de Jules Ferry. Sans que la gauche, pourtant si prompte à dénoncer le colonialisme, y trouve à redire…**

NPL - DEA PICTURE LIBRARY / BRIDGEMAN IMAGES

**Jules Ferry entouré des délégués des colonies, en novembre 1892.**

> **“La République doit répandre son influence sur le monde et porter partout sa langue, ses mœurs, son drapeau, ses armes, son génie !”**
>
> *Jules Ferry*

*sera d’être »*, écrit le journaliste de gauche Lucien-Anatole Prévost-Paradol en 1868.

Pour Ferry, comme pour Victor Hugo — allant jusqu’à déclarer *« Que serait l’Afrique sans les Blancs ? Rien » (lire encadré ci-dessous)* —, la colonisation doit permettre de consolider le régime républicain en refaisant de la France une puissance mondiale crédible, capable de défendre ses intérêts.

### “À bas Ferry ! Mort au Tonkinois !”

C’est aussi l’avis d’une autre icône républicaine, Léon Gambetta : *« Pour reprendre véritablement le rang qui lui appartient dans le monde, la France se doit de ne pas accepter le repliement sur elle-même*, déclarait-il ainsi en 1872. *C’est par l’expansion, par le rayonnement dans la vie du dehors, par la place qu’on prend dans la vie générale de l’humanité que les nations persistent et qu’elles durent ; si cette vie s’arrêtait, c’en serait fait de la France. »*

Plus connu pour son action en faveur de l’école publique, Ferry emploiera pourtant son énergie de député, puis de ministre et de président du Conseil à déployer un projet colonial. Son entrée au Grand Orient de France en 1875 ne faisant que renforcer sa conviction que la République ne peut être que coloniale.

En 1879, c’est la première expédition du Tonkin, puis se succèdent les conquêtes : Congo, Tunisie, Madagascar *(lire “Bio Express” page précédente)*… Fin mars 1885, lors de la seconde expédition du Tonkin, un message rapporte un revers militaire du contingent colonial à Lang Son, qui provoque une tempête parlementaire et la chute du gouvernement Ferry. Plus de 20 000 personnes manifestent dans la rue et le conspuent en criant : *« À bas Ferry ! Mort au Tonkinois ! »*

Jusqu’au bout, cependant, celui-ci ne déviera pas. Même déchu, en 1885, c’est en effet lui qui prononcera le plus grand discours historique gravant dans le marbre la doctrine coloniale républicaine. Pour Ferry, *« un mouvement irrésistible emporte les nations européennes à la conquête des terres nouvelles »*. Et dans ce contexte, il voit pour la République une exigence messianique : *« Elle doit répandre cette influence sur le monde, et porter partout où elle le peut sa langue, ses mœurs, son drapeau, ses armes, son génie ! »* ●

## VICTOR HUGO : “QUE SERAIT L’AFRIQUE SANS LES BLANCS ? RIEN !”

**Lui aussi farouche colonialiste, Victor Hugo (1802-1885) a notamment prononcé ce “Discours sur l’Afrique”, le 18 mai 1879, lors du banquet commémoratif de l’abolition de l’esclavage organisé par la Ligue des droits de l’homme en présence de Victor Schoelcher (1804-1893), initiateur du célèbre décret : *« Que serait l’Afrique sans les Blancs ?* interrogeait l’écrivai, *Rien ; un bloc de sable ; la nuit ; la paralysie ; des spectacles lunaires. L’Afrique n’existe que parce que l’homme blanc l’a touchée* […] *. Allez, peuples ! emparez-vous de cette terre. Prenez-la.* […] *Allez, faites ! Faites des routes, faites des ports, faites des villes ; croissez, cultivez, colonisez, multipliez ! »***

NOTRE SÉLECTION VALEURS ACTUELLES

# DÉCOUVREZ LA REVUE DES DEUX MONDES AU CŒUR DU DÉBAT D'IDÉES

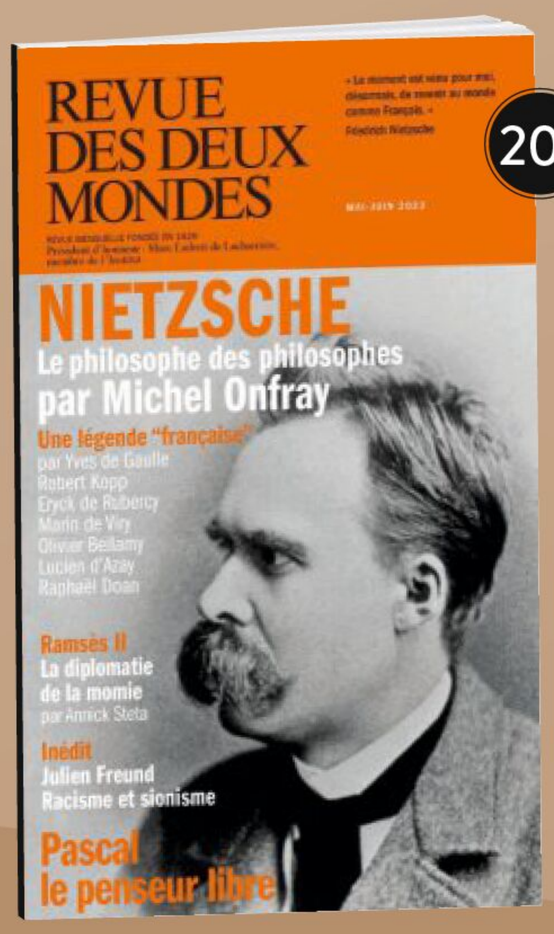
18€

## Jean-Luc Mélenchon

Découvrez dans ce numéro un dossier sur le retour de la violence en politique.

Entretien avec Jean-Luc Mélenchon, contributions de Patrice Gueniffey, Renaud Girard, Mathieu Bock-Côté, Jacques de Saint Victor, Pascal Perrineau, etc.

14,5 x 23,5 cm – 200 pages




20€

## Nietzsche

Découvrez ce numéro spécial avec un dossier intitulé "Nietzsche en France". Entretien exclusif avec Michel Onfray réalisé par Franz-Olivier Giesbert et autres contributions passionnantes de Yves de Gaulle, Robert Kopp, Marin de Viry, Olivier Bellamy, etc.

14,5 x 23,5 cm – 184 pages

20€

## Le bêtisier du wokisme

Découvrez dans ce numéro double un bêtisier du wokisme avec "Les cent jours de Sandrine Rousseau" écrit par Samuel Fitoussi, "Travailler avec un collègue woke" par Quentin Périnel ou encore "Foucault et Derrida étaient-ils woke ? Réflexion sur une controverse" par Paul-François Paoli. À lire aussi impérativement, le "florilège woke, voyage en absurdie".

14,5 x 23,5 cm – 208 pages

## DES HORS-SÉRIES PASSIONNANTS

12€90

## La tragédie des églises

Que l'on soit croyants ou non, chrétiens ou non, nos églises sont le symbole de notre histoire et de notre civilisation. Ce hors-série est une invitation à redécouvrir, à aimer et à aider ce patrimoine en danger.

21 x 27 cm – 88 pages

COMMANDEZ SUR **BOUTIQUE.VALEURSACTUELLES.COM**

Dans la limite des stocks disponibles - Visuel non contractuel

# Louise Michel, la fausse icône rouge

**Fille de châtelain, éducation catholique, rôle mineur dans la Commune, amitiés antisémites : la célèbre "Vierge rouge" (1830-1905) statufiée par la gauche est avant tout la construction d'un mythe. Contre-enquête.**

Par Sabine Dusch

Plus qu'un nom, elle est un symbole. L'icône féminine de la gauche ultra. *« L'incarnation même de la révolution »*, comme l'écrit sa biographe Édith Thomas (*Louise Michel*, Gallimard, 1971). L'intraitable *« Vierge rouge »* célébrée jusqu'en Russie, période soviétique. Et bien sûr en France où près de 200 écoles portent son nom, dont s'est emparée l'extrême gauche, du PCF à Jean-Luc Mélenchon, allant jusqu'à affirmer en 2008 placer son action sous son *« auspice tutélaire »*.

Et pourtant…

Comme souvent, en effet, la réalité est plus complexe. *« Elle a contribué à former son propre mythe*, écrit ainsi Xavière Gauthier, dans *La Vierge rouge* (Éditions de Paris, 2013). *Que Louise Michel soit convoquée en tant que féministe, anarchiste, révolutionnaire…, chacune de ses représentations est le résultat d'un processus de construction. »* Non, bien sûr, que cette militante acharnée et journaliste engagée ne fût pas communarde, ni jugée, ni déportée. Ou qu'elle manquât de courage. Il n'empêche: celle-ci se révéla d'abord *« une admirable actrice »* (Édith Thomas), dont *« le rôle posthume*, décrypte l'historien Pierre Durand, *a été sans doute plus grand que son action réelle »*.

Née en 1830, celle qui se définissait comme *« une bâtarde »*, sans plus de précisions, était ainsi la fille illégitime d'une servante et du fils du châtelain de Vroncourt (Haute-Marne), dont la famille, loin de la rejeter, l'éleva en son sein, lui offrant une éducation catholique soigneusement *« occultée »* dans *« sa vision hagiographique de sa propre existence »*, comme le souligne encore Édith Thomas, évoquant même ses *« mensonges »*.

*« Si vous n'êtes pas des lâches, tuez-moi! »*, lança effectivement à ses juges en décembre 1871 cette institutrice et poétesse engagée dans les troupes communardes. Sa condamnation à la *« déportation à vie »* en Nouvelle-Calédonie se limitera cependant à neuf ans, pas longtemps au bagne, mais à Nouméa, la capitale, où elle reprend rapidement son métier d'enseignante. Il est vrai que le verdict était particulièrement sévère, tant *« il n'est pas vrai*, écrit l'écrivaine Michèle Audin, *qu'elle fut la principale figure féminine de la Commune »*.

## Refus de s'engager en faveur de Dreyfus

Trois ans après son retour à Paris en 1880 — où elle sera cependant accueillie triomphalement par 10 000 personnes au cri de *« Vive la Commune! »* —, elle sera de nouveau condamnée pour *« excitation au pillage »*, mais là encore les autorités se montreront particulièrement clémentes : sur intervention de Georges Clemenceau, qui l'a prise sous son aile, elle n'effectue qu'un (petit) tiers de sa peine. Et lorsqu'un médecin, à la suite d'une crise d'hystérie, la décrit comme *« folle »*, réclamant son internement, en 1890, les pouvoirs publics, craignant la réaction des partis de gauche, s'y opposent à nouveau.

Surtout, Louise Michel, prétextant son antimilitarisme, ne suivra pas la gauche dans sa défense du capitaine Dreyfus. L'amitié qui la liera toujours au journaliste

**Caricature de Louise Michel parue en 1882 dans "La Nouvelle Lune".**

CARICADOC / BRIDGEMAN IMAGES

antisémite et antidreyfusard Henri de Rochefort, ex-communard lui aussi, rencontré durant sa déportation, jouera un grand rôle dans cette absence d'engagement totalement occultée par ses futurs thuriféraires. Mais qu'importe puisque Victor Hugo lui-même en avait fait une héroïne, lui dédiant un poème, *Viro Major*, qui fera beaucoup pour sa postérité…

## "Pas de femme plus antiféministe qu'elle"

Les accointances de Louise Michel avec la gauche antisémite *(lire page 106)* seront pourtant légion, jusqu'au nom de son amie la plus proche qui prononça son éloge funèbre en 1905, la journaliste Séverine, collaboratrice de *La Libre Parole*, le quotidien d'Édouard Drumont, auteur de *La France juive*, et compagne de l'ex-boulangiste de gauche Georges de Labruyère, directeur du très antisémite journal *La Cocarde*… Le très droitier Maurice Barrès saluera du reste sa mémoire — *« une fée, une sœur de charité »* — dans *Mes cahiers* (*tome IV, 1904-1906*, 1931).

De même Louise Michel ne fut pas la féministe que l'on dit, refusant notamment de s'engager aux côtés des "suffragettes" défendant le droit de vote pour les femmes. *« Il n'y avait pas de femme plus antiféministe qu'elle,* s'amusera son ami le journaliste libertaire Ernest Girault. *Sur ce point, elle manifestait le plus grand bon sens:* "Pourquoi les femmes chercheraient-elles à établir une dualité des sexes, alors que mâles et femmes ont tant besoin de s'unir, de s'entendre, de s'aimer?" »

Aussi sincère, voire touchante, qu'exaltée ? Assurément. Cela n'en fait pas pour autant la *« révolutionnaire tout d'un bloc »* aujourd'hui dépeinte par le PCF. Habilement construite par elle-même, et surtout *post-mortem* par la gauche, sa légende en partie falsifiée a d'abord eu pour but de *« participer à la construction d'un militantisme ouvrier, socialiste et révolutionnaire marqué par la Commune »*, comme l'écrit la politologue Sidonie Verhaeghe dans *Vive Louise Michel!* (Éditions du Croquant, 2021). *« Un processus d'héroïsation après coup,* explique l'historien Stéphane Lamotte, *qui n'est pas une invention mais une sélection. »* Au service d'une idéologie plus que d'une vérité historique. ●

François Mitterrand reçu par le maréchal Pétain. Page de droite, de haut en bas, le “Mousquetaire” Jean Borotra et les acteurs Pierre Fresnay et Charles Vanel.

PIERRE PÉAN/GAMMA

# Le “Who’s Who” des décorés de la Francisque

**Mitterrand n’a pas été le seul ! Sous l’Occupation, nombreux ont été les artistes et politiques à recevoir la Francisque des mains du Maréchal. Idem pour les pères de plusieurs personnalités actuelles.**

Par Nicolas Gauthier

La Francisque, avant de la mériter, il fallait la demander et être recommandé par au moins deux parrains. Et surtout signer cette déclaration, qui n’a rien d’anodin: *« Je fais don de ma personne au maréchal Pétain comme il a fait don de la sienne à la France. Je m’engage à servir ses disciplines et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre. »*

Côté artistes, deux noms ressortent particulièrement: les comédiens Pierre Fresnay (1897-1975) et Charles Vanel (1892-1989). Le premier, inoubliable acteur de *La Grande Illusion* (1937), du *Corbeau* (1943) et de *Monsieur Vincent* (1947), sera incarcéré quelques semaines à la Libération. Avant d’adhérer, en 1950, à l’association des Amis de Robert Brasillach. Le second sera notamment à l’affiche de *La Belle Équipe* (1936) et du *Salaire de la peur* (1953). Son passé vichyssois lui vaudra d’être martyrisé sur le tournage de *L’Aîné des Ferchaux* (1963) par le réalisateur et ancien résistant Jean-Pierre Melville, avant que Jean-Paul Belmondo, son partenaire dans le film, n’intervienne en sa faveur en… poussant à terre le metteur en scène.

Parmi les titulaires de cette Francisque, côté cinéma, figurent surtout les inventeurs du cinématographe: les

frères Louis (1864-1948) et Auguste Lumière (1862-1954). Autre artiste: le joaillier André Arthus-Bertrand, célèbre fabricant de médailles, notamment de la décoration pétainiste, qui poursuivra son travail pour les successeurs de Pétain. Un souvenir familial dont son descendant, le photographe Yann Arthus-Bertrand, devenu écologiste de combat, n'apprécie guère qu'on le lui rappelle. Pas plus qu'Emmanuel de Buretel, grand manitou de l'industrie du disque (ancien patron de Virgin et d'EMI), n'apprécie qu'on évoque ses deux aïeux, les généraux Xavier et Georges de Buretel de Chassey, également récipiendaires de la Francisque.

## Marcellin, futur ministre de De Gaulle, décoré par Vichy

Côté sportif, un nom se dégage: celui du tennisman Jean Borotra (1898-1994), l'un des légendaires "Mousquetaires", dont la statue orne le stade Roland-Garros. Son neveu Franck sera ministre de l'Industrie de Jacques Chirac.

En politique, toujours, à tout seigneur tout honneur: la famille Mitterrand. Il y a bien sûr François, futur président de la République socialiste, mais aussi son beau-frère, le général Robert Cahier. Chez les Giscard d'Estaing on n'est pas en reste, avec Edmond, le père de Valéry, ainsi que son oncle René. Fidèle en amitié, Mitterrand l'a notamment été avec un autre décoré, René Bousquet (1909-1993). Tandis que Giscard fera de Bernard Lehideux l'un des patrons de son parti, l'UDF (ancêtre de l'actuel MoDem), celui-ci étant le neveu de l'industriel François Lehideux (1904-1998), décoré de cette même Francisque. Martine Lehideux, la sœur de Bernard, fera quant à elle carrière au Front national.

À noter, côté politique, un cas à part: celui d'Édouard Frédéric-Dupont (1902-1995), ancien député et maire du VII[e] arrondissement de Paris, titulaire à la fois de la Francisque et de la médaille de la Résistance. Membre du RPR de Jacques Chirac, il sera également élu député (1986-1988) sous les couleurs du FN de Jean-Marie Le Pen.

Ministre de l'Industrie, puis de l'Intérieur, du général de Gaulle, Raymond Marcellin (1994-2004) est l'un des rares exemples de décorés de la Francisque ayant ensuite exercé des fonctions ministérielles sous la V[e] République.

Fils du comte René de Chambrun (1906-2002), gendre de Pierre Laval et décoré par le Maréchal, Charles de Chambrun sera quant à lui secrétaire d'État au Commerce extérieur de De Gaulle, avant, sur le tard, de bifurquer du RPR au FN, dont il sera le premier maire, en 1989 (Saint-Gilles, Gard).

Ce qui aurait pu être un boulet professionnel ne l'a pas été, comme on le voit, pour nombre de fils de décorés de la Francisque. La preuve, encore, par le journaliste à Radio-Paris et *Je suis partout* Jean-Henri Azéma (1913-2000), décoré de la Francisque, dont le fils Jean-Pierre (né durant l'exil forcé de son père en Argentine) est même devenu l'un des historiens majeurs de cette période troublée.

Une touche mondaine pour finir, avec la famille de Monaco, dont le prince Louis II (1870-1949), père du prince Rainier et grand-père d'Albert II, reçut lui aussi la décoration pétainiste. Dont il est le seul chef d'État étranger à être récipiendaire. ●

**"Je fais don de ma personne au maréchal Pétain comme il a fait don de la sienne à la France."**

*Serment pour recevoir la Francisque*

PHOTOS : QUINIO/GAMMA - AKG-IMAGES - PHOTO RAP/ROGER-VIOLLET

VALEURS ACTUELLES

**Fondateur** Raymond Bourgine
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris
Pour obtenir votre correspondant, composer directement le 01.40.54 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.
**Abonnements :** 09.69.39.66.46.
www.valeursactuelles.com

**GROUPE VALMONDE**
**Président** Jean-Louis Valentin

**COMMISSION ÉDITORIALE**
**Président** Charles Villeneuve
Jean-Claude Dassier, Tugdual Denis, Catherine Nay, François d'Orcival, Jean-Louis Valentin.

**RÉDACTION**
**Directeur de la rédaction** Tugdual Denis.
**Directeur délégué de la rédaction** Arnaud Folch (1151).
**Rédacteurs en chef**
Société : Mickaël Fonton (1157).
Monde : Mériadec Raffray (1180).
Économie-Finance : Frédéric Paya (1155).
Culture : Laurent Dandrieu (1136).
L'incorrect : Anne-Laure Debaecker (1165).
Hors-série : Yves Le Bescond (1168)
Web : Amaury Brelet (1198).
Chef de rubrique Enquête : Amaury Bucco (1163).
Chef de rubrique Art de vivre : Véronique André.
**Secrétaire général de la rédaction** Alexandre Meyer (1207).

**Politique** Grand reporter : Édouard Roux (1139) ; Reporter : Sébastien Lignier (1163).
**France** Reporters : Patricia de Sagazan (1182), Thomas Morel (1194), Édouard Lavollé, Victor Eyraud, Maxime Coupeau.
**Économie et Entreprises** Rédacteur en chef adjoint : Marie de Greef-Madelin (1152).
Chef de service politique économique : Josée Pochat (1166).
**Culture** Reporter : Olivier Maulin (1206).
**Histoire** François d'Orcival (1169).
**Web** Chef d'édition : David Blanchard.
Reporter : Marc Eynaud.
**Responsable des réseaux sociaux** Justine Lambert.
**VA+** Chef de service : Antoine You (1138).
Adjointe : Anne-Lorraine Rousseau.
**Iconographie** Chef de service : Patrick Iafrate (1192).
Adjoints : Romain Rouger (1167), Barbara le Tourneur du Breuil (1211).
**Documentation** Chef de service et responsable de la diffusion numérique : Marie Vercelletto (1196).

**CHRONIQUEURS**
Catherine Nay, Pierre Lellouche, Philippe Barthelet.

**RÉALISATION ET FABRICATION**
**Rédacteur en chef technique** Nicolas Gigaud (1187).
**Secrétaires de rédaction** Diane Manière (1208), Patrick Mané (1188), Emmanuelle Barbou des Places (1199), Josiane Ruiz (1189), Isabelle Wlassikoff-Gross (1272).
**Premier rédacteur-graphiste, conception graphique** Yves Le Bescond (1168).
**Rédacteurs-graphistes** Fabrice Fournier (1183), Nicolas Lemay (1184), Christian Cibrélus-Érambert (1274).
**Responsable de la photogravure, rédacteur infographe** Olivier Aujean (1148).

**ADMINISTRATION – GESTION – DÉVELOPPEMENT**
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris. Fax : 01.40.54.11.81.
**Président du directoire, directeur des publications** Jean-Louis Valentin.
**Comptabilité** Corinne Brice (1116), Chantal Kientzy (1118), Nathalie Locart (1119), Bérangère Blanchard (1108).
**Services généraux** Corinne Landry (1113).

**PUBLICITÉ ET COMMUNICATION**
**Directeur commercial et responsable de la régie publicitaire** Julien Medioni (06.10.25.20.08).
**Directrice commerciale adjointe** Marine Burrus (06.11.73.68.07).
**Planning media.figaro** 01.56.52.20.60.

**DIFFUSION – ABONNEMENTS – LIBRAIRIE**
**Directeur des ventes et fabrication** Gilles Marti.
**Directeur marketing** Charles Bonnet (1193).
**Service diffusion** Valérie Dubuy (1159), Sophie Roland (1135), Fatiha Pochet (1115).
**Service abonnements :** 09.69.39.66.46.
**Ventes kiosques** (01.40.54.12.19) — e-mail : gilles.marti@valmonde.fr

**SERVICE ABONNEMENT**
CS 20011, 59895 Lille Cedex 9
Tél. : 09.69.39.66.46.
France : 1 an, 4 nos, 29,90 € - 2 ans, 8 nos, 55,90 €
Tarif étranger : nous consulter
**Copyright 2023 - Valeurs actuelles.** Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus. Sauf dans les cas où elle est autorisée expressément par la loi et les conventions internationales, toute reproduction totale ou partielle du présent numéro est interdite et constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal.
**Impression** Roto France
**N° de commission paritaire** 0925 C 79794
**N° ISSN** 0049-5794
Valmonde et Cie,
SAS au capital de 1 410 497 €
**Associé unique** PIDEVMEDIAS FRANCE.
**RCS** Paris B 775 658 412 **Siret** 775 658 412 00 165

Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 0 %
Certification : PEFC
"Eutrophisation" Ptot : 0,016 kg/tonne

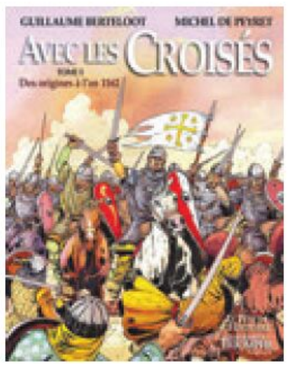
Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282
pefc-france.org

LE TRI + FACILE
BAC DE TRI

# BIBLIOGRAPHIE

**L'Antisémitisme de gauche au XIXe siècle**
de Marc Crapez
*(Berg international, 2002)*
**Croquis de mémoire**
de Jean Cau
*(La Table ronde, 1985)*
**Dialogue sur la France**
d'Henri d'Orléans
*(Fayard, 1994)*
**La Droite révolutionnaire**
de Zeev Sternhell
*(Le Seuil, 1978)*
**Les Droites dans la rue**
de Francis Bergeron et Philippe Vilgier
*(Dominique Martin Morin, 1985)*
**Enquête sur le procès du roi Louis XVI**
de Pierrette et Paul Giraud de Coursac
*(F.-x. De Guibert, 1992)*
**Guerre et paix en Algérie, l'épopée silencieuse des SAS : 1955-1962**
de Nicolas d'Andoque
*(SPL, 1977)*
**Guerre secrète à l'Élysée**
de Paul Barril
*(Albin Michel, 1996)*
**L'Histoire assassinée**
de Jacques Heers
*(Éditions de Paris, 2006)*
**Histoire de l'antisémitisme**
de Léon Poliakov
*(Calmann-Lévy, 1955)*
**Histoire des barbouzes**
de Lucien Bitterlin
*(Éditions du Palais-Royal, 1972)*
**L'Histoire sans masque**
de Pierre Poujade
*(Elytis éditions, 2003)*
**Histoire secrète de la Ve République**
de Roger Faligot et Jean Guisnel
*(La Découverte, 2006)*
**Histoire secrète de la droite**
d'Éric Branca et Arnaud Folch
*(Plon, 2008)*
**Historiquement incorrect**
de Jean Sévillia
*(Fayard, 2011)*
**L'Ivresse de la Révolution**
de Michel Craplet
*(Grasset, 2021)*
**Journal de l'Élysée**
de Jacques Foccard
*(Fayard, 1998)*

**Lettres marocaines et autres écrits du maréchal Hubert Lyautey**
sous la direction de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
*(La Croisée des chemins, 2010)*
**Les Listes noires du PCF**
de Sylvain Boulouque et Franck Laigre
*(Calmann-Lévy, 2008)*
**Les Maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français**
de Christophe Bourseiller
*(Plon, 1996)*
**Les Masques**
de Régis Debray
*(Gallimard, 1992)*
**Matzneff et le mystère Boulin**
d'Olivier Annichini
*(Amazon, 2023)*
**Mermoz**
d'Emmanuel Chadeau
*(Perrin, 2000)*
**La Mondaine, histoire et archives de la police des mœurs**
de Véronique Willemin
*(Hoëbecke, 2009)*
**La Sale Affaire Markovic**
de Jean-Pax Méfret
*(Pygmalion, 2007)*
**Suicide d'État à l'Élysée**
d'Eric Raynaud
*(Alphée-Jean-Paul Bertrand, 2009)*
**Un silence d'État, les disparus civils européens de la guerre d'Algérie**
de Jean-Jacques Jordi
*(Soteca-Belin, 2011)*




## BANDES DESSINÉES

**Avec les croisés (2 tomes)**
de Guillaume Berteloot et Michel de Peyret
*(Editions du Triomphe, 2020)*

# VOUS AVEZ MANQUÉ LE VOLUME 1 ?
# VOUS POUVEZ ENCORE LE COMMANDER SUR
# BOUTIQUE.VALEURSACTUELLES.COM

**10,90 €**
frais de port inclus

Dans la limite des stocks disponibles – Visuel non contractuel

# DOSSIERS D'ARCHÉOLOGIE, SYNTHÈSE VIVANTE D'UN THÈME MAJEUR DE L'ARCHÉOLOGIE

SOIT 3 NUMÉROS OFFERTS

**56€/AN POUR 6 NUMÉROS ET 2 HORS-SÉRIES AU LIEU DE ~~90,00€~~**

JE COMMANDE SUR **WWW.FATON.FR**

**AVEC LE CODE DARCEXT24**